

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

**Les interventions de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du
Congo de 1960 à nos jours : un bilan controversé ?**

par
Désiré LOYOKO NKOY

Mémoire présenté en vue de l'obtention du Grade de
Maîtrise en ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke
Septembre 2018

Remerciements

La traduction académique exige qu'à la fin de cycle, l'étudiant finaliste exprime ses sentiments de reconnaissance à tous ceux qui l'ont soutenu d'une manière ou d'une autre. Ainsi, nous adressons nos sentiments de profonde gratitude au personnel administratif et académique de l'Université de Sherbrooke, en particulier ceux du département d'histoire.

Nous remercions du fond de notre cœur le professeur Patrick Dramé, pour avoir accepté la direction de notre mémoire et cela en dépit de ses lourdes tâches administratives et scientifiques. Nos remerciements s'adressent également aux évaluatrices de cette étude à savoir Christine Hudon, vice-rectrice aux études à l'Université de Sherbrooke et Magali Deleuze, professeure dans le département d'histoire au Collège militaire royal du Canada. Nous en sommes très reconnaissants et gardons d'eux, le souvenir de la rigueur, de la persévérance et la volonté de toujours bien faire.

Que mon épouse Gisèle Bayeye et mes enfants Winner Loyoko et Winnice Loyoko trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements pour leur assistance pendant les moments des dures épreuves que nous avons pu traverser. Mes remerciements vont aussi à ma nièce Nicole Ifosela et à mon ami Jean-Claude Mavungu. Qu'ils découvrent ici notre attachement à eux pour leur assistance conjugée.

Résumé

Dans le contexte de la décennie des années 1950 marquées par la marche vers la décolonisation, la Belgique se montra plutôt déterminée à maintenir le statu quo colonial face à la montée des forces nationalistes congolaises incarnées par Joseph Kasa-vubu et Patrice Lumumba. C'est dans ce cadre que ces leaders politiques ont sollicité l'assistance de l'ONU en juillet 1960. La première Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) fut alors établie par la *Résolution 143* (1960) du Conseil de sécurité afin de fournir au gouvernement congolais l'assistance militaire dont il avait besoin. Malgré l'intervention des mercenaires aux cotés de Moïse Tshombe, qui tenait à se constituer un État indépendant du Katanga, l'ONUC a globalement atteint ses objectifs. Les troupes belges ont été rapatriées et l'ordre public et l'intégrité territoriale ont été relativement rétablis au pays.

Trente-cinq ans après cette première intervention, l'ONU s'engage à nouveau au Congo sous l'appellation de la MONUC ou Mission de l'Observation des Nations Unies en République démocratique du Congo en vue de faire respecter l'accord de cessez-le-feu signé à Lusaka en juillet 1999 par l'Angola, l'Ouganda, la Namibie, la RDC, le Rwanda et le Zimbabwe. Entre 1999 et 2010, le pays dans son ensemble a connu une paix relative. Le déploiement des casques bleus dans les zones d'instabilité et l'engagement du gouvernement congolais à dialoguer avec les rebelles ont été à la base du rétablissement de cette paix. Toutefois, la province Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu restaient en proie des groupes armés congolais et étrangers. Ainsi, par la *Résolution 1925* (2010), la MONUSCO ou Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo fut établie afin de maintenir la paix dans ces zones sensibles. En dépit des acquis réalisés jusque là par la MONUSCO, les défis à relever en matière de sécurité civile et de gouvernance démocratique restent encore majeurs dans le pays.

Liste des abréviations, des sigles et des acronymes

ABAKO	Association des Bakongo
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
AMP	Alliance pour la majorité présidentielle
ANC	Armée nationale congolaise
APCLS	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
APR	Armée patriotique rwandaise
BCNUDH	Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l'homme
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CIAT	Comité international d'accompagnement de la transition
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CODECO	Coalition des démocrates congolais
CPI	Cour pénale internationale
CRISP	Centre de recherche et d'information sociopolitiques
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion
EUFOR	Force européenne
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDA	Forces démocratiques alliées
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FNI	Front nationaliste intégrationniste
FONUS	Forces novatrices pour l'union et la solidarité
FP	Force publique
UNRF	Front de sauvetage national de l'Ouganda
FRPI	Force de résistance patriotique de l'Ituri
HCR	Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
LRA	Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army)
M23	Mouvement du 23 mars
MINURCAT	Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad

MLC	Mouvement de libération du Congo
MNC	Mouvement national congolais
MONUC	Mission de l'Observation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MPR	Mouvement populaire de la révolution
OMP	Opération de maintien de la paix
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUC	Opération des Nations Unies au Congo
PALU	Parti lumumbiste unifié
PAM	Programme alimentaire mondial
PNC	Police nationale congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RENACO	Regroupement des nationalistes congolais
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe (Southern African Development Community)
UA	Union africaine
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UE	Union européenne
UN	Nations Unies
UNAMID	Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour
UNC	Union pour la Nation Congolaise
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (United Nations International Children's Emergency Fund)
UNMIS	Mission des Nations unies au Soudan
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Forces de défenses du peuple ougandais

Table des matières

Introduction générale	1
Contextualisation	1
Précision de l'objet d'étude	3
Problématique et hypothèses	4
Cadre conceptuel	7
Sources et méthodologies	9
Historiographie	18
Chapitre 1. L'implication de l'Organisation des Nations Unies dans la première crise congolaise (1960-1964)	27
1. De la genèse du premier conflit congolais à la sollicitation des Nations Unies	288
2. La gestion de la crise : l'ONUC entre volonté politique et moyens limités	333
3. Le bilan de l'implication onusienne vu par la presse internationale (1960-1964)	400
3.1. Les réalisations de l'ONUC	40
3.2. Les limites des actions onusiennes	43
Conclusion	51
Chapitre 2. L'engagement onusien dans la deuxième crise congolaise (1999-2010)	52
1. Les origines du deuxième conflit congolais	53
1.1. Le poids du régime autoritaire du président Joseph - Désiré Mobutu	53
1.2. Les contrecoups de la guerre civile rwandaise et les intérêts politico- économiques des États limitrophes du Zaïre	54
1.3. Les alliances militaires et politiques du président Laurent - Désiré Kabila	56
2. La MONUC entre gestion de crise et sortie de conflit	57
2.1. Les objectifs de la mission onusienne	58
2.2. La MONUC et les voies de sortie de conflit	60
3. L'intervention onusienne vue par les ONG et la presse africaine et occidentale	67
3.1. Les réalisations de la MONUC pour le retour de la paix	67
3.2. L'inaction de la MONUC dans l'application de son mandat	69
3.3. Résoudre le conflit sans parler avec les acteurs ? L'insuffisance du leadership de la MONUC	76
3.4. Théorie des « spoliateurs » de la paix et remise en question des réformes du système judiciaire, de l'armée et de la police congolaise telles que conduites par la MONUC	78
3.5. Penser aux recommandations	82
Conclusion	84
Chapitre 3. Le Congo à l'ère de la MONUSCO depuis 2010	85
1. De la MONUC à la MONUSCO : la genèse d'un nouvel engagement	86
1.1. Les origines de la MONUSCO	86
1.2. Les objectifs de la MONUSCO	87
1.3. Les mandats de la MONUSCO	89
2. Le plan onusien pour la stabilisation et la reconstruction de la RDC	89
2.1. Les forces de la MONUSCO en phase d'action sur le terrain	90
2.2. La MONUSCO en phase de négociations et de médiations entre les belligérants	92
2.3. Vers les voies légales et démocratiques de sortie de conflit	96

3. L'évaluation des actions de la MONUSCO par les organismes non gouvernementaux, les médias et les populations congolaises -----	99
3.1. Les réalisations de la MONUSCO -----	100
3.1.1. Enfin des élections libres et démocratiques ! -----	100
3.1.2. Effort conséquent pour renforcer la sécurité -----	101
3.2. Les faillites de la MONUSCO -----	102
3.2.1. La passivité d'un engagement réel sur le terrain -----	102
3.2.2. Théorie de « spoliateurs » de la paix et échec des réformes judiciaire, policière et militaire conduites par la MONUSCO -----	107
3.2.3. Travail des enfants et atteintes aux droits humains -----	110
3.2.1. Perception de la population congolaise à l'égard de la mission onusienne ----	113
Conclusion -----	1188
Conclusion générale -----	11919
Sources et bibliographie -----	125

Introduction générale

Contextualisation

La République démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus vaste pays d'Afrique avec une superficie de 2 345 410 km². Ce pays est peuplé de 81 680 millions d'habitants parlant 250 langues¹. Son histoire est cependant fort tourmentée. En effet, depuis la Conférence de Berlin en 1884-1885², Léopold II, roi des Belges, s'attribua à titre personnel un territoire immense qui prit le nom d'État libre du Congo³. Dès lors, la population congolaise fut soumise aux travaux forcés avec son cortège de tortures et mutilations au nom de l'accroissement de la production du caoutchouc. Ces abus suscitèrent, en Europe, une campagne antiléopoldienne menée par Edmund D. Morel et qui donna naissance au premier grand mouvement international de défense des droits de l'homme⁴. Par conséquent, Léopold II fut contraint de léguer sa colonie à la Belgique en 1908⁵. Immédiatement après, l'administration belge se lança dans l'exploitation excessive des ressources naturelles de la colonie. Ce qui engendra des violences sans précédents, notamment des guerres des résistances, des migrations, des épidémies, des famines et des catastrophes écologiques sur l'ensemble de la colonie⁶.

Ensuite, dans le contexte de la décennie des années 1950 marquées par la marche vers la décolonisation, la Belgique se montra plutôt déterminée à maintenir le statu quo colonial face à la montée des forces nationalistes congolaises incarnées par Joseph Kasa-vubu et Patrice Émery

¹ International Monetary Fund, *Report for Selected Countries and Subjects*, April 2015.

² La Conférence de Berlin était convoquée par Bismarck et réunissait, de novembre 1884 à février 1885, 14 pays européens. Elle avait pour but de régler pacifiquement les litiges relatifs aux conquêtes coloniales en Afrique. L'Allemagne, qui ne s'était pas engagée dans la politique de colonisation, joue le rôle de médiatrice et plaide en faveur de la liberté du commerce et de la navigation, notamment dans le bassin du Congo où les compétitions furent les plus âpres. L'Acte final fixe les règles juridiques de la colonisation de l'Afrique et impose le principe de l'effectivité pour reconnaître une annexion. Les tracés des frontières qui eurent lieu pour le partage du continent africain, en résultèrent des conflits qui durent jusqu'aujourd'hui. Voir Joseph-Marie Bipoun Woum, *Centenaire de la Conférence de Berlin 1884-1885 : Actes du colloque international*, (Brazzaville, avril 1985), Paris, Présence africaine, 1987, p.127.

³ Catherine Coquery-Vidrovitch, *L'Afrique et les Africains au XIX^e siècle, mutations, révolutions, crises*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 167.

⁴ Adam Hochschild, *Les fantôme du roi Léopold II, la terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1918*, Paris, Tallandier, 2007, p. 15.

⁵ Emmanuelle Sibeud, « Entre geste impériale et cause internationale : défendre les indigènes à Genève dans les années 1920 », *Monde(s)*, n° 6, (2014), p. 28.

⁶ Elikia M'bokolo, *L'Afrique entre l'Europe et l'Amérique : le rôle de l'Afrique dans la rencontre de deux mondes, 1492-1992*, Paris, Unesco, 1995, p. 255.

Lumumba. L'occasion immédiate de la crise est la déclaration du Commandant en chef de la Force Publique le lieutenant-général Émile Janssens⁷, le 5 juillet 1960 au quartier général : « Avant indépendance = après indépendance ». Cette annonce fut comprise par l'institution militaire congolaise comme une négation de l'indépendance nouvellement acquise. Du coup, la Force publique congolaise se mutine et certaines régions échappent au contrôle du gouvernement central, qui est dirigé par le premier ministre Lumumba. C'est ainsi que le 11 juillet 1960, le général Janssens réclama une intervention belge. Profitant de ces soulèvements, le gouvernement belge envoya ses troupes au Congo pour mater la révolte militaire et soutenir la sécession katangaise par laquelle, Moïse Tshombé tenait à se constituer un État indépendant du Katanga. Cette agression du territoire congolais donna lieu à un long trouble⁸.

C'est dans ce cadre finalement que le président Kasa-vubu et le premier ministre Lumumba sollicitèrent l'assistance de l'ONU le 11 juillet 1960. La première Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) fut établie par la résolution 143 du Conseil de sécurité afin de fournir au gouvernement congolais l'assistance militaire dont il avait besoin⁹. Seize mois après le départ des casques bleus du territoire congolais, le 24 novembre 1965, le colonel Joseph-Désiré Mobutu s'empare du pouvoir et instaure un régime dictatorial de 32 ans. Il sera renversé par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, le 17 mai 1997. En juillet 1999, dans le but de faire respecter l'accord de cessez-le-feu¹⁰ signé par les belligérants à Lusaka, l'ONU intervient au Congo pour la seconde fois sous l'appellation de Mission de l'Observation des Nations Unies en République

⁷ Jean-Chrétien Ekambo, 1959 *Message de «bonne année » du Général Janssens à la Radio*. Consulté le 23 novembre 2015. <http://www.congoforum.be/fr/congodetail>

⁸ Jules Gérard-Libois et Benoît Verhaegen, « Le Congo : du domaine de Léopold II à l'indépendance », *Courrier hebdomadaire du CRIP*, n° 1077, (1985), p. 85.

⁹ ONU, Conseil de sécurité (S/4387), *Résolution 143* du 14 juillet 1960, p. 5.

¹⁰ Cet accord stipulait que toutes les attaques aériennes, terrestres et maritimes, de même que les mouvements de forces militaires et tous les actes de violence contre la population civile, devaient cesser dans les 24 heures suivant sa signature. Les autres dispositions de l'accord concernaient la normalisation de la situation le long des frontières de la RDC par le contrôle du trafic illicite d'armes et l'infiltration de groupes armés. Voir *Deuxième rapport du secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en RDC*, 1^{er} nov.1999, p. 3.

démocratique du Congo (MONUC)¹¹. Puis, en juillet 2010, la Mission prorogea son mandat en changeant son appellation en Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo « MONUSCO »¹². À l'égard de ce contexte troublant, nous allons délimiter notre essai afin d'expliquer clairement l'essence des implications onusiennes dans ces conflits congolais à dimension internationale.

Précision de l'objet d'étude

Cette étude vise à analyser les deux principales interventions de l'ONU au Congo. La première commence le 14 juillet 1960, date à laquelle le Conseil de sécurité a établi l'ONUC pour assurer le retrait des troupes belges du territoire. Elle s'achève le 30 juin 1964, quand la mission de l'organisation internationale quitte le Congo après un retour à un calme relatif¹³. La seconde débute le 15 juillet 1999, quand le secrétaire général Kofi Annan a déployé les casques bleus en RDC afin d'observer et de contrôler la cessation des hostilités à travers l'accord de cessez-le-feu de Lusaka. Cette dernière période continue jusqu'à nos jours.

Plus précisément, l'objectif de cette étude est d'analyser et d'évaluer les objectifs que l'organisation internationale s'est assignés afin de résoudre ces deux conflits politiques et de maintenir la paix dans ce pays. Nous entendons aussi étudier les stratégies, ou plus spécifiquement, les actions diplomatiques, politiques et militaires par lesquelles l'ONU tente de rétablir la paix au Congo. Enfin, nous dresserons un bilan issu d'une appréciation des réussites et des limites des actions onusiennes dans la liquidation de ces crises, car la population congolaise, la presse internationale et aussi les organismes non gouvernementaux tels qu'*Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam*, actifs dans les domaines de droits de l'homme et de la lutte contre la pauvreté, ne prétendent pas qu'il y a une lueur de paix au Congo.

¹¹ ONU, *Rapport du secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/1999/790 du 15 juillet 1999. p.1.

¹² ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, S/2010/512 du 28 mai 2010, p.1.

Problématique et hypothèses

À la lumière de l'objet d'étude défini, cette réflexion portant sur les interventions de l'ONU au Congo sera structurée autour des trois questions suivantes. Tout d'abord, on pourrait se demander quels sont les facteurs politiques et les arguments centraux pouvant justifier les interventions successives de l'organisation internationale. Ensuite, il serait essentiel de comprendre quels sont les stratégies et les outils politiques et diplomatiques déployés en vue de trouver des issues aux différentes crises qui préoccupent alors au plus haut point l'opinion internationale. Enfin, il sera important de comprendre comment l'action de maintien de la paix de l'ONU est évaluée par la plupart des congolais, des journaux africains et internationaux et des ONG telles qu'*Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam International*. Cette évaluation se fera à l'aune des critères liés à la stabilité de la situation politique et sociale du Congo, à l'efficacité des actions menées par les casques bleus sur le terrain et à l'engagement de la mission pour faire respecter les accords signés entre les protagonistes.

À la suite de ce questionnement, il est possible de formuler les hypothèses suivantes : C'est d'abord que c'est pour répondre aux appels des autorités congolaises, notamment le président Kasa-Vubu et le premier ministre Lumumba, que l'ONU intervient, pour la première fois, dans la crise congolaise de 1960 en vue d'assurer le retrait des forces coloniales belges et d'aider ce gouvernement à restaurer la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire congolais¹⁴.

Pendant cette première OMP au Congo, il semble que le Conseil de sécurité ait déployé un contingent d'un peu plus de 19 825 hommes composé d'experts civils pour procurer une assistance aux services publics et des casques bleus venus en majorité de pays d'Afrique et d'Asie¹⁵. Malgré de vives résistances rencontrées sur le terrain, en février 1961, les soldats de la paix ont mené les opérations « Rumpunch », « Motors » et « Grand Chelem » dont les objectifs

¹⁴ ONU, *Résolution S/RES/4382*, Supplément de juillet, août et septembre 1960.

¹⁵ Pierre-Michel Durand, « Leçons congolaises. L'ONUC (1960-1964) ou « La plus grande des opérations » : un contre-modèle ? », *Relations internationales*, n° 127, (3/ 2006), p. 64.

étaient de capturer le personnel militaire étranger en service du Katanga en vue de mettre un terme à ce conflit¹⁶. Cela a ouvert la voie aux règlements diplomatiques qui visaient la réconciliation nationale et la mise en place du « plan U Thant »¹⁷.

Durant ce premier conflit, la mission a réussi un tant soit peu à maintenir l'intégrité territoriale du Congo, à surveiller le retrait des troupes belges et à assurer l'indépendance du Congo¹⁸. Elle aurait été aussi capable d'empêcher, par le triomphe de l'impérialisme américain, une dérive vers un conflit armé entre les États-Unis et l'URSS, deux meneurs de la Guerre froide¹⁹. Par contre, les soldats onusiens auraient pris parti pour le camp occidental en éliminant Lumumba, Kasa Vubu et Kashamura de la scène politique congolaise²⁰. Ce qui était une flagrante violation de la Charte des Nations Unies, notamment l'article 2, alinéa 7, qui, explicitement stipule notamment qu'aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État²¹.

Pour la seconde fois, l'ONU s'implique dans le conflit qui engage le Congo contre ses agresseurs afin de faire observer l'accord de cessez-le-feu signé en juillet 1999 à Lusaka entre les chefs d'État de la RDC, de la Namibie, du Rwanda, de l'Ouganda et du Zimbabwe et le ministre de la Défense de l'Angola²². Cette intervention de l'ONU s'inscrit notamment dans le cadre de sa charte de 1945 qui vise à :

« [...] Maintenir la paix et la sécurité internationale et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la

¹⁶ Walter Bruyère-Ostells, « L'influence française dans la sécession katangaise : naissance d'un système mercenaire », *Relations internationales*, n° 162, (2/2015), pp. 160-161.

¹⁷ Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, « Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique centrale, 1960-2000 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 236, (4/2009), p. 129.

¹⁸ Valérie Pascal, « Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique », *Relations internationales et stratégiques*, n° 23, (1996), p. 174.

¹⁹ Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, « Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961-1989), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 233, (1/2009), p. 68.

²⁰ Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, *op cit.*, p. 127.

²¹ Charte déjà citée, Chapitre I Article 2 alinéa 7.

²² ONU, *Rapport déjà cité*, p. 1.

justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix. [...] ²³ »

Il convient de noter que sur le territoire congolais l'applicabilité de ce contenu reste complexe.

Durant la deuxième intervention, le Conseil de sécurité a déployé une équipe pluridisciplinaire²⁴ de plus de 23 438 personnes (en dépassement de l'effectif autorisé 22 016 personnes) sur le sol congolais²⁵. La MONUC s'est déployée, sur le plan militaire, dans les zones d'instabilité pour éliminer la menace constituée par les groupes armés. Sur le plan diplomatique, on peut penser que la MONUC collabore avec les États en conflit afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers de guerre et de tous les militaires capturés. Sur le plan politique, la mission onusienne engage un dialogue politique « transparent et sans exclusive » entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation, la démocratisation et d'éviter le retour au maquis des anciennes factions rebelles²⁶.

Quant à l'évaluation de la seconde crise, il est important de reconnaître que malgré de multiples échecs relatifs, l'ONU semble avoir joué un rôle très important dans le processus de pacification et de sécurisation de la RDC depuis 1999²⁷. Cependant, le pays est encore loin d'une stabilisation pérenne. Les rapports publiés par *Human Rights Watch* insistent sur l'historique des violations graves des droits humains et des répressions politiques qui conduisent à la tuerie de centaines des civils ²⁸. Pour sa part, *Oxfam* déclare qu'entre 1998 jusqu'en 2012, 5,4 millions de personnes ont perdu la vie et plus de 2,2 millions se sont déplacées²⁹. Cela devrait interpeller la MONUSCO en vertu de la résolution 2147 du Conseil de sécurité qui l'autorise d'assurer, dans

²³ ONU, *Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice*, San Francisco, 26 juin 1945, Consulté le 20 décembre 2016. <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/introductory-note/index.htm>

²⁴ Cette équipe se compose des soldats, des observateurs militaires, des personnels de police, des personnels civils internationaux et nationaux et des volontaires des Nations Unies.

²⁵ MONUC, *Faits et chiffres*, consulté le 25 novembre 2015.

<http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/monusco/facts.shtml>

²⁶ Thierry Vircoulon, « L'État internationalisé : Nouvelle figure de la mondialisation en Afrique », *Études*, Tome 406, (1/2007), p. 11.

²⁷ Eric Wilson Fofack, « L'ONU face aux conflits en Afrique centrale post-guerre froide, 1990-2004 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 248, (4/ 2012), p. 46.

²⁸ *Human Rights Watch*, *Violations et répressions en RDC*, <https://www.hrw.org/fr/news/2014/01/21/rapport-mondial-2014/2015>. Consulté le 11 janvier 2016.

²⁹ *Oxfam International*, *Interventions d'urgence en RDC*. <https://www.oxfam.org/fr/pays/republique-democratique-du-congo>. Consultée le 11 janvier 2016.

ses zones d'opérations, une protection efficace des civils se trouvant sous la menace de violences physiques³⁰.

Cadre conceptuel

Notre étude qui porte sur les actions de l'ONU en RDC sera centrée sur un concept-clé, à savoir le « maintien de la paix ». En effet, à la suite de l'échec de la Société des Nations qui ne parvient pas à assurer la sécurité collective dans l'entre-deux-guerres et à éviter la Seconde Guerre mondiale, l'ONU est créée le 24 octobre 1945 à San Francisco afin de maintenir la paix dans le monde. D'après la Charte des Nations Unies, le terme de « maintenir de la paix » est entendu comme l'ensemble des mesures nécessaires prises par le Conseil de sécurité et exécutées par les membres des N.U en cas de menace contre la paix, rupture de la paix et acte d'agression d'un État³¹. Comme ladite Charte interdit l'ONU d'intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un État³², le « maintien de la paix » consistait simplement à isoler le conflit, c'est-à-dire de tenter d'obtenir un règlement pacifique du différend au niveau national³³.

En 1956, dans le contexte de la crise de Suez, à l'initiative du Secrétaire général Dag Hammarskjöld, la définition du « maintien de la paix » évolue au sens d'opération impliquant le déploiement de troupes légèrement armées et d'observateurs militaires afin de surveiller l'application d'un accord de cessez-le-feu ou de surveiller une zone-tampon entre les ex-belligérants jusqu'à ce que ceux-ci signent des traités de paix³⁴. Cependant, certains sociologues et politologues insistent sur le fait que l'opération de « maintien de la paix » traditionnelle n'envisage pas l'usage de la force³⁵.

³⁰ ONU, *Conseil de sécurité, Résolution S/RES/2147* du 28 mars 2014.

³¹ ONU, *Charte des Nations Unies*, Chapitre VII, articles 39, 48 alinéas 1.

³² ONU, *Charte déjà citée*, Chapitre VII, article 2.

³³ Charles Zorgbibe, *La France, l'ONU et le maintien de la paix*, Paris, PUF, 1996, p. 23.

³⁴ Delphine Bresson, *Le « Peacebuilding » : concept, mise en œuvre, débats : le point sur les péripéties complexes d'un outil de paix en construction*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 20.

³⁵ Alex Macleod, Evelyne Dufault, F. Guillaume Dufour et David Morin, *Relations Internationales. Théories et concepts*, Outremont, Athéna, 2008, p. 296.

Mais, comme les casques bleus impliqués dans la crise doivent être dotés de capacités effectives en prévision d'une éventuelle transformation de la situation sur le terrain, les affrontements sont prévisibles en vue de se défendre ou de dicter une paix³⁶. Sous cet angle, le concept de « maintien de la paix » prend le sens d'« imposition de la paix », car il est possible que la force des N.U « fasse la guerre » et peut aussi être amenée à neutraliser ou à détruire. Donc, une frontière est franchie : le principe d'impartialité onusienne se révèle difficile à conserver. Ce qui fut le cas pendant l'opération de l'ONU au Congo de 1960 à 1964 où les casques bleus étaient autorisés, pour la première fois, à recourir à la force en vue de mettre fin à la guerre civile³⁷.

En outre, la fin de la Guerre froide ouvre un nouvel espace possible à la redéfinition de l'expression « maintien de la paix » qui s'oriente vers plus de prévision et aboutit à une extension de son contenu au « rétablissement de la paix » et à sa « consolidation ». Celles-ci interviennent dans le contexte précis qui est celui de l'après-guerre et supposent désormais de résoudre les crises en s'attaquant à leurs causes les plus profondes, notamment la misère économique, l'injustice sociale et l'oppression politique³⁸. Dans le cas de la deuxième intervention, par exemple, l'ONU concourt au gouvernement congolais pour la réforme des Forces armées et de la Police nationale congolaise. Elle encadre des élections présidentielles et locales et accélère un dialogue politique « transparent et sans exclusive » entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation, la démocratisation³⁹.

Enfin, le « maintien de la paix », soulève aussi des enjeux liés à la « résolution de conflit » qui fait allusion à l'utilisation des méthodes de négociation et de médiation, appliquées de façon non coercitive, par des tierces parties en vue d'éliminer l'antagonisme entre des

³⁶ Charles Zorgbibe, *op. cit.*, p.52.

³⁷ ONU, *Résolution du Conseil de sécurité*, S/RES/ 161 du 21 février 1961.

³⁸ ONU, *Rapport présenté par le Secrétaire général Boutros Boutros Ghali*, le 30 juin 1992, par 20.

³⁹ ONU, *Résolution du Conseil de sécurité*, S/RES/ 134 du 22 février 2001.

adversaires et ainsi aboutir au « maintien de la paix »⁴⁰. L'approche de la négociation se définit comme un processus de consultation entre les adversaires dans le but de trouver un accord⁴¹ et celle de la médiation comme une procédure par laquelle les parties adverses sollicitent ou acceptent l'aide d'une partie extérieure au conflit, qui les aidera à ajuster leurs comportements sans qu'un recours aux règles de droit soit nécessaire⁴². Évidemment, dans le cadre de l'ouverture d'un dialogue national intercongolais avec l'aide de la MONUC en octobre 2001, le président gabonais Omar Bongo⁴³ et son homologue botswanais Ketumile Masire⁴⁴ étaient choisis pour jouer respectivement le rôle de médiateur et de facilitateur.

Lorsque la « diplomatie préventive », le maintien de paix et le rétablissement de la paix ont échoué, les N.U peuvent alors décider d'autoriser une mission d' « imposition de la paix »⁴⁵. Bien que contestées en raison de leur coût, de leur durée et de leurs objectifs politiques et économiques souvent flous et intéressés, les OMP sont parfois la seule façon pour l'ONU de résoudre un conflit, et de protéger des populations menacées soit par des pays envahisseurs, soit par leur propre gouvernement ou aussi en contexte de guerre civile⁴⁶. Le « maintien de la paix » et ses composantes sont donc faciles à cerner en théorie, mais souvent complexes dans leur pratique sur le terrain.

Sources et méthodologies

En vue de comprendre les deux interventions de l'ONU en RDC, nous avons exploité dans un premier temps les résolutions du Conseil de sécurité et les rapports des Secrétaires généraux. Dans un second temps, nous avons exploité les articles de presse issus de certains journaux tels que *le Globe and Mail*, *le Monde* et *le New York Times*. Nous avons analysé aussi

⁴⁰ Fetherson, A. B., *Towards a Theory of United Nations Peacekeeping*, Londres, Macmillan, 1994, p. 12.

⁴¹ Daniel Druckman, « Negotiating in the International Context », dans W. Zartmann et J.L. Rasmussen (dir.) *Peacemaking in International Conflict*, Washington, United States Institute of Press, 1997, p. 81-124.

⁴² Jacob Bercovitch, « Mediation in International Conflict: An Overview of Theory, A Review of Practice », dans W. Zartmann et J.L. Rasmussen, *op. cit.*, pp. 125-154.

⁴³ Elikia M'Bokolo, *Médiations africaines - Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel, 2009, p. 275.

⁴⁴ ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la MONUC*, S/2000/30 du 17 janvier 2000, p. 2-3.

⁴⁵ Jean-Pierre Cot, Alain Pellet, Mathias Forteau, *La Charte des Nations Unies*, Paris, Economica, 2005, p.1147.

⁴⁶ Alex Macleod et al., *op cit.*, p. 299.

les rapports émis par les organismes internationaux tels qu'*Amnesty international*, *Human Rights Watch* et *Oxfam International* en vue de contrebalancer ou du moins de soumettre à la critique le point de vue de l'ONU et éventuellement celui des organismes internationaux. Nous avons également recours aux articles des journaux occidentaux et africains afin d'apporter diversité à notre réflexion.

En effet, lorsque le Conseil de sécurité est saisi d'une question qui met la paix internationale en danger, il se rassemble pour prendre des décisions nécessaires en vue de rétablir celle-ci et adopte des textes quelles que soient leurs portées juridiques⁴⁷. Depuis la première opération jusqu'à ce jour, le Conseil a pris 77 résolutions : 13 pendant l'ONUC, 56 pendant la MONUC et 11 concernant la MONUSCO. Ces documents ont un volume de 8 pages en moyenne. Nous avons aussi exploité 8 rapports dressés par les Secrétaires généraux de l'ONU pour la première opération et 72 pour la seconde⁴⁸. Ces documents, dont le volume moyen est de 20 pages, traitent généralement des actions militaires, des modalités politiques et des mesures diplomatiques exécutées par les Secrétaires pour faire appliquer les mesures prises par le Conseil sur le territoire congolais où la paix est remise en cause. Les mesures contraignantes liées à la RDC en réponse à la poursuite des hostilités, lesquelles menacent le processus de paix, sont adoptées par la résolution 1493 (2003) par laquelle, le Conseil a imposé un embargo sur les armes à tous les groupes armés et milices étrangères et congolaises opérant dans le territoire du Nord et du Sud-Kivu et de l'Ituri⁴⁹.

⁴⁷ ONU, *L'ONU en bref*, Consulté le 2 décembre 2015, <http://www.un.org/french/aboutun/uninbrief/sc.shtml>.

⁴⁸ ONUC, *Rapports du Secrétaire général et des fonctionnaires chargés de l'Opération des Nations Unies au Congo*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml>; MONUC, *Documents officiels, Rapports du Secrétaire général*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/monuc/reports.shtml>; MONUSCO, *Documents officiels, Rapports du Secrétaire général*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/monusco/reports.shtml>

⁴⁹ ONU, *Conseil de sécurité, Résolution S/RES/1493*, du 28 juillet 2003.

Pour leurs consultations, ces documents officiels sont disponibles en ligne sur le site des Nations Unies⁵⁰. Nous les avons donc numérisés et sauvegardés dans les fichiers PDF afin de conserver la mise en forme d'origine et de nous faciliter leurs dépouillements. Nous avons également imprimé certains rapports et résolutions, et nous les avons gardés dans un cartable afin de faciliter leur manipulation. Au regard du nombre important de ces documents officiels, nous avons choisi que ceux qui sont les plus significatifs pour l'analyse des stratégies diplomatiques, politiques et militaires par lesquelles l'ONU tente de rétablir la paix au Congo. Nous avons porté aussi un intérêt particulier sur ceux qui déterminent les objectifs assignés par l'organisation internationale afin de résoudre ces conflits congolais.

En outre, il convient de souligner la complémentarité qui existe entre ces deux documents officiels des Nations Unies. En effet, les textes émis sur les questions congolaises par le Conseil de sécurité, et dans lesquels ses membres expriment leurs décisions donnent mandat au Secrétaire général et l'orientent dans ses actions sur le terrain. Celui-ci a, pour sa part, le devoir de maintenir ce lien en soumettant au Conseil les rapports techniques visant à expliquer le fonctionnement de ses décisions sur le terrain. Ces documents officiels de l'ONU sont des sources essentielles à compréhension des décisions, des objectifs, des ressources investies et des actions posées sur le territoire congolais en vue d'une sortie de crise. Cependant, les résolutions du Conseil de sécurité et les rapports des secrétaires généraux ne présentent pas les faillites des leurs missions sur le terrain. Ces archives des Nations Unies montrent seulement le point de vue de leur institution. Ainsi, il s'avère important de les confronter à d'autres sources.

Dans un deuxième temps, nous avons fait recours à des articles pertinents de la presse internationale. Celle-ci a elle aussi leur propre traitement des interventions de l'ONU en RDC et

⁵⁰ ONUC, *Documents officiels, Résolutions du Conseil de sécurité*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml>; MONUC, *Documents officiels, Résolutions du Conseil de sécurité*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/monuc/resolutions.shtml>; MONUSCO, *Documents officiels, Résolutions du Conseil de sécurité*. Consultés le 12 janvier 2016. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/monusco/resolutions.shtml>

leur résultat d'un point de vue politique. En effet, elle nous a donné un son de cloche différent de celui de l'ONU. Ainsi, nous avons choisi le *Globe and Mail*, le *Monde* et le *New York Times* parce qu'il s'agit de trois journaux très importants au sein du paysage médiatique international. Le premier est un journal canadien, basé à Toronto et rédigé en langue anglaise. Il est fondé par Georges McCullagh en 1936, des suites de la fusion entre le *Globe* et le *Mail and Empire*⁵¹. Le second est un journal français fondé par Hubert Beuve-Méry en 1944. Il est le plus diffusé à l'étranger jusque dans les années 2000 avec un tirage journalier hors France de 40 000⁵². Le dernier est l'un des plus prestigieux quotidiens américains fondé en 1851⁵³.

Dans ces journaux de références, il est possible pour nous de consulter les articles qui traitent des interventions onusiennes au Congo en ligne, via le site internet de la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec (BANQ) dans la section ressource en ligne : journaux québécois, canadiens et étrangers. Pour la première intervention, les articles contenus dans le *Monde* ne sont pas numérisés et disponibles sur des plateformes en ligne comme pour le *Globe and Mail*. Nous les avons consultés donc à l'Université de Montréal et à l'aide de microfilms. Pour ceux de *New York Times*, ils ont été consultés par la base des données « *Proquest Historical Newspapers : New York Times* » et aussi par microfilms. En effet, de 1960 à 1964, cette presse a joué un rôle majeur dans la sensibilisation du public international sur l'implication de l'ONU en RDC. Hormis les informations sur l'indépendance congolaise, ces journaux parlent de la mutinerie de l'armée, sécessions, internationalisation des crises, chaos généralisé, stratégies de l'ONU pour pacifier le Congo, mort de P. Lumumba etc.⁵⁴. Évidemment, il y a peu d'articles disponibles concernant les deux interventions. Cependant, leur analyse s'avère très utile pour connaître ce

⁵¹ Sasha Yusufali, Richard J. Doyle et Jessica Potter, «Globe and Mail», *Encyclopédie canadienne*, Consultée le 08 décembre 2015. [Http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/globe-and-mail](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/globe-and-mail).

⁵² John C. Merrill, « Les quotidiens de référence dans le monde », *Cahiersdujournalisme.net*, 2000, Consulté le 08 décembre 2015.

⁵³ Gralon, *L'un des plus prestigieux journaux américains*, Consultée le 08 décembre 2015, [Https://www.gralon.net/articles/news-et-media/magazines/le-new-york-times](https://www.gralon.net/articles/news-et-media/magazines/le-new-york-times)

⁵⁴ «UN-Congo tension Increases», *Globe and Mail*, October 13, 1960; «Fighting erupts between Un and Katangese forces, Elisabethville», *New York Times*, December 6, 1961; « Congo: une « guerre mondiale africaine », *Le Monde*, 6 Avril 2000.

que dit cette presse autour de ces moments forts de l'histoire du Congo. Toutefois, ces trois quotidiens de références au sein du paysage médiatique international bénéficient de subventions de la part de leurs États. Ainsi, leurs lignes éditoriales sur l'intervention de l'ONUC se fondent sur la vision de la politique étrangère de leurs gouvernements, de leurs opinions publiques et de leur monde des affaires.

Dans le but de mieux évaluer les actions de l'ONU au Congo, nous avons exploité aussi les 53 rapports publiés, surtout pendant la deuxième période, par les organismes internationaux, entre autres, *Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam International*. Ces rapports, qui sont disponibles dans leurs différents sites⁵⁵, nous les avons également numérisés et sauvegardés dans les fichiers PDF afin qu'ils soient bien conservés. À propos d'*Amnesty International*, qui est fondée en 1961 par l'avocat britannique Peter Benenson, il s'assigne comme tâche de défendre les droits de l'homme et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948⁵⁶. Selon le journal *Le Monde*, l'organisme n'accepte aucune aide financière des gouvernements sauf pour des projets tels que l'éducation. L'ONG vit que de dons qui proviennent de ses membres, du public et d'organisations diverses telles que des fondations ou des entreprises éthiques⁵⁷. Les rapports produits par elle, surtout pour la période de 1999 à nos jours, portent sur les exactions perpétrées par les groupes armés, notamment, les violences faites aux femmes et aux filles, le recrutement et l'utilisation des mineurs comme soldats, l'impunité ainsi que la justice⁵⁸. En effet, les rapports d'*Amnesty International* présentent des diagnostics réels de la situation socioéconomique congolaise et pointent du doigt les limites et les insuffisances de l'ONU dans ses interventions au Congo.

⁵⁵ *Amnesty international, République démocratique du Congo. Rapports annuels sur la situation des droits humains*, consulté le 12 janvier 2016. <http://www.amnesty.org/fr/region/democratic-republic-congo/report>; *Human Rights Watch, République démocratique du Congo. Rapports*. Consulté le 12 janvier 2016. <https://www.hrw.org/fr/africa/democratic-republic-congo>; *Oxfam international, République démocratique du Congo. Publications*, <https://www.oxfam.org/fr/democratic-republic-congo>. Consulté le 12 janvier 2016.

⁵⁶ *Amnesty international, Comment nous fonctionnons ?* Consulté le 13 décembre 2015, <https://www.amnesty.org/fr/who-we-are>.

⁵⁷ SN, « Le Vatican appelle à ne plus financer Amnesty International, accusée de promouvoir l'avortement », *Le Monde*, 14 juin 2007.

⁵⁸ *Amnesty International, Rapport du annuels 2007 : RDC*, Consulté le 13 décembre 2015, <https://www.amnesty.org>

Pour ce qui est de *Human Rights Watch*, il fut fondé en 1978 par le militant américain des droits de l'homme Robert L. Bernstein, la consultante du Comité international des éditeurs américains Jeri Laber et le célèbre opposant soviétique Natan Sharansky. L'organisme déclare ne pas accepter le fond provenant directement ou indirectement de gouvernements et que ses contributions sont toutes issues de particuliers, de fondations et d'entreprises privées⁵⁹. Concernant notre période d'étude, cet organisme humanitaire et à but non lucratif a publié 18 rapports de volume d'environ 150 pages chacun et qui portent notamment sur la liberté de la presse, l'abolition de la peine de mort et de la torture, mais aussi sur le respect de l'ensemble des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier dans les domaines de l'éducation et du logement⁶⁰. *Human Rights Watch* désapprouve aussi la passivité de la mission onusienne face aux exactions commises par les rebelles sur les populations congolaises en guerre⁶¹.

Quant à *Oxfam International*, il est une confédération composée de 17 organisations indépendantes de même sensibilité qui agit «contre les injustices et la pauvreté». L'organisation a été créée en 1942 par un entrepreneur humanitaire du nom de Cecil Jackson-Cole et s'efforce, entre autres, de trouver des solutions pratiques et innovantes pour aider les Congolais à s'extraire de la pauvreté et à s'épanouir⁶². Soucieux d'une certaine indépendance, l'ONG refuse tout financement venu d'États. Il constitue ses fonds par ce qu'il relève de dons des citoyens, entreprises, fondations et cotisations des membres. Ses rapports dont le volume de pages varie entre 96 et 22 pages nous ont permis d'avoir une opinion réelle sur les effets des actions onusiennes au Congo. *Oxfam* note cependant qu'en RDC, un enfant sur trois n'a pas la possibilité d'aller à l'école et face à une malnutrition généralisée, un grave manque de soins

⁵⁹*Human Rights Watch*, « Human Rights Watch is an independent, nongovernmental organization, supported by contributions from private individuals and foundations worldwide. It accepts no government funds, directly or indirectly. », 22 septembre 2008.

⁶⁰ *Human Rights Watch*, *Protéger les droits, sauver des vies*, Consulté le 03 décembre 2015, <https://www.hrw.org>

⁶¹ *Human Rights Watch*, *Rapport mondial 2015: RD Congo*, Consulté le 08 avril 2016, <https://www.hrw.org>

⁶² *Oxfam international*, *Qui sommes-nous ?* Consulté le 03 décembre 2015, <https://www.oxfam.org/fr>

médicaux est à déplorer. Une recrudescence des combats dans l'Est du Congo a chassé jusqu'à 900 000 personnes de leur foyer depuis le début de l'année 2010. À cet effet, Marcel Stoessel, directeur d'*Oxfam* au Congo, a d'ailleurs déclaré le 21 octobre 2010 que :

« [...] La force de maintien de la paix des Nations Unies (Monusco) est en train d'abandonner des dizaines de milliers de personnes qui nécessitent une protection et assistance d'urgence. La LRA a tué et enlevé plus de personnes [...] mais, face aux niveaux de violence exceptionnels perpétrés par la LRA, la Monusco doit désormais allouer ses ressources en priorité à ce problème. [...] ⁶³ »

Il convient de noter en définitive que l'analyse approfondie des rapports des ONG nous ont permis de comprendre l'état chaotique de la situation socioéconomique congolaise, les crimes commis par les milices, les soldats nationaux et mêmes les casques bleus. De fait, les accusations relatives aux conflits d'intérêts, aux abus sexuels et aux impartialités portées contre le personnel des organismes non gouvernementaux ne remettent pas en cause la validité des leurs sources.

Finalement, le recours aux articles des journaux et de magazines occidentaux et africains nous a permis d'avoir un regard critique sur les rapports publiés par les ONG et ceux émis par l'ONU concernant la deuxième crise congolaise. Comme ce conflit a beaucoup intéressé la presse internationale, elle s'est alors attelée à publier plusieurs articles. Cependant, il convient de noter qu'un choix judicieux a été porté sur les articles qui ont mobilisé la masse critique et sur ceux qui ont été indépendants de leurs gouvernements.

En premier lieu, *L'Express*, qui est un magazine d'actualité hebdomadaire français créé en 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, considère que le bilan de la MONUC est une réussite, car les casques bleus ont stabilisé plusieurs régions de RDC et ils ont été redéployés dans d'autres zones sensibles du pays. De plus, le magazine note que l'intervention de l'ONU a rendu possible l'accord de paix de 2002, les élections libres et démocratiques de 2006 et même les accords de Goma de 2008⁶⁴.

⁶³ *Oxfam International, LRA : les Nations unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées*, Consulté le 09 avril 2016, <https://www.oxfam.org/fr>

⁶⁴ Gédéon Richard, « La MONUC manque cruellement de forces spéciales », *L'Express*, 10 novembre 2008.

En deuxième lieu, *L'Agence France-Presse* (AFP), qui assure depuis 1944 une couverture complète de l'actualité mondiale, s'intéresse aux accusations que les autorités congolaises portent à la MONUSCO et aux soulèvements des populations hostiles à la présence des soldats de la paix. L'AFP souligne la gravité de la déclaration faite par le ministre de la Communication et des Médias, Lambert Mende Omalanga, qui tient pour coupable la force onusienne qui assiste passivement à la mort des populations locales⁶⁵. L'AFP déplore aussi la mort 2 jeunes qui ont été tués et un grièvement blessé par balle lors des manifestations d'octobre 2014 contre des casques bleus dans l'Est de la RDC⁶⁶.

En dernier lieu, *Jeune Afrique*, qui est un hebdomadaire panafricain créé en 1960, par l'ancien ministre de la Communication tunisien, Béchir Ben Yahmed, dresse des lignes éditoriales indépendantes des faits marquants de la seconde crise en RDC. Ses correspondants recueillent des témoignages importants auprès des populations et des leaders politiques congolais et présentent des reportages extrêmement riches. Dans cet ordre d'idée, le rédacteur en chef à *Jeune Afrique*, Francis Kpatindé, montre dans son article de juin 2004 que la MONUC semble exceller dans les scandales liés à l'abus d'autorité, à la pédophilie et à la prostitution à grande échelle. L'image du fonctionnaire onusien et du casque bleu est largement entamée. Ce premier magazine panafricain en diffusion et en audience désapprouve le fait que ces scandales à répétition n'ont pratiquement pas fait l'objet de sanctions disciplinaires et pénales⁶⁷.

Sous cet angle, *Jeune Afrique* note que Léonard She Okitundu, ministre des Affaires étrangères a dénoncé à New-York que « près de deux décennies de sa présence dans le pays, la MONUSCO n'a pas été en mesure, avec les moyens dont elle dispose, de parvenir à mettre un terme à une situation de crise qui perdure depuis plusieurs années »⁶⁸. En outre, le journal a

⁶⁵ SN, « La MONUC sévèrement critiquée par le gouvernement », *Agence France-Presse*, 11 avril 2010.

⁶⁶ SN, « RDC : deux jeunes tués dans une manifestation contre la MONUSCO dans l'Est », *Jeune Afrique*, 22 octobre 2014.

⁶⁷ Francis Kpatindé, « Scandale à la MONUC », *Jeune Afrique*, 01 juin 2004.

⁶⁸ Trésor Kibangula, « RDC : quel bilan pour la MONUSCO, près de 18 ans après son déploiement ? », *Jeune Afrique*, 30 mars 2017.

rappelé qu'en avril 2010 et en septembre 2017, le président Joseph Kabila avait indiqué à la tribune des Nations Unies que la force onusienne ne peut nourrir l'ambition de rester indéfiniment en RDC⁶⁹.

En définitive, il est important de souligner la complémentarité qui existe entre les données recueillies dans les rapports des organismes non gouvernementaux et celles publiées par la presse internationale et africaine. Cette complémentarité pourrait s'expliquer par le fait que le personnel des ONG et les envoyés spéciaux de la presse travaillent sur le même terrain et au cours de la même période. Ainsi, sur la base de certains critères définis par Lise Morje Howard⁷⁰ Jacob Steve⁷¹, Ronald Hatto⁷² et Paul Diehl et Daniel Druckman⁷³, la confrontation de nos différentes sources nous a conduit à dresser un bilan critique sur les réussites et les limites des actions onusiennes dans la liquidation des crises congolaises. Les critères qui s'appliquent mieux à l'évaluation des conflits congolais sont de six ordres :

- la pertinence des objectifs visés par l'ONU pour résoudre le conflit⁷⁴ ;
- l'efficacité des ressources investies et leurs résultats sur le terrain⁷⁵ ;
- l'essence dynamique du mandat et de son évolution dans le temps⁷⁶ ;
- la perception des populations locales, des parties en conflit, des États contributeurs et des institutions gouvernementales et non gouvernementales à l'égard de la mission⁷⁷ ;
- le poids de la mission sur le respect des accords signés entre les protagonistes ;
- la stabilisation du pays sur le plan économique, social et politique⁷⁸.

⁶⁹SN, « RDC : Kinshasa appelle au « retrait définitif » de la MONUSCO en 2020 », *Jeune Afrique*, 4 avril 2018.

⁷⁰ Morje Howard Lise, *UN Peacekeeping in Civil Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

⁷¹Jacob Steve, « Évaluation », dans Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie et Ravinet Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

⁷² Ronald Hatto, *Le maintien de la paix, l'ONU en action*, Paris, Armand colin, 2015.

⁷³Diehl Paul F. and Druckman Daniel., *Evaluating Peace Operations*, Boulder, Lynne Rienner, 2010.

⁷⁴ Jacob Steve, *op cit.*, p. 259, 257-266.

⁷⁵ Ronald Hatto, *op. cit.*, p. 97.

⁷⁶ Lise Morje Howard, *op cit.*, p. 7.

⁷⁷ Paul F. Diehl et Daniel Druckman, *op cit.*, p. 12.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 169.

Historiographie

À la lumière de l'objet d'étude et de la problématique ci-dessus exposés, notre bilan historiographique est articulé autour de deux champs thématiques. La première thématique dresse l'état des lieux des études portant sur l'implication de l'ONU et des puissances étrangères dans la crise de décolonisation qui oppose la Belgique et le Congo en 1960. La seconde thématique est centrée sur la présentation des travaux portant sur le poids des Nations Unies dans le conflit qui oppose l'État congolais de ses voisins burundais, ougandais et rwandais depuis 1998 jusqu'à ce jour. Ces deux thèmes méritent d'être étudiés, car des mesures collectives importantes ont été prises en vue d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression dans le pays.

1. L'ONU, les puissances étrangères et la première crise congolaise

Les origines du premier conflit congolais et l'implication de l'ONU dans sa résolution ont fait l'objet de plusieurs études qui montrent que les facteurs déterminants de cette crise sont étroitement liés aux ressources naturelles du Congo, aux intérêts politico-économiques des puissances étrangères et aux attitudes des responsables politiques.

1.1 La genèse de la crise et les intérêts rivaux des puissances étrangères

En 1942, la Grande-Bretagne resserre sa « coopération » avec la Belgique et les puissances alliées dans le cadre de l'effort de guerre. Elle craint en outre que les États-Unis le surpassent dans les achats massifs des minerais du Congo et souhaite que ce commerce soit plus équilibré. Les accords signés entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Belgique, relatifs à leurs intérêts politico-économiques, sont l'objet d'une étude menée par Gérard-Libois et Gotovitch⁷⁹. Ils démontrent que ces accords tripartites n'ont pas pour but de garantir au Congo l'achat de ses produits, mais sont plutôt des stratégies destinées à contrôler la totalité de ses matières premières. Les auteurs concluent qu'au terme de ces traités, le gouvernement belge optait pour

⁷⁹ Jules Gérard-Libois et José Gotovitch, « Le Congo dans la guerre. Les accords tripartites Belgique-grande-bretagne-états-unis », *Courrier hebdomadaire*, Bruxelles, CRISP, n° 781-782, (35/1977), p. 3.

une stratégie défensive en ce sens que ceux-ci l'amenaient à se plier constamment aux exigences des gouvernements américains et britanniques.

Sous cet angle, Gérard-Libois, dans son étude consacrée à l'intervention de l'ONU dans l'imbroglio congolais, se pose la question de savoir si la situation explosive au Congo dès 1960 n'était-elle pas un risque pour la paix mondiale⁸⁰. Il analyse les trois appels adressés à la fois à l'ONU et à l'Union soviétique par Kasa-vubu et Lumumba à la suite de l'agression belge, le 8 juillet 1960. Ces autorités congolaises sollicitaient une assistance technique pour l'administration de leur pays et une assistance militaire pour évacuer les troupes belges du Congo. Il examine aussi les appels faits à l'armée américaine par le Vice-premier ministre Gizenga, le ministre des Affaires étrangères Bomboko et le sous-secrétaire d'État à la défense Nyembo ainsi que ceux adressés aux Britanniques et Français par Moïse Tshombe qui a déclaré la sécession du Katanga. L'auteur considère que l'intervention militaire belge a ouvert la voie à l'internationalisation du problème congolais et à l'envoi des casques bleus au Congo. Notre étude tente de comprendre comment, en réponse aux divers appels des dirigeants congolais, la présence des différents États contactés a rendu plus difficile l'intervention de l'ONU dans la crise congolaise.

En outre, depuis 1960, l'argument avancé par la Belgique pour justifier la présence de ses troupes dans un pays indépendant était basé sur la protection de ses citoyens et l'assurance de l'ordre public. Dans cette perspective, l'article de Mukanya et Saul précise que le gouvernement belge voulait plutôt, après l'indépendance, rétablir son monopole sur les richesses congolaises en conservant deux de ses plus riches provinces, notamment le Katanga et le Kasai⁸¹. Car, depuis 1945, la Belgique perdait de plus en plus son privilège sur l'économie et le commerce du Congo aux profits des Américains, des Allemands, des Britanniques et des Français.

1.2 L'implication de l'ONU et la gestion du conflit

⁸⁰ Jules Gérard-Libois, « L'intervention de l'ONU dans l'imbroglio congolais et international », dans Colette Braeckman et al., *Congo 1960-Échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP, 2010, p. 93.

⁸¹ Jean-Bruno Mukanya et Samir Saul, « Cavalier seul : la France contre les interventions multilatérales durant la crise congolaise, 1960-1963 », *Relations Internationales*, n° 124, 2/2010, p.101-118, p. 104.

Les actions militaires des casques bleus et les débats qui ont eu lieu au sein de l'Assemblée générale sur la couverture des charges financières de la première mission onusienne au Congo sont bien abordés par Ernest Lefever dans son ouvrage portant sur la crise au Congo⁸². Il avance que devant le refus du chef de la rébellion katangaise Moïse Tshombe à se soumettre aux solutions politiques et diplomatiques, les casques bleus sont autorisés pour la première fois à avoir recours à la force⁸³. L'auteur considère que le refus des divers États, dont la France, la Chine et l'URSS de payer leurs contributions dans le budget alloué à la question congolaise a plongé cette mission dans une grave crise financière.

Dans la même perspective qui traite de la gestion du conflit congolais, l'ouvrage d'Ali Karaosmanoglu est centré autour de mesures prises par l'ONU dans le but d'instaurer la paix dans les territoires congolais⁸⁴. Il analyse les divergences qui ont prévalu lors de l'adoption des résolutions 161⁸⁵ et 169⁸⁶ au sein du Conseil alors que la France, le Royaume-Uni et l'URSS se sont abstenus. Ces résolutions autorisent le Secrétaire général notamment à entreprendre une action vigoureuse, y compris l'emploi de la force pour appréhender ou expulser tous les personnels militaires et paramilitaires et conseillers politiques étrangers ne relevant pas du commandement de l'ONUC ainsi que de tous les mercenaires. L'auteur expose aussi la divergence de vues qui existe entre le gouvernement central congolais, qui demande une assistance pour faciliter la réintégration de ses provinces sécessionnistes du Katanga et du Kasai et pour mettre fin à l'occupation belge, tandis que l'action de l'ONU visait essentiellement le départ de toutes les troupes étrangères⁸⁷.

Dans le même ordre d'idées, Gibbs revisite en 1993, les actions politiques et militaires initiées par le Secrétaire générale de l'ONU Dag Hammarskjold pendant le premier conflit

⁸² Ernest W. Lefever, *Crisis in the Congo. A United Nations Force in Action*, Washington, Brookings, 1965, p.28

⁸³ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/4741* du 21 février 1961.

⁸⁴ Ali, Karaosmanoglu, *Les actions militaires coercitives et non coercitives des Nations Unies*. Genève, Droz, 1970.

⁸⁵ ONU, Conseil de Sécurité, *Résolution S/4741 déjà citée*.

⁸⁶ ONU, Conseil de Sécurité, *Résolution S/5002* du 24 novembre 1961.

⁸⁷ Ali, Karaosmanoglu, *op. cit.*, p. 87.

congolais⁸⁸. Il souligne que cette mission constitue la plus grande opération de maintien de la paix dans l'histoire des Nations Unies, au moins jusqu'à récemment. Il avance que l'ONUC comprenait, au cours de 1960-1964, des conseillers civils qui ont discrédité le pouvoir central congolais et une armée qui, composée de 19 000 soldats, a recouru à la force. L'auteur révèle cependant que l'ONU est intervenue largement dans la politique du pays, ce qui n'est pas conforme à l'image d'une force de maintien de la paix⁸⁹.

Sous cet angle, Walter Dorn et David Bell consacrent une étude spécifique sur les renseignements effectués par les casques bleus lors de la première OMP des Nations Unies au Congo⁹⁰. Ils avancent qu'en dépit du refus du Secrétaire général Hammarskjöld et du Commandant Horn en 1960, la Direction de l'information militaire (MIB) a été créée. Elle a pour rôle d'interroger des prisonniers et des informateurs, de rassembler, d'évaluer et de diffuser des renseignements. Dorn et Bell considèrent que cette première expérience liée à l'usage de la technologie des satellites de reconnaissance, d'interception des messages sans fil et des photographies aériennes prises par des avions, a forcé Moïse Tshombe à capituler.

1.3 Regard critique sur les actions onusiennes pendant la première crise

Les différentes actions envisagées par l'ONU dans le but de trouver une issue au premier conflit congolais ont été étudiées par plusieurs chercheurs, notamment Durand, qui se pose la question de savoir si cette grande opération des Nations Unies au Congo n'est-elle pas un contre-modèle. Il fait remarquer que malgré la mobilisation de plus de 20 000 hommes, l'intervention onusienne n'allait rien arranger à l'affaire congolaise⁹¹. L'auteur considère que l'opération congolaise manquait de tous les éléments dits nécessaires pour conduire à son succès, notamment le soutien effectif des grandes puissances, le soutien de toutes les parties au conflit

⁸⁸ Gibbs David N., "Dag Hammarskjöld, the United Nations, and the Congo Crisis of 1960-1: A Reinterpretation." *The Journal of Modern African Studies* 31.1/1993.

⁸⁹ Gibbs David N., p. 164.

⁹⁰ Walter A. Dorn et David J.H. Bell, "Intelligence and peacekeeping: The UN Operation in the Congo 1960-1964" *International Peacekeeping*, Vol. 2, No. 1, 1995, p. 11-33.

⁹¹ Pierre-Michel Durand, *art. cit.*, p. 56.

localement, un mandat clair de l'ONU, un financement adéquat et un commandement suffisamment efficace.

Un autre regard critique sur les actions de l'ONU dans le conflit congolais est porté par Rognoni, qui examine les impacts politiques et idéologiques de la guerre froide dans la crise congolaise. Il analyse le point de vue hésitant du Secrétaire général Dag Hammarskjöld qui voyait en effet que la crise s'annonçait comme un défi susceptible de se transformer en occasion à saisir ou de basculer en risque, et ce, dès le début de la mission⁹². L'auteur avance que jusqu'à sa mort, le 17 septembre 1961, dans un accident d'avion en destination de Ndola pour discuter les termes d'un armistice, Hammarskjöld conserva l'opinion selon laquelle la crise congolaise était un test pour mesurer les capacités et les potentialités de l'ONU.

Les facteurs qui ont limité les actions onusiennes au Congo ont aussi suscité l'intérêt de Bruyere-Ostells, spécialiste de l'histoire militaire française (XIX-XX^e siècles). Il met en relation les circonstances historiques et politiques dans lesquelles la sécession katangaise s'est produite et analyse l'influence des mercenaires français dans la construction d'une armée katangaise capable de s'attaquer aux forces gouvernementales et à celles de l'ONU⁹³. L'argument principal de l'auteur est que durant les quatre années de leur première intervention au Congo, les actions des casques bleus étaient vouées à des échecs du fait de l'immixtion de ces mercenaires engagés au service du gouvernement sécessionniste de Moïse Tshombe.

2. L'ONU et la deuxième crise congolaise

Le deuxième conflit congolais et l'implication de l'ONU ont été étudiés par de nombreux chercheurs qui considèrent que sa dynamique de paix est défailante du fait de sa dépendance aux États membres et des prorogations du délai de ses mandats.

⁹² Maria Stella Rognoni, « *La guerre froide et la crise congolaise* », dans Christian Van de Velde (dir.) et al., *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*, Bruxelles, Outre-Mers, 2012, p. 110.

⁹³ Walter Bruyere-Ostells, *art. cit.*, p. 158.

2.1 Les origines de la seconde crise congolaise

Les facteurs déterminants de cette guerre sont bien abordés par Jean-François Hugo dans son ouvrage consacré à *La République démocratique du Congo : une guerre inconnue*⁹⁴. L'auteur met en avant le système autoritaire instauré au Congo par le président Mobutu pendant 32 ans et les ravages causés par son successeur L-D Kabila durant la guerre, qui l'a conduit à la tête de l'État congolais en 1997. L'auteur avance également que les ressources naturelles congolaises suscitent les convoitises des pays limitrophes, qui provoquent ces conflits afin de s'approvisionner⁹⁵.

Au-delà de ces raisons liées à l'histoire politique et aux ressources naturelles du pays, Charles Bangala étudie d'autres facteurs pouvant expliquer le déclenchement du deuxième conflit et propose une analyse critique de la manière dont l'ONU gère cette crise⁹⁶. L'auteur considère que les origines de cette crise sont liées à l'afflux des Tutsi-rwandaïs au Congo fuyant le génocide en 1994, à la discordance née des alliances guerrières entre Kabila et ses alliés rwandaïs et burundais ainsi qu'à la lutte d'influence des puissances étrangères.

Sous cet angle, l'article de Smis et Wamu sur les politiques complexes du règlement de la crise congolaise montre que le Congo est transformé en un champ de bataille où plusieurs États africains et mouvements armés nationaux s'affrontent régulièrement⁹⁷. Ils avancent que l'Accord de Lusaka signé en juillet 1999 par la plupart des belligérants, a offert à la communauté internationale un cadre pour faciliter son implication dans le conflit congolais. Les auteurs considèrent cependant qu'elle s'est confrontée à l'attitude belliqueuse des signataires de l'Accord, qui ne se sentaient en définitive pas prêts pour faire la paix. Ils ont continuellement violé les règles établies du droit international, et ont trouvé des prétextes pour ne pas respecter

⁹⁴ Jean-François Hugo, *La République démocratique du Congo : une guerre inconnue*, Paris, Michalon, 2006, 116 p.

⁹⁵ Jean-François Hugo, *op. cit.*, p. 61.

⁹⁶ Charles Bangala, *L'ONU et la crise des Grands Lacs en République démocratique du Congo (1997-2007)*, Paris, L'Harmattan, 2009, 154 p.

⁹⁷ Stefaan Smis et Wamu Oyatambwe, "Complex Political Emergencies, the International Community & the Congo Conflict." *Review of African Political Economy* 29.93/94 (2002), p. 412.

l'Accord. Smis et Wamu concluent qu'à la suite de ces turpitudes, la communauté internationale, qui a une responsabilité dans la promotion de la paix et de la sécurité, est restée divisée et peu disposée à s'impliquer davantage.

2.2 L'implication de l'ONU : mandats et stratégies

Alors que Durand⁹⁸ soulève la thèse du mandat peu clair des Nations Unies pendant la première crise congolaise, Kaïdar déplore quant à lui les prorogations des mandats onusiens au cours de la deuxième crise. Il avance dans son ouvrage portant sur l'ONU face à l'irrationnel⁹⁹, qu'à ses débuts en 1999, la MONUC était chargée d'observer la trêve, puis le cessez-le-feu. Or, son mandat n'a cessé d'évoluer pour devenir la MONUSCO en 2010 dont le pouvoir a été désormais de recourir à tous les moyens nécessaires visant la protection des civils, du personnel humanitaire et des défenseurs des droits de l'homme immédiatement menacés de violence physique, ainsi que le soutien du Gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix. De fait, l'auteur considère que la RDC est sous tutelle internationale et que son développement économique et social se trouve hypothéqué¹⁰⁰.

Dans le même sens, Thierry Vircoulon publie en 2005, une étude traitant des ambiguïtés de l'intervention internationale en RDC. Selon lui, la mission onusienne au Congo aurait pu atteindre ses objectifs, si elle mettait l'accent uniquement sur les actions militaires au lieu des stratégies multidimensionnelles agissant sur les aspects militaire, diplomatique et étatique¹⁰¹. Vircoulon avance que le mandat de l'ONU n'est jamais adapté aux circonstances, puisque ces dernières varient dans le temps et il nécessite, en conséquence, une relecture permanente. L'auteur note que « lorsque la guerre éclate, le rôle des casques bleus s'achève ». Autrement dit, les forces onusiennes jouent, sur le terrain, un strict rôle de dissuasion passive. Elles développent ainsi une attitude centrée sur l'évitement qui consiste à se cantonner en ville, à jouer un rôle de

⁹⁸ Pierre-Michel Durand, *art. cit.*, p. 56.

⁹⁹ Ayoub Kaïdar, *L'ONU face à l'irrationnel en RDC*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 47.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 206.

¹⁰¹ Thierry Vircoulon, « Ambiguïtés de l'intervention internationale en République démocratique du Congo », *Politique africaine*, n° 98, (2/2005), p. 79-95, p. 79.

protecteur et de négociateur, mais très rarement à faire de l'imposition de la paix malgré un mandat en ce sens¹⁰².

2.3. Le temps des bilans et des perspectives

Au regard d'une évaluation des interventions de l'ONU dans les crises congolaises, l'étude de Wutibaal Kumaba, qui porte sur les stratégies diplomatiques mises en place par l'organisation internationale pour essayer de résoudre le conflit congolais, nous a permis de mieux comprendre les mérites et les faillites des actions posées par les Nations Unies afin de régler ces conflits meurtriers¹⁰³. Il considère que l'ONU s'est efforcée d'apporter un appui aux réformes de l'armée et de la police nationales, mais elle n'arrive pas à garantir la sécurité de la population congolaise. Les offensives menées par les forces armées congolaise et les casques bleus sont toujours tenues en échec par des groupes rebelles¹⁰⁴, qui pillent les richesses congolaises, tuent les civils et violent les femmes¹⁰⁵.

Dans la même veine, Wilson Fofack s'interroge lui aussi sur le rôle que l'ONU joue dans la construction d'un monde pacifié et sécurisé en Afrique centrale après la guerre froide¹⁰⁶. Il considère que la présence des casques bleus en RDC depuis 1999 n'a pas véritablement et définitivement mis fin aux conflits ni conduit à la cessation des activités déstabilisatrices de certaines factions en conflit¹⁰⁷. Ceci pourrait être lié à son mandat qui ne prévoit l'usage de la force que pour la protection de son personnel et des civils se trouvant sous la menace imminente des violences physiques. Fofack conclut qu'en dehors de ces éventualités, l'ONU presque toujours spectatrice des conflits en Afrique centrale.

¹⁰² Porte-parole du secrétaire général de l'ONU, BBC News Online, 3 juin 2004. On remarquera que cette position est recyclée à chaque échec de l'ONU (Somalie, Sierra Leone, etc.).

¹⁰³ Wutibaal Kumaba Mbuta, *L'ONU et la diplomatie des conflits, le cas de la République démocratique du Congo*, Paris, L'harmattan, 2012, 417 p.

¹⁰⁴ Le Conseil national de défense du peuple (CNDP), Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), le Mouvement du 23 mars (M23), l'Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP), l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), etc.

¹⁰⁵ Wutibaal Kumaba Mbuta, *op. cit.*, p. 231.

¹⁰⁶ Wilson Fofack Eric, *art. cit.*, p. 83-96.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 84.

En définitive, depuis le début du XX^e siècle, les interventions étrangères au Congo font l'objet de nombreuses études réalisées par des historiens, des sociologues et des politologues. Ils avancent que des troupes belges envoyées au Congo en 1960 afin de maintenir l'ordre, ont favorisé la formation de la sécession du Katanga et celle du Kasaï. De plus, elles ont ouvert la voie à des crises violentes qui nécessitèrent l'implication de l'ONU. Plusieurs études considèrent aussi que l'invasion du territoire congolais par des troupes belges et des pays limitrophes du Congo reposent particulièrement sur une exploitation outrancière de produits miniers, tels que le diamant, le coltan, le cuivre et l'or. Cependant, nous n'avons trouvé aucune étude qui évalue les actions onusiennes depuis sa première intervention en 1960 jusqu'à ce jour. Notre étude tire alors un bilan sur les vingt-trois années de l'implication de l'ONU dans les deux crises congolaises. Cette contribution nouvelle s'appuie exclusivement sur les résolutions de Conseil de sécurité et les rapports des secrétaires généraux de l'ONU. Ainsi, le recours à ses sources essentielles à la compréhension des mesures préconisées par les Nations Unies pour rétablir la paix et la sécurité dans le territoire congolais constitue l'apport capital de notre mémoire.

Enfin, entre les avis partagés des chercheurs qui soulignent le succès des opérations onusiennes et ceux qui dressent un bilan négatif de celles-ci, notre recherche nous amène à opter pour un juste milieu. L'ONU a pu, par ses deux interventions, sauvegarder l'intégrité territoriale du Congo. Elle a aussi freiné les ingérences militaires belges et celles de Burundais, d'Ougandais et de Rwandais. Toutefois, la paix et la sécurité sont loin d'être pérennes sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

Chapitre 1. L'implication de l'Organisation des Nations Unies dans la première crise congolaise (1960-1964)

Dans le contexte de la décennie des années 1950 marquées par la marche vers la décolonisation, la Belgique se montra très déterminée à maintenir le statu quo colonial face à la montée des forces nationalistes congolaises incarnées par Joseph Kasa-Vubu et Patrice Lumumba. Profitant de la mutinerie du 5 juillet 1960, le gouvernement belge envoya ses troupes au Congo pour sécuriser ses compatriotes et soutenir la sécession katangaise par laquelle, Moïse Tshombe tenait à se constituer un État indépendant du Katanga, province du Congo. C'est dans ce contexte que les leaders politiques congolais sollicitèrent l'assistance militaire et technique des Nations Unies le 11 juillet 1960¹⁰⁸. De fait, la première opération des Nations Unies au Congo (ONUC) fut établie par la *Résolution 143* du Conseil de sécurité afin d'assurer le retrait des forces belges, d'aider le nouveau gouvernement congolais à rétablir l'ordre public et de lui fournir une assistance technique¹⁰⁹. Ainsi, il sera essentiel de s'interroger sur les raisons de l'engagement onusien et les formes de son implication dans la crise congolaise en vue de rétablir la paix. Il sera également important de se questionner sur le bilan à dresser au regard des objectifs initiaux et de la situation locale.

Pour répondre à ces questions, ce chapitre analysera d'abord la géopolitique de la RDC afin de comprendre le lien étroit qui existe entre les ressources naturelles du pays et les intérêts politico-économiques de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et des États-Unis. Il étudie ensuite l'impact de l'implication onusienne dans la gestion de la crise congolaise. Il s'agit d'un examen des moyens politiques, diplomatiques et militaires déployés par les Nations Unies en vue de trouver une issue à ce conflit qui mettait en danger la sécurité

¹⁰⁸ ONU, Conseil de sécurité S/4382, *Quinzième année, Supplément du juillet, août et septembre 1960*, Consulté le 02 novembre 2016. [Http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml](http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml). See also "Lumumba Gains Pledge From U.N. On Security Help: Hammarskjold Agrees to Send Experts to Guide Government Functions", *The New York Times*, New York, 27 July 1960, p. 1.

¹⁰⁹ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 143*, S/4387 du 14 juillet 1960, Consultée le 2 novembre 2016. [Http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml](http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/documents.shtml). See also Thomas J. Hamilton, "Hammarskjold calls on 9 States: UN Seeks African Team to End Congo Rioting Lumumba Asks Help in Crisis", *The Globe and Mail*, Toronto, 12 July 1960, p. 1.

internationale. Enfin, il évalue le point de vue des presses internationales, notamment le *Globe and Mail*, le *Monde* et le *New York Times* afin d'établir un bilan sur les actions posées par l'ONU en vue de maintenir la paix au Congo.

1. De la genèse du premier conflit congolais à la sollicitation des Nations Unies

Les origines du premier conflit congolais sont étroitement liées aux intérêts politico-économiques des puissances étrangères et aux attitudes des leaders politiques congolais. En premier lieu, depuis 1945, la Belgique perdait de plus en plus son monopole sur l'économie et le commerce du Congo. Par exemple, en 1959, l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne détenait que 31 % du marché congolais, alors que les États-Unis comptaient pour 13,8 %, la RFA pour 10 %, le Royaume-Uni pour 8,6 %, les Pays-Bas pour 5,2 % et la France pour 4 %¹¹⁰. La décolonisation venue, la Belgique nourrissait l'espoir de conserver deux des plus riches provinces du Congo, notamment le Katanga et le Kasaï. De plus, le poids de la guerre froide au Congo évoque particulièrement les enjeux de l'uranium des mines de *Shinkolobwe* (Katanga) exporté par les États-Unis pour la construction des bombes atomiques et la consolidation de son monopole sur la maîtrise de l'arme nucléaire par rapport à l'URSS¹¹¹.

En second lieu, la politique coloniale belge centrée sur la coercition, la contrainte et le paternalisme avait contenu une certaine tension qui ne put se libérer que la veille de l'indépendance, au moment où le régime colonial commençait à présenter quelques signes de faiblesses. Les divergences qui ont apparues entre l'administration, l'Église et le monde des affaires autour des sujets tels que la question scolaire et le recrutement de la main-d'œuvre ont engendré la désaffectation du système colonial¹¹².

¹¹⁰ Centre des archives économiques et financières (CAEF), B0043822/2, J. Deroualle, attaché commercial de France à Léopoldville, au ministre des Finances, 22 mai 1962, cité par Jean-Bruno Mukanya et Samir Saul, *art. cit.*, p. 104, 101-118.

¹¹¹ En vertu des accords signés en 1944 et dans le contexte des relations Est-Ouest, la Belgique vendit l'uranium congolais exclusivement aux États-Unis. Voir François Aubert, « La politique étrangère de la Belgique de 1954 à 1958 vue par les diplomates français », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1973, (28/2007), p. 27, 5-48.

¹¹² Jacques Brassinne de La Buissière et Georges-Henri Dumon, « Les autorités belges et la décolonisation du Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2063-2064, 18/2010, p. 17, 9-117.

En outre, le régime de l'indigénat qui soumettait les Noirs à un traitement dégradant en matière juridique et administrative a été aggravé par la discrimination raciale qui ne différait en rien de l'apartheid sud-africain, dans le transport, l'enseignement, l'urbanisation, etc. De plus, les autorités coloniales belges n'avaient pas préparé les congolais pour les tâches de gouvernement, car elles n'étaient pas disposées à transférer le pouvoir. Cette absence de transition entre le régime colonial et l'indépendance fut aussi aggravée par l'absence d'élite intellectuelle, l'inexpérience et la désunion des responsables politiques congolais¹¹³. L'immensité du territoire et la diversité de sa population dressaient encore des obstacles sérieux à la construction d'une conscience nationale.

Par ailleurs, les indépendances déjà acquises au Soudan, en Tunisie, au Maroc, au Ghana et en Guinée consécutivement au Référendum de 1958¹¹⁴ ont occasionné l'impatience des leaders politiques dans le Congo belge. Le discours prononcé par le Général de Gaulle à Brazzaville a également plongé les Congolais dans une impatience extrême pour accéder à leur autonomie¹¹⁵. Ainsi, au cours de l'année 1959, l'absence des solutions véritables aux revendications politiques et sociales des Congolais généra une série de révoltes menées par des leaders politiques et religieux qui exigent la fin de la domination coloniale¹¹⁶.

Finalement, le conflit congolais devient plus manifeste le 5 juillet 1960, 5 jours après la proclamation de l'indépendance du pays. En effet, des troupes de la Force publique (FP) stationnées à Léopoldville et à Jadotville se mutinèrent contre leurs officiers blancs. Elles dénonçaient la discrimination raciale qui continuait à régner dans l'armée et exigeaient

¹¹³ Jacques Brassinne de La Buissière et Georges-Henri Dumon, *art. cit.*, p. 92, 9-117.

¹¹⁴ Le Référendum portait sur la décolonisation des colonies françaises et leur association dans la Communauté française. Voir Guia Migani, « Sékou Touré et la contestation de l'ordre colonial en Afrique sub-saharienne, 1958-1963 », *Le Monde*, n° 2, 2/2012, p. 262, 257-273.

¹¹⁵ Dans son allocution du 21 août 1958 à Brazzaville, le Général de Gaulle déclare que : « c'est naturel et légitime que les peuples africains accèdent à ce degré politique où ils auront la responsabilité entière de leurs affaires intérieures, où il leur appartiendra d'en décider eux-mêmes ». Il ajoute que : « l'indépendance, quiconque la voudra, pourra la prendre aussitôt. La métropole ne s'y opposera pas ». Voir [Http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/de-brazzaville-et-le-monde/de-gaulle-et-lrsquoafrique-vers-l-independance-1944-1960/documents/discours-de-brazzaville-le-21-aout-1958.php](http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/de-brazzaville-et-le-monde/de-gaulle-et-lrsquoafrique-vers-l-independance-1944-1960/documents/discours-de-brazzaville-le-21-aout-1958.php). Consulté le 24 mars 2017.

¹¹⁶ Xavier Mabilie et al., « La force publique et le maintien de l'ordre à la veille de l'indépendance congolaise », *Courier hebdomadaire du CRIP*, n° 486, 1970/21, p. 5, 1-26.

l'africanisation immédiate des cadres, la promotion des soldats et l'augmentation des leurs soldes. Les propos tenus par le général belge Janssens, commandant de la FP au camp principal de Léopoldville, envenimèrent toutefois la situation : « Je vous ai toujours dit la vérité. Je ne vous ai jamais rien promis. La force publique congolaise continue comme avant ». Pour rendre claire ses affirmations, il écrit sur un tableau noir : « Avant indépendance = après indépendance »¹¹⁷. Cela fut compris comme une négation de l'indépendance nouvellement acquise, et aggrava la mutinerie. Le 6 juillet, un groupe important de soldats congolais se rend en délégation à la maison de Lumumba, *Premier ministre et ministre de la Défense nationale*. Celui-ci leur affirme que chaque soldat serait promu à un grade supérieur et que les officiers blancs à la base de l'insurrection seraient punis¹¹⁸.

Le 7 juillet, Janssens réclama une intervention militaire belge en vue de mater la mutinerie et de maintenir l'ordre public. Le 8 juillet, il donna sa démission et regagna le même jour Bruxelles via Brazzaville. La plupart des familles des diplomates belges rejoignirent, elles aussi, Brazzaville. Le reste de la population européenne reflue en masse vers l'Europe ou vers les pays limitrophes du Congo. Le 10 juillet, la Force publique fut rebaptisée armée nationale congolaise (ANC) et son encadrement fut hâtivement africanisé par la promotion de Victor Lundula, ancien adjudant de la FP, au grade de général et commandant en chef. Les officiers belges sont cependant conservés à titre de conseillers. En dépit de ces décisions, le 11 juillet, la Belgique envoie 10 000 soldats au Congo et rappelle des réservistes de nombreuses unités¹¹⁹. La thèse que la Belgique défendait pour justifier la présence de ses troupes dans un pays indépendant était basée sur la protection de ses citoyens et le maintien de l'ordre public dans son ex-colonie. De son côté, le gouvernement congolais proteste contre cette intervention qu'il considère comme une violation de la souveraineté nationale du nouvel État, l'aide de la Belgique

¹¹⁷ Jonas, Bigshare, *Avant l'indépendance égal après l'indépendance, Procès de l'essence raciale des politiques anti-congolaise*, Bruxelles, Edilivre, 2014, p. 124.

¹¹⁸ Pierre De Vos, « La situation au Congo belge », *Le Monde*, Paris, 8 juillet 1960, p. 3.

¹¹⁹ Vanderlinden, J., *La crise congolaise : 1959-1960 la mémoire du siècle*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 158.

n'ayant pas été demandée¹²⁰. De fait, certains leaders politiques plus proches des blancs estiment que l'indépendance a été donnée dans la précipitation et qu'il fallait appliquer le plan Bilsen, qui projetait l'émancipation de l'Afrique belge après trente prochaines années¹²¹.

En cette même date du 11 juillet, Moïse Tshombe¹²², poussé par la Belgique et dans une moindre mesure par la France et la Grande-Bretagne, annonce l'indépendance de la région du Katanga. Cette province est la plus excentrée du Congo et renferme de très riches gisements de cobalt, cuivre, fer, radium, uranium et diamant. Par conséquent, le Vice-premier ministre Gizenga, le ministre des Affaires étrangères Bomboko et le sous-secrétaire d'État à la défense Nyembo demandèrent l'intervention de « deux mille soldats américains pour restaurer l'ordre à Léopoldville et dans le Bas-Congo »¹²³. L'ambassadeur des États-Unis, Clare Timberlake, considérait qu'il était d'autant plus urgent que son pays assure le Congo de son assistance avant que l'URSS et ses alliés ne prennent le devant¹²⁴.

Ainsi, le 13 juillet 1960, le Président Kasa-vubu et le Premier ministre Lumumba, qui poursuivent l'africanisation de la Force publique à l'intérieur du pays, sollicitèrent l'utilisation des forces de l'ONU pour contrer ce qui était considéré comme une agression de la Belgique. Ces deux autorités s'opposent aussi à la décision du Conseil des ministres, qui a demandé une aide bilatérale américaine¹²⁵. Devant les tergiversations de Dag Hammarskjöld¹²⁶ à condamner l'agression belge et à recevoir la requête des leaders congolais, ces derniers firent un appel conditionnel à l'URSS et à la Chine. Au Conseil de sécurité, l'URSS dénonça néanmoins cette agression et exigea l'évacuation immédiate des troupes belges. Les Soviétiques prirent

¹²⁰ ONU, Conseil de sécurité, S/4382, document I, Doc. Off., 15^e année, suppl. de juil-sept. 1960, p. 11.

¹²¹ Wutibaaal Kumaba Mbuta, *op. cit.*, p. 38.

¹²² Moïse Tshombe est un homme d'affaire katangais qui s'implique en politique en 1950. Il dirige la Confédération des associations tribales du Katanga (CONAKAT), qui remporte la majorité des votes aux élections législatives provinciales de 1960. Il devient président de l'État du Katanga de 1960 à 1963.

¹²³ Télégramme n° 57 de l'ambassade des États-Unis à Léopoldville, 12 juillet 1960. Gérard-Libois, « L'intervention de l'ONU dans l'imbroglio congolais et international », *Congo 1960. Échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP, 2010, p. 115, 113-128.

¹²⁴ Jean-Claude Willame, *Patrice Lumumba: la crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990, p. 282.

¹²⁵ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/4382, I*. Quinzième année, 873^e séance, Supplément de juillet, août et septembre 1960.

¹²⁶ Dag Hammarskjöld est un diplomate suédois. Il fut Secrétaire général des Nations Unies de 1953 à 1961.

immédiatement parti pour Lumumba et lui envoyèrent du matériel militaire et des conseillers¹²⁷. L'URSS avait trouvé que l'affaire du Congo était l'occasion de courtiser les nouveaux membres de l'organisation des Nations Unies afin déstabiliser la toute-puissante américaine et ses alliés¹²⁸. C'est face à ce danger que les États-Unis auraient décidé d'œuvrer à la disparition de Lumumba¹²⁹. Il est permis de croire qu'en réponse aux divers appels des dirigeants congolais, la présence des différents États contactés a rendu plus difficile l'intervention de l'ONU dans la crise congolaise. En définitive, le 14 juillet 1960, la *Résolution 143* du Conseil de sécurité établit rapidement l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC).

« [...] Le Conseil fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire ses troupes du territoire de la République démocratique du Congo ; Décide d'autoriser le Secrétaire général à prendre, en consultation avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, les mesures nécessaires en vue de fournir à ce gouvernement l'assistance militaire dont il a besoin, et ce jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux forces du Gouvernement congolais et avec l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, seront à même, de l'opinion de ce gouvernement, de remplir entièrement leur tâche. [...] ¹³⁰ »

Nous pouvons donc comprendre que l'urgence avec laquelle cette résolution a été adoptée, détermine la volonté des États-Unis à contrer la présence des communistes sur le territoire congolais, car devant la menace du Conseil de ministres congolais de solliciter l'intervention de l'URSS, le Conseil de sécurité s'est précipité d'envoyer des troupes au Congo. Selon les recommandations au Conseil de sécurité sur la composition de cette force, le Secrétaire général de l'ONU indiquait qu'il se proposait d'assurer prioritairement le concours d'États africains. S'y ajouteraient des unités appropriées venant d'autres régions de manière à donner à la force un caractère véritablement international. En effet, en l'espace de 48 heures, 3 500 casques bleus étaient arrivés au Congo. Ils sont composés de 460 Éthiopiens, 770 Ghanéens, 1 250 Marocains et 1 020 Tunisiens¹³¹. Le 16 juillet, à l'arrivée des troupes de l'ONU, le premier contingent des

¹²⁷ Marc Michel, *Décolonisations et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette, 1993, p. 227.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 228.

¹²⁹ Michel Dumoulin, Anne-Sophie Gijs, Pierre-Luc et Christian Van de Velde, *Du Congo belge à la République du Congo, 1955-1965*, Bruxelles, Outre-Mers, 2012, p. 98.

¹³⁰ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*.

¹³¹ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur le déploiement des troupes onusiennes au Congo S/4389* du 18 juillet 1960.

forces belges quittait Léopoldville. Comme les autorités belges ne se prononçaient pas sur le retrait des autres soldats basés exclusivement au Katanga, le Conseil de sécurité intensifia sa pression par l'adoption de la *Résolution 145* en juillet 1960. Cette dernière invite :

« [...] Le gouvernement belge à mettre rapidement en application la résolution 143(1960) touchant le retrait de ses troupes, et autorise le Secrétaire général à prendre à cet effet toutes les mesures nécessaires ; Prie tous les États de s'abstenir de toute action qui pourrait tendre à empêcher le rétablissement de l'ordre public et l'exercice de son autorité par le gouvernement congolais, et aussi de s'abstenir de toute action qui pourrait saper l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République du Congo.[...] ¹³² »

À la suite de cette *Résolution*, nous constatons que les autorités belges ont convenu de retirer toutes leurs forces de la région de Léopoldville avant le 23 juillet. Une unité onusienne composée de 80 membres était basée temporairement à l'aérodrome de Ndjili aux fins d'assurer l'entretien des avions belges transportant les hommes, l'approvisionnement et les équipements, et de s'occuper des évacués¹³³. Dans l'entre-temps, l'effectif de l'organisation des Nations Unies au Congo passait de plus de 8 000 au 25 juillet à plus de 11 000 au 31 juillet 1960. D'autres contingents africains vont rejoindre l'ONUC : ils viennent du Libéria, de la Fédération du Mali, Nigéria et de la Sierra Léone. Un accord de base entre l'ONU et le gouvernement congolais sur le fonctionnement de la Force a été signé le 27 juillet¹³⁴.

Dès lors, l'organisation internationale va s'impliquer dans la crise qui oppose le gouvernement central de Lumumba contre le gouvernement provincial du Katanga dirigé par Tshombe. Il s'agit du retrait des mercenaires belges et français cantonnés dans la région du Katanga et de la réintégration de celle-ci dans le gouvernement central.

2. La gestion de la crise : l'ONUC entre volonté politique et moyens limités

Pendant la première OMP au Congo, l'ONU a employé des moyens politiques, diplomatiques et militaires en vue de trouver une issue à ce conflit qui mettait en danger la sécurité internationale. Tout d'abord, le Secrétaire général Hammarskjöld voulait cerner les

¹³² ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 145*, S/4405 du 22 juillet 1960.

¹³³ ONU, Secrétaire général, *Premier rapport sur la mise en application de la Résolution S/4387 du Conseil de sécurité*, en date du 14 juillet 1960, S/4389/Add. I, 19 juillet 1960.

¹³⁴ ONU, Secrétaire général, *Premiers rapport sur la mise en application de la Résolution S/4387 du Conseil de sécurité*, S/4389 du 18 juillet 1960.

revendications des belligérants et entamer des négociations, car la crise s'annonçait comme un défi difficile, susceptible de se transformer en une tension internationale¹³⁵. Dès son premier entretien avec les ministres congolais, il leur explique que les forces de l'ONU sont des « troupes pacifiques et non des éléments offensifs ». Cependant, ce point de vue n'arrange pas les dirigeants de Léopoldville, qui exigent une intervention militaire immédiate des casques bleus au Katanga.

Ensuite, Hammarskjöld poursuivait ses réunions à Coquilhatville et à l'Université de Lovanium pour tenter de réconcilier les autorités du gouvernement de Léopoldville à celles du Katanga, mais en vain. Pourtant, le Conseil de sécurité était convaincu que : « la solution du problème du Congo est entre les mains du peuple congolais lui-même, à l'abri de toute ingérence de l'extérieur, et qu'il ne peut y avoir de solution sans conciliation »¹³⁶. Ainsi, le Secrétaire général envoya son représentant Ralph Bunche¹³⁷ au Katanga pour entamer des pourparlers en vue du repli des mercenaires belges et français. Tshombe était catégorique au sujet du retrait de militaires étrangers en son service. De fait, Hammarskjöld s'est vu obligé de se rendre à Élisabethville négocier directement avec Tshombe, la mise en place du plan de réconciliation nationale. Le chef du mouvement de la sécession du Katanga restait radical en faisant savoir au Secrétaire général que le gouvernement Katangais lutterait par tous les moyens si la force internationale tente d'entrer au Katanga¹³⁸. Cette attitude de Tshombe plaçait finalement l'ONUC dans un cercle vicieux, car, selon Hammarskjöld, il était difficile d'appliquer le principe de la non-intervention à l'intérieur du Congo, tout en tolérant le soutien des Belges pour la sécession du Katanga¹³⁹.

¹³⁵ Gibbs, D.N., "The United Nations, International Peacekeeping, and the Question of "Impartiality" : Revisiting the Congo Operation of 1960", *The journal of Modern African Studies*, vol. 38, n°3, 9/2000, p. 359-382.

¹³⁶ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 161, S/4741* du 21 février 1961.

¹³⁷ Ralph Johnson Bunche fut le Représentant du Secrétaire général de l'ONU. Il devient Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales des Nations Unies en 1968.

¹³⁸ ONU, *Deuxième rapport du Secrétaire général sur la mise en application des résolutions du 14 et 22 juillet 1960*, S/4417, 6 août 1960.

¹³⁹ ONU, *Déclaration de Dag Hammarskjöld au Conseil de sécurité le 21 août 1960*, 887^e Session, S/P.V/887.

Il convient de relever également que pendant cette période le déficit du budget de l'ONUC présentait des proportions de plus en plus inquiétantes. La Chine, la France et l'URSS, qui ont été battues sur le terrain politique, décidèrent d'user de leur prérogative de grande puissance et de ne plus payer leurs contributions¹⁴⁰. Tant à cause de la détérioration de la situation politique au Congo, qu'à cause des limites que lui imposait son propre budget, le Secrétaire général pensait qu'il pourrait se voir bientôt obligé de décider s'il doit retirer ses forces militaires au Congo. C'est pour cette raison qu'en juin 1962, le gouvernement américain qui contribuait pour une part considérable au financement de l'opération manifesta le désir de voir les Belges supporter une contribution de 3 271 651 dollars¹⁴¹. À cet effet, nous pouvons nous permettre de penser que cette proposition américaine portait un caractère punitif en ce sens que la Belgique était directement responsable de la crise congolaise et que ses investissements au Congo y étaient particulièrement élevés. Ainsi, pour décliner ces avances américaines, le Secrétaire général de l'OTAN Paul-Henri Spaak évoqua le manque de fonds belges. Il fut alors convenu en marge du Conseil Atlantique d'Athènes de créer un organe commun pour l'assistance financière au Congo dont l'Amérique, la Grande-Bretagne et la Belgique seraient les principaux contributeurs¹⁴².

Finalement, devant le refus de Tshombe à se soumettre aux solutions politiques et diplomatiques, le Conseil de sécurité de l'ONU déclare le 9 août 1960 que l'entrée des forces onusiennes dans la province du Katanga était nécessaire en vue de la pleine mise en application de la *Résolution 146*¹⁴³. L'ONUC ne devrait donc pas être empêchée de mettre en application la *Résolution 145* par laquelle, notamment, le Conseil invitait le gouvernement belge à mettre

¹⁴⁰ Ernest W. Lefever, *Crisis in the Congo. A United Nations Force in Action*, Washington, Brookings, 1965, p. 28.

¹⁴¹ Jules Gérard-Libois, *Le rôle de la Belgique dans l'Opération des Nations Unies au Congo (1960-1964)*, Bruxelles, CRISP, 1977, p. 53.

¹⁴² « La tentative de réintégration du Katanga dans la République du Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 165, 1962/31, p. 10, 1-27.

¹⁴³ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 146*, S/4426 du 9 août 1960.

rapidement en application la *Résolution 143* sur le retrait de ses troupes et autorisait Hammarskjöld à :

« [...] Entreprendre une action vigoureuse, y compris, le cas échéant, l'emploi de la force dans la mesure requise, pour faire immédiatement appréhender, placer en détention dans l'attente de poursuite légales ou expulser tous les personnels militaire et paramilitaire et conseillers politiques étrangers ne relevant pas du Commandement des Nations Unies ainsi que les mercenaires. À tous les États membres de prêter leur appui, conformément à leurs procédures internes, au Gouvernement central de la République du Congo, en conformité de la Charte et des décisions de l'Organisation des Nations Unies. L'action qui est nécessaire dans l'intérêt tant de la paix mondiale et de la coopération internationale que de la stabilité et du progrès de l'ensemble de l'Afrique. [...] ¹⁴⁴ »

En effet, l'analyse approfondie de cette *Résolution* nous révèle une nouvelle forme d'intervention que l'ONU n'a jamais menée depuis sa fondation. L'idée de « maintien de la paix » va en effet évoluer en prenant le sens d'« imposition de la paix », car les soldats de la paix sont désormais autorisés à recourir à la force. Ainsi, le 21 août 1961, Tshombe est prévenu par O'Brien, chef de bureau de l'ONUC à Élisabethville, que les casques bleus interviendront contre le Katanga par les armes. Tshombe repousse l'ultimatum. Deux jours plus tard, le général Raja lance l'opération *Rumpunch* dont le premier objectif était de capturer tous les personnels militaires étrangers au service du Katanga¹⁴⁵. Le second visait l'émetteur de la Radio Katanga, qui diffusait les appels en vue d'inciter la population à faire usage des flèches empoisonnées et à assassiner les casques bleus¹⁴⁶. En deux jours, 350 militaires européens de la gendarmerie katangaise sont arrêtés et expulsés vers leur pays d'origine. Mais, il en reste 237, selon les calculs de l'organisation des Nations Unies.

Le 14 septembre, l'armée katangaise passe à la contre-attaque avec l'aide des mercenaires spécialement français et sud-africains, qui n'ont pu être chassés. L'unique avion à réaction « katangaise », un petit Fouga Magister dont l'équipage balance des bombes improvisées, semant la terreur dans les rangs des casques bleus, qui n'ont pas d'avion ni d'armes de défense

¹⁴⁴ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 169*, S/5002 du 24 novembre 1961.

¹⁴⁵ Walter, Bruyere-Ostells, *art.cit.*, p. 160, 157-172.

¹⁴⁶ ONU, Secrétaire général, *Rapport du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies Congo concernant la situation à Élisabethville (troisième partie)* S/4940/Add.18 du 20 décembre 1961.

antiaérienne et sont à la merci de ce petit avion qui les nargue¹⁴⁷. La garnison irlandaise de l'ONUC à Jadotville, composée de quatre-vingt-quatre hommes, se rend à l'armée katangaise commandée par Michel de Clary, un mercenaire français. Quelques fonctionnaires de l'ONUC sont également emprisonnés. Tshombe remporte sa première victoire et fait certaines observations fracassantes. Il demande notamment « *Aux Nations Unies de retirer leurs forces de la République du Katanga, sinon ce sera la fin de l'ONU...* »¹⁴⁸.

Ayant appris le massacre des casques bleus, le lendemain de l'attaque, Hammarskjöld arrive à Léopoldville et demande un cessez-le-feu et un échange de prisonniers entre les casques bleus et les forces du Katanga. Tshombe accepte de discuter cette demande avec O'Brien, qui lui donne un rendez-vous à Ndola en République de Zambie. Furieux de l'échec des casques bleus, Hammarskjöld décide de participer lui même à ce rendez-vous fixé au 17 septembre 1961. Cependant, le Secrétaire général n'arrivera jamais : son avion s'écrasera aux abords de la ville¹⁴⁹. Le chef des opérations civiles de l'ONU au Congo, Mahmoud Khiari, fut alors chargé de reprendre les négociations avec Tshombe. Ils se rencontrèrent à Ndola le 20 septembre et un accord fut conclu pour un cessez-le-feu immédiat et un échange de prisonniers¹⁵⁰. Le 25 octobre, en présence de 6 officiers katangais et d'un représentant de la Croix-Rouge, l'ONUC rend 140 gendarmes et 57 agents de la police katangaise. L'armée katangaise libère à son tour 184 militaires et 2 civils irlandais, 2 militaires suédois, 1 militaire norvégien et 1 civil britannique. On se permettrait de croire que le Secrétaire général des Nations Unies aurait dû saisir l'occasion pour imposer des sanctions sévères à Tshombe, premier responsable du carnage des casques bleus, plutôt que de revenir à des négociations.

¹⁴⁷Jean, Kestergat, « ONU : Le grand enlèvement », dans Collette Braeckman et al., *Congo 1960 Échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP, 2010, p. 106, 103-112.

¹⁴⁸ Jean Herreweghe, « L'histoire de la sécession Katangaise », *Congolâtres, Bulletin philatélique*, Bruxelles, n° 22, 2016, p. 7, 1-31.

¹⁴⁹ Rosio Bengt, "The Ndola Crash and the Death of Dag Hammarskjöld", *The Journal of Modern African Studies*, Cambridge University Press, vol.31, n°4, (12/ 1993), p. 661, 661-671.

¹⁵⁰ ONU, Fonctionnaire chargé de l'ONUC, *Rapport concernant la mise en application du paragraphe A-2 de la Résolution du Conseil de sécurité du 21 février 1961*, S/4940/Add. 7 du 20 septembre 1961.

Dans cet accord, le leader sécessionniste a proposé également une union économique, douanière et monétaire et une unification de ses forces avec celles de l'armée nationale congolaise¹⁵¹. De leur côté, le gouvernement central fut mécontent et persuadé que le cessez-le-feu allait prolonger la sécession. En effet, du 27 au 29 octobre, l'armée katangaise se livre encore aux bombardements dans la région de Kasai dans laquelle stationnent des unités onusiennes. Des civils, des installations de chemin de fer et un terrain d'atterrissage de l'aviation ont été touchés¹⁵². Le 18 novembre, le protocole mis au point par Khiari et Tshombe fut ratifié par le Conseil et les pressions de l'ONUC se firent sentir plus sévèrement contre le régime du Katanga. U Thant, le Secrétaire général par intérim, avance qu' : « il était donc indispensable de régler définitivement ce problème qui, en outre, provoquait l'appauvrissement et l'instabilité dans le reste du Congo, menaçant également la paix du continent africain et est pour l'ONU la cause des graves difficultés politiques et financières »¹⁵³. Le 5 décembre, les casques bleus découvrent un plan d'attaque à leur rencontre¹⁵⁴.

Ainsi, U Thant fut autorisé par le Conseil de sécurité à déclencher l'offensive militaire le 28 décembre 1961. L'opération *Rumpunch* est alors suivie de *Morthor*, mot d'origine hindi signifiant « assaut final », qui visait à mettre fin à la sécession de l'État du Katanga par la force. Cette deuxième opération mit plusieurs autorités sécessionnistes aux arrêts et fit périr des militaires katangais et des victimes parmi la population¹⁵⁵. Une centaine de mercenaires ainsi que leurs commandants Schramme et Denard furent permis par les autorités portugaises de se réfugier en Angola¹⁵⁶. D'autres mercenaires trouvèrent asile en Afrique du Sud, en Zambie, en

¹⁵¹ ONU, *Rapport concernant la mise en application du Protocol d'accord entre les autorités katangaises et l'ONUC*, S/4940/Add. 12 du 2 novembre 1961.

¹⁵² ONU, *Rapport S/4940/Add. 12 déjà cité.*, p. 3.

¹⁵³ ONU, Secrétaire général, *Rapport du fonctionnaire chargé de l'ONUC sur les faits nouveaux relatifs à l'application des résolutions du Conseil de sécurité des 21 février et 24 novembre 1961*, S/5053/Add. 14.

¹⁵⁴ ONU, Fonctionnaire chargé de l'ONUC, *Rapport concernant la situation à Elisabethville*, S/4940/Add.19 du 22 décembre 1961.

¹⁵⁵ Steam Tshiband, "The United Nations' use of force in peace support operations: The question of civilian and military insubordination in ONUC'S operation in Katanga", *Politics and International Relations*, Lancaster University, p. 12, 1-26.

¹⁵⁶ Bruyere-Ostells, Walter, *art. cit.*, p. 162.

Tanzanie et au Soudan. À Élisabethville, capitale de la province du Katanga, l'ONU appela finalement la population à dénoncer, contre une rémunération, le mercenaire qui serait resté¹⁵⁷. Cette pratique a risqué, notons-le, d'inciter la haine raciale dans le Katanga et les régions avoisinantes.

Dans la même veine, une vive campagne est lancée par Lisbonne, Londres, Moscou et Paris contre les méthodes et les actions militaires des casques bleus de l'organisation des Nations Unies. Certains chefs d'États africains tels que Fulbert Youlou du Congo-Brazzaville, Tsiranana de Madagascar et Senghor du Sénégal ont également dénoncé l'usage de la force des soldats de la paix¹⁵⁸. Mais, ni U Thant ni le gouvernement américain n'acceptent alors l'idée de cessez-le-feu avant que l'ONU n'ait réalisé ses objectifs à savoir assurer le retrait du Katanga des mercenaires belges et français, maintenir l'intégrité territoriale du Congo et garantir l'indépendance du Congo¹⁵⁹.

Cela étant dit, les États-Unis fournirent, au début du mois de décembre, du matériel supplémentaire à l'ONUC qui remédia à ses faiblesses techniques par la dotation d'avions à réaction qui leur avaient fait cruellement défaut¹⁶⁰. Du 30 décembre 1962 au 21 janvier 1963, l'opération *Grand Chelem* menée par la force onusienne s'empare alors de Jodotville, de Kipushi et de Kolwezi, les centres miniers par lesquelles, Tshombe tirait la majeure partie de ses ressources. Il était aussi décidé que l'Union Minière¹⁶¹ cesse de payer ses taxes et redevances au gouvernement Tshombe, qui fut privé de sa principale source de financement. Une autre pression économique consistait au boycott des achats de cuivre et de cobalt par l'ensemble des pays

¹⁵⁷ Frédéric Vandewille, « Journal des événements décembre 1962- février 1963 », *Archives diplomatiques de Belgique*, 18 882/IX, Ministère des Affaires étrangères et des Affaires africaines.

¹⁵⁸ Jules, Gérard-Libois, *Sécession au Katanga*, Bruxelles, CRISP, 1963, p. 248.

¹⁵⁹ *Ibid*, p. 249.

¹⁶⁰ Claude Leclercq, *L'ONU et l'affaire du Congo*, Paris, Payot, 1964, p. 297.

¹⁶¹ L'Union minière du Haut Katanga (UMHK) était un groupe industriel minier belge établi au Katanga. Elle fut fondée en 1906 par différents intervenants : Comité Spéciale du Katanga (EIC), Tanganyika Concessions Limited (Britannique), Société générale de Belgique (la principale banque belge). La production de cuivre qu'elle assurait (280 à 300.000 tonnes par an) représentait de 6 à 7 % de la production mondiale. Pour le cobalt, elle était le principal producteur mondial avec quelque 8 à 10.000 tonnes par an et pour le radium, elle détenait un quasi-monopole. Parmi ses productions, il faut citer aussi les concentrés de zinc, le germanium, le cadmium et les métaux précieux tels que l'or et l'argent. Ces produits étaient évacués par l'Atlantique et par l'Océan Indien.

membres de l'ONU¹⁶². Nous pouvons aisément constater que la politique d'étranglement économique suggérée par Patrice Lumumba dès le début de la crise, a plus tard valu le succès à la mission onusienne.

C'est dans ces conditions que Tshombe fit appel au Président Kennedy pour qu'il favorise une solution négociée avec Adoula, premier ministre du gouvernement central. Le 29 décembre 1963, à l'issue de cette négociation, Tshombe accepta le principe de la réintégration du Katanga dans le Congo, qu'il reconnaissait un et indivisible. Le 15 janvier 1964, il obtient l'amnistie pour lui-même et ses partisans. Enfin, l'organisation des Nations Unies au Congo annonça la réduction progressive de ses effectifs et vota les crédits nécessaires pour l'entretien de ses Forces jusqu'au 30 juin. Après quelques mois d'exil en Zambie et plus tard en Espagne, Tshombe revient à Léopoldville et devient Premier ministre d'un Congo unifié le 10 juillet 1964¹⁶³. Il a immédiatement appelé ses forces afin de réprimer les révoltes communistes dans l'est et le centre du pays. Ainsi, il est important de se demander si les Nations Unies ont finalement réussi à « imposer la paix » au Congo.

3. Le bilan de l'implication onusienne vu par la presse internationale (1960-1964)

Le cadre de cette évaluation qui porte sur les actions menées par l'ONU dans la première crise congolaise repose notamment sur la pertinence des objectifs formulés pour résoudre le conflit, l'évolution du mandat, la perception des États contributeurs et du gouvernement congolais au regard des actions onusiennes et les ressources humaines et financières investies par la mission ainsi que leurs effets sur situation économique, sociale et politique du pays.

3.1. Les réalisations de l'ONUC

Nombreux articles publiés par les journaux de référence ont montré que la première mission de maintien de la paix des Nations Unies au Congo a contribué à rétablir le calme et à

¹⁶² S.N, « La crise congolaise : M. Thant invite plusieurs puissances à exercer des mesures de pression économique sur le Katanga », *Le Monde*, Paris, 15 décembre 1962, p. 9.

¹⁶³ Pierre De Vos, « Le nouveau gouvernement congolais est beaucoup moins largement représentatif que ne l'espérait M. Tshombe », *Le Monde*, Paris, 11 juillet 1964, p. 24.

relever le pays de sa crise. Dans son premier article du 1^{er} juillet 1964, le journal *The New York Times* soutient que la mission a réussi un tant soit peu à maintenir l'intégrité territoriale du Congo, à surveiller le retrait des troupes belges et à assurer l'indépendance du Congo¹⁶⁴. Dans cet ordre d'idée, le général indien Rikhye Indar Jit, qui fut responsable des opérations au Congo et conseiller militaire au Secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld et U Thant, avance que quatre ans après son déploiement, l'ONUC s'est retirée du Congo en ayant permis au pays de survivre comme un État unifié ce qui en fait un succès relatif¹⁶⁵.

De son côté, *The Globe and Mail* avance que l'ONUC a été capable d'empêcher une dérive vers un conflit armé entre les États-Unis et l'URSS, deux meneurs de la Guerre froide¹⁶⁶. La présence d'une large force de maintien de la paix de l'ONU a rendu difficile au Congo, l'envoi des troupes, d'argent et des armes par l'URSS. Cette dernière accusait toutefois l'ONUC de mener la politique « américaine » du fait de la prépondérance des Américains au sein du secrétariat général de la mission. En avril en 1961 par exemple, il y avait 355 Américains contre 43 Soviétiques¹⁶⁷.

Dans cette optique, *Le Monde* condamne le fait que U Thant ait demandé seulement à la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Afrique du Sud et le Portugal d'appliquer les pressions économiques envisagées contre le Katanga alors que les États-Unis, qui figurent parmi les plus gros consommateurs de minerais katangais, n'ont pas non plus reçu de communication à ce sujet¹⁶⁸. Sous cet angle, le politologue Weissman Stephen précise dans son ouvrage sur la politique américaine au Congo de 1960-1964 qu'en dépit des protestations britanniques, françaises et belges, l'influence américaine fut déterminante en décembre 1961 au moment de la rencontre de Kitona. En fait, le souci de l'administration Kennedy était tout

¹⁶⁴Thomas J. Hamilton, "Thant is Gloomy On Congo Future: Voices Fears as U.N. Force Leaves After 4 Years - Adoula Quits as Premier Thant Is Gloomy On Congo Future", *The New York Times*, New York, 1 July 1964, p.1

¹⁶⁵Rikhye Indar Jit, *The Theory and Practice of Peacekeeping*, Londres, C. Hurst and Company, 1984, p. 89.

¹⁶⁶ Richard Lowenthal, "The Cold War in Africa", *The Globe and Mail*, Toronto, 20 Sep 1960, p.6. See also "The Congo And Cold War", *The New York Times*, New York, 26 Dec 1962, p. 6.

¹⁶⁷ Larry Devlin, *CIA : mémoire d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, Paris, Jourdan, 2009, p. 118.

¹⁶⁸ SN, « La crise congolaise ... », *art cit.*, p. 9.

d'abord de défendre les intérêts américains au Congo en renforçant un gouvernement central pro-occidental¹⁶⁹.

Photos n° 1 : Des blindés ayant servi les contingents de l'ONUC au Katanga (1960-1964)



¹⁶⁹ Weissman Stephen R., *American Foreign Policy in the Congo 1960-1964*, Cornell University, Press, 1974, p.113. Voir aussi SN, « Pourquoi asphyxier le Katanga pour la simple plaisir d'avoir raison ? », *La Libre Belgique*, Bruxelles, 16 juillet, 1962.



Ce blindé a été déterré en 2016 à Kalemie dans la province de Katanga. Source : Alain Wandimoyi, « Un regard sur la photos-reportage et ceux qui essaient de la vivre dans l'Est de la RDC », *Radio Okapi*, 14 août 2017. <https://alainwandimoyi.blogspot.com>

3.2. Les limites des actions onusiennes

Durant les quatre années de leur première intervention au Congo, les actions des casques bleus se sont heurtées à des obstacles majeurs du fait de l'immixtion des « affreux »¹⁷⁰, mercenaires engagés au service du Katanga. Il y avait plus de 500 personnels étrangers, dont 200 officiers réguliers de l'armée belge. Il est important d'évoquer également les difficultés liées aux financements de l'ONUC. Néanmoins, Larry Devlin, qui fut le chef de bureau de la CIA au Congo entre 1959 et 1967, a souligné que le projet d'aide technique et économique mis au point par Washington pour répondre à l'assistance technique demandée par les leaders congolais au début de juillet 1960 n'a pas eu d'effet, car les pays sollicités n'ont pas voulu participer par leur attitude de rejet anti-onusien¹⁷¹.

¹⁷⁰ Ils sont ainsi appelés à cause de leurs expériences et de leurs talents professionnels. Ces mercenaires sont des vétérans de la guerre d'Algérie, de Corée, d'Indochine, et d'expédition de canal de Suez. Leurs compétences reposent sur la maîtrise des tirs de mortier ou des transmissions. Voir aussi Love, Kennett, "Mercenary Plan Seen In Katanga: U.N. Source Says Ex-French Officers Mapped Defense Of Congolese Province Mercenary Plan Seen In Katanga", *The New York Times*, New York, 11 Dec 1961, p. 1.

¹⁷¹ SN, « Les événements de l'ex-Congo belge », *Le Monde*, Paris, 3 août 1960, p. 2. See also Thomas J. Hamilton, "The United Nations in '63: Organization Will Face Major Tests On Cold War and Internal Problems Serious Problems Congo Prospects Good Tshombe's Threat", *The New York Times*, NY, 07 Jan 1963, p. 6.

Selon *The Globe and Mail*, l'URSS et la France, vaincues sur le terrain, refusent de payer leurs quotes-parts qui s'élèvent respectivement à 56 millions et 14 millions de dollars. Le journal avance l'idée selon laquelle les États-Unis ne pouvaient cependant pas payer plus, car ils ont déjà financé la moitié de l'opération¹⁷². *The Globe and Mail* ajoute à ceux-là, les divergences d'opinions qui existaient entre les membres du gouvernement central congolais ainsi que les rapports difficiles entretenus entre ce gouvernement et celui des sécessionnistes Katangais¹⁷³. De plus, concernant ces divergences d'opinions, Ali Karaosmanoglu expose au grand jour la contradiction qui existait entre le gouvernement congolais, qui demande une assistance pour rétablir l'ordre public interne et pour mettre fin à l'occupation belge, alors que l'action de l'organisation des Nations Unies visait essentiellement l'intérêt de la paix mondiale, et secondairement celui du Congo¹⁷⁴.

Dans cette optique, *The New York Times* évoque les vives tensions et désaccords d'opinions entre les membres du Conseil au cours de longues séances consacrées à l'examen de la question du Congo¹⁷⁵. Chacun usait de son « veto » pour bloquer toute décision défavorable à ses intérêts dans le territoire congolais. Sous cet angle, le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU dans la province du Katanga, Conor Cruise O'Brien, était surpris de voir que le gouvernement anglais autorisait Tshombe et ses conseillers militaires à utiliser la Rhodésie du Nord comme base pour s'abriter dans leur lutte contre les Nations Unies. En effet, cette préoccupation du représentant spécial se justifie en droit international du fait que Tshombe était

¹⁷²S.N, "UN Financial Crisis" *The Globe and Mail*, Toronto, 20 May 1963, p. 6.

¹⁷³Philip Deane, "Dealing with Congo Politicians", *The Globe and Mail*, Toronto, 08 Apr 1961, p. 6.

¹⁷⁴Ali, Karaosmanoglu L., *op cit.*, p. 87.

¹⁷⁵Special to the New York Times, "Hammaraskjold's Statement on the Congo and Remarks in Security Council Debate: Congolese and Soviet Delegates Criticize U.N. Chiefs Policies on Katanga Issue", *New York Times*, New York, 22 Aug 1960, p. 8. See also Lindsey Parrott, "U.N. Chief Warns He May Suggest Congo Pull-Out: Hammaraskjold Hints Plea To The Security Council If Bickering Continues Assembly Is Cautioned Political Committee Urges Accord On Atom Tests And A Delay Of Arms Talks U.N. Chief Hints A Congo Pull-Out", *The New York Times*, New York, 20 December 1960, p. 1.

en rébellion contre le gouvernement central de son pays. Par conséquent, il ne pouvait pas bénéficier de la protection d'un territoire qui appartenait à la couronne britannique¹⁷⁶.

Pour sa part, Kevin Spooner, spécialiste de la politique étrangère du Canada, montre que l'ONUC était la plus difficile et la plus coûteuse de toutes les opérations que l'organisation ait connues à cette époque, et ce, malgré les actions diplomatiques des Secrétaires généraux de l'ONU et les appuis des forces aériennes canadiennes. D'ailleurs, Spooner avance que la participation du Canada à cette mission de maintien de la paix n'était pas simple. Alors que les décideurs réfléchissaient aux relations du Canada avec l'Afrique, le Canada s'est retrouvé mêlé à un ensemble complexe de déterminants de la politique étrangère et de défense interventionnisme orientée de plus en plus vers l'usage de la force. Ce qui justifiait l'attitude hésitante du gouvernement canadien à répondre à l'appel des Nations Unies au sujet d'une mission qui remettait en question les notions chères de l'engagement du Canada envers l'ONU et de son statut de gardien de la paix¹⁷⁷. Il est donc évident de constater que malgré la mobilisation de plus de 20 000 hommes issus de 30 différents pays contributeurs et d'un budget de plus de 400 milliards et 1 million de dollars, l'intervention onusienne n'a rien arrangé à l'affaire congolaise¹⁷⁸.

Un autre regard critique est que l'idée de « maintien de la paix » telle que conçue s'était transformée en opération d'« imposition de la paix », car les casques bleus étaient autorisés, pour la première fois, à recourir à la force en vue de mettre fin à la guerre civile. Les opérations « Rumpunch », « Morthor » et « Grand Chelem » dans l'espoir d'écraser totalement l'armée katangaise, ont jeté le discrédit sur l'image pacificatrice que portait l'organisation des Nations Unies. Selon le récit de Jacques Brassinne, les secondes offensives de l'ONUC ont donné lieu à des violations de la Convention de Genève : bombardements d'hôpitaux, assassinats d'ambulanciers et pilonnage de quartiers civils. Malgré les protestations de plusieurs consuls à

¹⁷⁶ Conor Cruise O'Brien, *Mission au Katanga*, Paris, Plon, 1964, p. 352.

¹⁷⁷ Kevin Spooner, *Canada, the Congo Crisis and UN Peacekeeping 1960-64*, Vancouver, UBC Press, 2009, p. 5.

¹⁷⁸ ONU, *Opération des Nations Unies au Congo. Faits et chiffres*, Consultée le 24 février 2017, [Http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/facts.shtml](http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/onuc/facts.shtml). Voir aussi Gouvernement du Canada, *Passerelle pour l'histoire militaire canadienne* [archive], Consultée le 02 mai 2017, [Http://www.cmhg-phmc.gc.ca](http://www.cmhg-phmc.gc.ca)

Lubumbashi, les Nations Unies ne reconnurent guère ses torts. Elles imposèrent le secret aux enquêteurs et les résultats de leur investigation ne furent remis qu'à la famille des victimes¹⁷⁹. On peut encore comprendre ici qu'une autre frontière est franchie : le principe d'impartialité onusienne s'avère entachée de nullité.

Dans cet ordre d'idées, Ernest Lefever avance, dans son ouvrage portant sur la crise au Congo, la thèse selon laquelle le refus du chef de la rébellion katangaise Moïse Tshombe à se soumettre aux solutions politiques et diplomatiques a amené le Conseil de sécurité des Nations Unies à opter pour l'utilisation de la force en vue d'expulser les conseillers et les militaires étrangers du Congo et de mettre un terme à cette guerre civile¹⁸⁰.

En outre, *La Libre Belgique* considère qu'au delà des divergences d'opinions des États membres du Conseil de sécurité, un des facteurs que l'on a fait jouer au cours des négociations de Washington en vue de recourir à la force a été la nécessité de sauver l'ONU. Ainsi, le Secrétaire général U Thant a plaidé clairement le fait que la mission de l'organisation internationale au Congo avait besoin d'un succès. C'est déjà cette prétendue nécessité qui a provoqué les événements sanglants sur le territoire congolais. Le quotidien belge souligne que U Thant a déclaré qu'« il faut détruire le Katanga, car si nous ne le détruisons pas, il finira par exister »¹⁸¹. Cependant, le paragraphe 16 du Procès-verbal numéro 913 du Conseil de sécurité précise que l'objectif de ce recours à la force était de protéger les vies humaines et les biens du Congo menacés par l'effondrement du système national de sécurité et de réduire par là ce qu'il fallait considérer sur le plan international, comme une grave menace à la paix et la sécurité¹⁸².

C'est également pendant cette mission que l'organisation des Nations Unies a expérimenté pour la première fois l'usage de la technologie des satellites de reconnaissance, d'interception des messages sans fil et des photographies aériennes prises par des avions. Il convient de noter que la

¹⁷⁹ Jacques Brassinne de la Buissière, *La Sécession du Katanga : témoignage* (juillet 1960-janvier 1963), Bruxelles, 2016; Cité par *La Libre Belgique*, « La sécession katangaise, vue de l'intérieur », 28 novembre 2016.

¹⁸⁰ Ernest W. Lefever, *op cit.*, p. 28. Voir aussi ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/4741 déjà citée*.

¹⁸¹ SN, « L'affaire katangaise : Tu saignes ... ou tu passes à la baignoire ! », *La Libre Belgique*, 14 août 1962.

¹⁸² ONU, Conseil de sécurité, P.V/913, 7 décembre 1960.

Direction de l'information militaire (MIB) qui avait pour rôle d'interroger des prisonniers et des informateurs, de rassembler, d'évaluer et de diffuser des renseignements, était créée malgré les refus du Secrétaire général Hammarskjöld et du Commandant Horn en 1960¹⁸³.

Dans la même perspective, Conor Cruise O'Brien avance également que les rapports officiels que détenaient les délégués à l'Assemblée générale et à la Commission pour le Congo présentaient les agents des l'ONUC comme irréprochables. Cependant, les télégrammes qui venaient de Léopoldville révélaient que certains membres de la mission se livraient à des activités coupables¹⁸⁴. Le représentant du Secrétaire général souligne que ni l'Assemblée générale ni le Conseil de sécurité ne disposaient de toutes les données nécessaires pour pouvoir discuter en connaissance de cause et prendre les décisions qu'exigeait la situation au Congo. M. O'Brien précise que les seules personnes qui possédaient ces données étaient celles qui lisaient l'original des télégrammes, à savoir l'entourage immédiat de Dag Hammarskjöld¹⁸⁵. De fait, il s'avère important de penser que pour la première OMP au Congo, ce n'était pas le Conseil de sécurité qui jouait le rôle décisionnel, mais plutôt les officieux membres du Secrétaire général.

De plus, Cordier¹⁸⁶ affirme qu'en 1961, les autorités onusiennes ont d'abord appuyé le camp dit des « modérés » représenté par Kasa-Vubu afin de « liquider » Lumumba, leader du camp des « révolutionnaires »¹⁸⁷. Sous cet angle, *Le Monde* avance qu'en 1964, ces autorités ont ensuite écarté Kasa-Vubu et Kashamura de la scène politique congolaise pour soutenir finalement le « groupe de Binza » représenté par Mobutu, Bomboko, Anany et Nendaka. Ces derniers jouissaient alors de sérieuses sympathies des États-Unis qui voyaient en eux, de précieux alliés et interlocuteurs contre une éventuelle pénétration communiste au Congo¹⁸⁸. On peut noter

¹⁸³ Walter A. Dorn and David J.H. Bell, "Intelligence and peacekeeping: The UN Operation in the Congo 1960–1964" *International Peacekeeping*, vol. 2, n° 1, 1995, p. 17, 11-33.

¹⁸⁴ Conor Cruiser O'Brien, *op cit.*, p. 49-51.

¹⁸⁵ *Ibidem*.

¹⁸⁶ Andrew Cordier était l'assistant exécutif du Secrétaire général Hammarskjöld, mais aussi son ami personnel et son véritable bras droit. Il venait au Congo en tant que Représentant spécial du Secrétaire général.

¹⁸⁷ Lettre de Cordier à Schwalm, 18 août 1960, citée par Pierre-Michel Durand, art. cit., p. 67, 53-70.

¹⁸⁸ Jacob A., « Le Congo après le départ de l'ONU. Les principaux acteurs », *Le Monde*, Paris, 1^e juil. 1964, p. 3.

cependant que cette attitude des responsables onusiens est en violation flagrante de la Charte qui ne leur autorise pas à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État¹⁸⁹.

En outre, la rencontre de Hammarskjöld et Tshombe au Katanga en août 1961, a été interprétée par le gouvernement central du Congo comme une prise de position de l'organisation des Nations Unies en faveur de la reconnaissance de l'État du Katanga. Ce grief allégué par Lumumba contenait une part de vérité, car sur le plan de la diplomatie officielle, seules les autorités du gouvernement central étaient habilitées à traiter avec le Secrétaire général. En définitive, cette reconnaissance a contribué à la naissance d'autres mouvements sécessionnistes, tels du Sud-Kasaï, de Kwilu, d'Uvira et de Stanleyville. Elle a été également à la base de l'affaiblissement de l'unité du Congo et de son économie.

Ainsi, le président-fondateur du Centre de recherche et d'information sociopolitiques, Jules Gérard-Libois, estime que l'accord initié par l'ONUC en mars 1961 à Tananarive entre le premier ministre congolais Joseph Iléo et les présidents sécessionnistes notamment Albert Kalonji et Moïse Tsombé, a entraîné davantage la mission dans la violation de la Charte qui ne l'autorise pas à intervenir dans les affaires internes d'un État. Les résolutions issues de la Conférence s'écartaient complètement des visées du gouvernement central de Léopoldville et rejetaient la réunion du Parlement et la formation d'un gouvernement responsable devant les Chambres. Gérard-Libois avance que la thèse de la formation d'une confédération d'États souverains était mise en l'avant. La validation de cet accord par le représentant de la mission onusienne a poussé les délégués africains à la conférence à apporter leur soutien au gouvernement légal de Léopoldville et à menacer de retirer les troupes de leurs pays respectifs

¹⁸⁹ ONU, *La Charte déjà citée, Chapitre I Article 2 alinéa 7.*

du cadre de l'ONUC au cas où M. Hammarskjöld ne parviendrait pas à rétablir l'autorité du premier gouvernement central et à obtenir la convocation du parlement congolais¹⁹⁰.

Dans la même veine, *Le Monde* déplore le fait que, le 30 juin, les derniers casques bleus ont quitté le Congo alors que les sécessions et les rebellions étaient encore vives au pays et qu'aucune voix ne s'est élevée à New York pour que leur intervention soit prolongée. À cet effet, le journal estime que l'opération Congo a déjà coûté très cher aux Nations Unies et M. Thant n'a pas le sentiment que c'est à lui qu'il appartient de faire de l'ancienne colonie belge un État cohérent¹⁹¹. Le Secrétaire Général a expliqué en ses propres termes que « les Nations Unies ne peuvent pas protéger de manière permanente le Congo ou tout autre pays contre les tensions internes et les perturbations créées par sa propre croissance organique vers l'unité et la nation »¹⁹². D'ailleurs, la *Résolution 199* précise que c'est à l'Organisation de l'unité africaine de trouver une solution pacifique à tous les problèmes et différends qui affectent la paix et la sécurité sur le continent africain¹⁹³.

Ces lignes dénoteraient la faillite de l'organisation des Nations Unies au Congo et pourraient être comprises comme une intention d'échapper à sa responsabilité de pacifier l'ensemble du territoire congolais. On pourrait également se permettre de croire que le M. U Thant a été brutalement honnête au sujet des limites de l'organisation des Nations Unies et trop optimiste quant aux perspectives du Congo, car il remarquait une ruée des organisations humanitaires, des banquiers internationaux, des diplomates vers le Congo à l'annonce du départ des casques bleus.

Ainsi se prolongea la crise jusqu'en 1965, date du second coup d'État de Désiré Mobutu qui installe une longue dictature durant 32 ans. Du fait de la résistance de la seule région du

¹⁹⁰ Jules Gerard-Libois, « Avant le voyage royal dix ans de relations Belgique-Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 483, (1970/18), p. 15, 1-27.

¹⁹¹ Jacob A., « Un bilan de la situation au Congo. Le Congo après le départ de l'ONU », *Le Monde*, Paris, 1^{er} juillet 1964, p.1, 3.

¹⁹² De James Traub, « The Congo Case Correction Appended », *The New York Times*, New York, July 3, 2005.

¹⁹³ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 199, Les questions relatives à la République du Congo*, 30 décembre 1964.

Katanga face aux Nations Unies, le journal *Le Monde* se demande si l'on pouvait encore accorder les chances d'un progrès de l'organisation des Nations Unies dans les domaines de la paix et des relations internationales¹⁹⁴. C'est sous cet aspect qu'on peut se permettre de croire qu'après la première opération de l'ONU au Congo, les Nations Unies ont évité à mettre sur pied des nouvelles opérations de maintien de la paix. Il fallait donc attendre la mise en place de la seconde force d'urgence des Nations Unies (FONU II) en octobre 1973 pour que le Conseil de sécurité accepte de créer une nouvelle opération de maintien de la paix en Afrique¹⁹⁵.

En somme, les avis de nos journaux sur l'évaluation des actions onusiennes au Congo sont largement partagés. Alors que *The Globe and Mail* et *The New York Times* soulignent le succès des actions onusiennes, *Le Monde* dresse un bilan amplement négatif. Il est possible de dire que les deux journaux anglophones reflètent la perspective anticoloniale de l'organisation des Nations Unies que le journal francophone a tenté de rejeter en soutenant la visée des puissances impériales. Toutefois, ces trois quotidiens de références au sein du paysage médiatique international bénéficient de subventions de la part de leurs États. Ainsi, leurs lignes éditoriales sur l'intervention de l'organisation des Nations Unies au Congo sont marquées essentiellement sur la vision de la politique étrangère de leurs gouvernements, de leurs opinions publiques et de leur monde des affaires.

¹⁹⁴ Jean Schwoebel, « L'avenir des Nations Unies : où sont les chances de progrès ? », *Le Monde*, Paris, 1^{er} septembre 1961, p. 4.

¹⁹⁵ La deuxième force d'urgence des Nations Unies (FONU II) a été créée le 25 octobre 1973 par la *Résolution 340* du Conseil de Sécurité. Cette mission qui avait pour mandat de surveiller l'observation du cessez-le-feu entre les forces d'Israël et celles de la République arabe d'Égypte s'est achevée le 24 juillet 1979.

Conclusion

Le bilan de l'intervention de l'Organisation des Nations Unies dans la gestion du premier conflit congolais est composé d'une multitude de particularités qui se lient et s'entremêlent. La décolonisation étant venue en 1960, la Belgique souhaitait maintenir sa mainmise sur le Congo en y envoyant ses troupes afin de contrer les vicissitudes de l'armée nationale congolaise. L'établissement improvisé de l'ONUC par la *Résolution 143*¹⁹⁶ du Conseil de sécurité et l'idée selon laquelle cette mission devait être une mesure d'urgence pour rétablir l'ordre public au pays n'ont pas alors favorisé la mise en place d'une OMP exempte de revers et de critiques.

De fait, le premier mandat de l'ONUC qui reposait sur le respect du principe de la non-intervention dans les affaires internes du Congo en vue de faire prévaloir une sortie de crise, a montré des limites. Au-delà des actions politiques et diplomatiques menées dans cette grande opération qui a coûté 400, 1 millions de dollars et qui a eu la participation de 19 828 personnes, dont 600 Canadiens et a entraîné la vie à 250 membres, les soldats de la paix étaient autorisés pour la première fois à faire la guerre pour imposer la paix. Ce second mandat qui a commencé en décembre 1961 avec le déclenchement d'opérations militaires sur le terrain, a produit des résultats escomptés. Les troupes belges ont été rapatriées et l'ordre public et l'intégrité territoriale ont été relativement rétablis au Congo.

En somme, malgré le fait que l'opération fut déployée dans un pays où les structures de l'État étaient jeunes et que la crise financière et l'intervention des mercenaires ont aggravé le conflit, l'ONUC a globalement atteint ses objectifs. L'effort que nous avons ainsi réalisé dans l'analyse des résolutions, des rapports des Secrétaires généraux de l'ONU et des journaux internationaux, nous le considérons comme un point de départ des nouvelles approches de l'intervention des Nations Unies au Congo de 1960 à 1964.

¹⁹⁶ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*.

Chapitre 2. L'engagement onusien dans la deuxième crise congolaise (1999-2010)

Depuis 1998, se déroule en RDC, un nouveau conflit armé qui implique neuf pays africains et une trentaine de groupes armés. Cette crise se caractérise par des violations systématiques des droits de l'homme, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale¹⁹⁷. Les impacts de ce conflit sont étendus au-delà de la sous-région des Grand Lacs et interpellent l'opinion publique internationale. Ainsi, dans le but de faire respecter l'accord de cessez-le-feu signé en juillet 1999 par les belligérants¹⁹⁸ à Lusaka, l'ONU s'engage à nouveau au Congo en novembre de la même année sous l'appellation de la MONUC ou Mission de l'Observation des Nations Unies en République démocratique du Congo¹⁹⁹.

Pour mieux comprendre les ressorts et tirer un bilan de cet engagement onusien, il est important de se questionner d'abord sur les causes profondes de ce nouveau conflit. Il est aussi indispensable de se demander quels sont les objectifs et les outils politiques, diplomatiques et militaires mis en œuvre par l'ONU afin de résoudre cette grave crise politique. On tentera enfin de comprendre comment les actions onusiennes visant à la gestion du deuxième conflit sont appréciées par la population congolaise, les médias africains et internationaux et les ONG tels qu'*Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam International*. Les indicateurs de l'évaluation des actions onusiennes sont liés à la pertinence des objectifs visés²⁰⁰, à la mise en œuvre du mandat²⁰¹, à l'efficacité des actions posées par les casques bleus en vue de réduire la violence et à l'engagement de la mission pour faire respecter les accords signés entre les protagonistes et pour faire observer le droits de la personne tout en favorisant la démocratisation²⁰².

¹⁹⁷ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1234 adoptée par le Conseil de sécurité 3993e séance*, 9 avril 1999, p.1.

¹⁹⁸ L'Angola, l'Ouganda, la Namibie, la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Zimbabwe. Les représentants des factions rebelles, notamment le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) ont refusé de signer. Voir *Rapport du Secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en RDC*, 15 juillet 1999, p.1.

¹⁹⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/1999/7790 déjà cité*, p. 5.

²⁰⁰ Jacob Steve, *op. cit.*, p. 259.

²⁰¹ Morje Howard Lise, *op. cit.*, p. 7.

²⁰² Paul F. Diehl et Daniel Druckman, *op. cit.*, p. 169.

1. Les origines du deuxième conflit congolais

Les causes de la seconde crise congolaise sont liées à l'impact du système autoritaire du président Mobutu, à l'afflux des Tutsi-rwandaïs au Congo et à l'annulation de la coopération militaire du président Kabila d'avec ses alliés burundais, ougandais et rwandais. L'analyse de ces facteurs qui ont mené le pays dans la spirale de crise nous a permis de croire que l'engagement de la mission onusienne au Congo serait en mesure d'éviter la reprise des affrontements et de favoriser un règlement politique et diplomatique du conflit.

1.1. Le poids du régime autoritaire du président Joseph - Désiré Mobutu

L'éclatement de la deuxième crise congolaise découle d'abord du système autoritaire mis en place au Zaïre²⁰³ par le général Mobutu pendant 32 ans. À la suite du coup d'État de 1965, le président fonde son régime sur la terreur généralement entretenue par des mesures despotiques et des violences. Il élimine progressivement de son gouvernement, les leaders de la Première République qui soulignaient la nécessité de réformer le pays. Les intellectuels, les citoyens qui osèrent critiquer le régime furent arrêtés, torturés ou tués par des militaires du régime²⁰⁴. En 1986, après une phase de stabilité politique et d'essor économique, la lente agonie du régime mobutiste se manifeste avant tout par la déliquescence des structures politiques et administratives de l'État qui ne parviennent plus à assurer les besoins vitaux de la population²⁰⁵. Par conséquent, les chrétiens catholiques, les syndicats et les étudiants accroissent les révoltes qui deviennent plus courantes lors des années quatre-vingt-dix²⁰⁶. Le ras-le-bol populaire s'exprime par des pillages des boutiques, des maisons de commerce et des habitations luxueuses

²⁰³ Le Zaïre est le nom porté par l'actuelle République démocratique du Congo entre les années 1971 et 1997. Nous préférons utiliser le nom Zaïre afin de mieux concilier l'époque et la nature originale du milieu dans lequel les faits que nous étudions se sont déroulés.

²⁰⁴ Évariste Kimba, premier ministre. Emmanuel Bamba, ministre des Finances et de la Fonction Publique, puis Sénateur. Alexandre Mahamba, ministre des Affaires foncières. Jérôme Anany, ministre de la Défense Nationale. Ces ministres de la première République (1960-1965) furent pendus publiquement le 02 juin 1966 à la grande place de Pont-Gaby à Kinshasa.

²⁰⁵ Jean-François Hugo, *op. cit.*, p. 11.

²⁰⁶ Villers de G. et Omasombo J., « Quand le peuple kinois envahit les rues... », T. Tréfon (dir.), *Ordres et désordres à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'État*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 213.

de la ville²⁰⁷. Profitant de la maladie de Mobutu et de son isolement sur la scène nationale et internationale, ses adversaires intensifièrent alors leurs actions contre son pouvoir absolu, ce qui va mettre fin au régime et propulser ainsi Laurent-Kabila au sommet de l'État²⁰⁸.

1.2. Les contrecoups de la guerre civile rwandaise et les intérêts politico-économiques des États limitrophes du Zaïre

Au-delà de cette remise en question du régime autoritaire de Mobutu, le génocide qui eut lieu dans le Rwanda voisin en 1994 porte également les germes de la deuxième crise congolaise. Il a en effet provoqué un afflux de réfugiés Tutsi-rwandais vers le Congo fuyant l'extermination²⁰⁹. Dans son *Rapport* du 8 février 1999, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme au Congo, Roberto Garretón, a fait état de 1 200 000 réfugiés parmi lesquels on compte des miliciens interahamwe et des soldats des Forces armées rwandaises (FAR)²¹⁰. Ces ethnies rwandaises et burundaises se sont cantonnées exclusivement dans la région du Kivu, qui devint désormais un foyer de tensions contre les ethnies autochtones au sujet de répartition des terres²¹¹. Notons toutefois qu'avec l'avènement de la transition démocratique et des processus électoraux, ce conflit foncier va s'étendre dans le champ politique.

De plus, le refus d'octroyer la nationalité zaïroise aux Banyamulenge, qui sont des Tutsi rwandais installés au Zaïre depuis la période coloniale, les incite à s'organiser pour défendre leur revendication à tout prix. En effet, de 1939 à 1954, quelque 80 000 Rwandais ont été recrutés par les colonisateurs belges pour travailler dans des plantations au Congo. À la suite de la destitution du roi Mwami Kigeri V en 1959, un afflux de réfugiés tutsis a été suivi d'une immigration

²⁰⁷ Isidore Ndaywel è Nziem, « Du Congo des rébellions au Zaïre des pillages », *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150, 1998, p. 420, 417-439.

²⁰⁸ Ephrem Libatu La Mbonga, *Quelle diplomatie pour la République démocratique du Congo ?*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 8. Voir aussi Pierre-André Wiltzer, « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa », *Afrique contemporaine*, n° 215, 3/2005, p. 54, 47-70.

²⁰⁹ François Emizet Kisangani, *Guerres civiles dans la République démocratique du Congo 1960-2010*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 179. Voir aussi Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Fayard, 1994, p. 201-202.

²¹⁰ ONU, Conseil Économique et Social, *Rapport sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo*, E/CN.4/1999/31 du 8 février 1999, par. 25.

²¹¹ Guylain Manthe, « Conflits locaux, guerre régionale : anatomie des crises politiques au Nord-Kivu », dans Monga Ngonda Maindo, *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.123.

clandestine des populations Banyarwanda qui cherchaient à se réunir avec leurs familles implantées au Kivu²¹².

Il convient de noter aussi que cette implantation leur permettait de se préparer afin de renverser les gouvernements tutsis du Rwanda et du Burundi. Conscient du danger que présente cette concentration des Hutu-rwandaïs au Congo, les autorités rwandaises, burundaises et ougandaises vont mettre sur pied avec l'opposant congolais Laurent-Désiré Kabila, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) en 1996. Il s'agit d'un mouvement de rébellion qui poursuivait des objectifs divers et complexes. Alors que la préoccupation de Laurent-Désiré Kabila était de renverser le système dictatorial de Mobutu, ses alliés rwandais, burundais et ougandais visaient la neutralisation des réfugiés tutsis, mais aussi l'extraction des minerais congolais²¹³.

Il est important de préciser qu'à partir d'avril 1997, d'intenses actions diplomatiques ont été menées, notamment par Nicholas Burns, porte-parole du département d'État Américain, afin de réclamer un cessez-le-feu et une rencontre entre le président Mobutu et le chef des rebelles L-D Kabila. Pour les États-Unis et ses Alliés, la négociation visait le départ de Mobutu qui était devenu embarrassant²¹⁴. Ensuite, au début du mois de mai, à bord du navire sud-africain « Outenika », Nelson Mandela assure la médiation entre les deux hommes alors que les troupes rebelles de l'AFDL se trouvaient aux portes de Kinshasa, capitale du Zaïre²¹⁵. On comprend finalement que la tentative de médiation sud-africaine n'était donc pas parvenue à mettre en œuvre une transition pacifique.

²¹² ONU, Conseil Économique et Social, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, présenté par M. Roberto Garretón, rapporteur spécial*, E/CN.4/1995/67 du 19 décembre 1994, par. 86. Lire aussi Pierre Jacquemot, « Le Rwanda et la République démocratique du Congo. David et Goliath dans les Grands- Lacs », *Revue internationale et stratégique*, n° 95, 3/2014, p. 34, 32-42

²¹³ Gérard Prunier, « L'Ouganda et les guerres congolaises », *Politique africaine*, n° 75, 3/1999, p. 49, 43-59. Voir aussi, Jean-François Hugo, *op. cit.*, p. 61.

²¹⁴ Ngibi Kalumvueziko, *Congo-Zaïre. Le destin tragique d'une nation*, L'harmattan, 2013, p.197.

²¹⁵ Alden Chris et Garth Le Père, « Du paria au partenaire : changement de politique étrangère en Afrique du Sud », *Les Temps Modernes*, vol. 623, n° 2, 2003, p. 184, 168-199.

1.3. Les alliances militaires et politiques du président Laurent - Désiré Kabila

En mai 1997, des troupes burundaise, ougandaise et rwandaise réussissent à faire tomber par les armes, le régime autoritaire de Mobutu et à porter L-D Kabila au pouvoir au Congo. En guise de « récompense » à leur soutien, le président Kabila nomme des Tutsi-rwandais tels que James Kabarebe, chef d'État-major de l'armée congolaise, Bizima Karaha, ministre des Affaires étrangères, Déogratias Bugera, ministre d'État délégué à la Présidence, etc. L'influence de ses étrangers devient prépondérante dans la gestion de l'État congolais. Cette situation est désapprouvée par la population congolaise, qui s'insurge par des manifestations. Ainsi, en juillet 1998, le président Kabila mit fin à la coopération militaire avec ses alliés. Il limogea les responsables indésirables au pouvoir et décide de leur expulsion ainsi que celle de leurs troupes²¹⁶. Il nomme son beau-frère Kifua, chef d'État-major de l'armée congolaise ; son cousin Gaétan Kakudji, ministre d'État chargé de l'Intérieur et son neveu Mwenze Kongolo ministre de la Justice²¹⁷.

On serait tenté de croire que le repli du président Kabila sur les membres de sa famille et de son groupe ethnique était la conséquence directe d'un coup d'État manqué contre son pouvoir. Il devait donc se choisir une élite parmi les siens pour que son pouvoir politique jouisse d'une base sécuritaire. Cette élite s'efforçait à son tour à mobiliser « leurs » communautés en manipulant les symboles d'identité ethnique et linguistique, lesquels sont devenus des vecteurs de relation entre l'État et la société²¹⁸. En réponse à ces actions, les mutineries sont annoncées dans les bases militaires des provinces de Bas-Congo, de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de Maniema et de la province-Orientale tenues par les rwandais, ougandais et burundais²¹⁹. Une

²¹⁶ Gauthier de Villers et Jean Omasombo Tshomba, « La bataille de Kinshasa », *Politique africaine*, n°84, 4/ 2001, p. 19, 18-32. Voir aussi Charles Bangala, *L'ONU et la crise des Grands Lacs en République démocratique du Congo (1997-2007)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 32-33.

²¹⁷ Vincent Mbavu Muhindo, *Le Congo-Zaïre d'une guerre à une autre, de Libération en Occupation*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 103.

²¹⁸ Vincent Mbavu Muhindo, *op. cit.*, p. 105.

²¹⁹ Gérard Prunier, *Africa's World War: Congo, the Rwanda Genocide, and the Making of a Continent Catastrophe*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 181.

rébellion anti-Kabila est lancée par la plupart des acteurs exclus du gouvernement et des forces armées congolaises.

À l'issue de cette analyse, on peut souligner en définitive le renforcement de l'esprit de résistance des Zaïrois face à la dictature et à l'influence grandissante des burundais, rwandais et ougandais. Cependant, le nouveau gouvernement qui est censé incarner le changement est confronté à d'énormes difficultés liées à l'instabilité économique, politique et sociale. Il a été aussi discrédité par l'ONU, les États-Unis et l'Europe pour mauvaise performance en matière de respect des droits de l'homme et de démocratisation²²⁰.

2. La MONUC entre gestion de crise et sortie de conflit

Depuis le début de la guerre en 1998, les violations systématiques des droits de l'homme et de l'intégrité du territoire congolais par la coalition rwando-ougando-burundaise ont suscité le retour à nouveau de l'ONU au Congo afin de rétablir la paix et la sécurité dans le pays. Les faits les plus marquants sont les massacres perpétrés par des troupes rwandaises en territoire congolais. Parmi ceux-ci on peut citer d'abord celui qui a eu lieu à Kasika, le 24 août 1998 et dont le bilan s'est élevé à 856 victimes. Ensuite, celui commis à Makobola, le 31 décembre et qui a fait périr plus de 600 personnes. De même, environ 150 civils ont été massacrés à Kirunga et plus de 127 à Kilungute²²¹. Des militaires rwandais sont parvenus à occuper toute la partie orientale du pays exploitant illégalement les ressources naturelles et violant ainsi la souveraineté et l'intégrité du territoire congolais. Cette agression a provoqué en effet les déplacements des populations dont le nombre dépassait 1 230 000²²².

²²⁰ Augustin-Romain Kioni Kiabantu, *La République démocratique du Congo face aux défis du 21^e siècle*, Bruylant, 1998, p. 113.

²²¹ Cour Internationale de Justice, *Affaire relative aux activités armées sur le territoire du Congo (Tomes I et II) Annexes à la requête introductive d'instance du Gouvernement de la République démocratique du Congo*, enregistré au Greffe de la Cour le 23 juin 1999.

²²² ONU, Secrétaire général, *Deuxième rapport du Secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/1999/1166 du 1^{er} novembre 1999, p. 5.

2.1. Les objectifs de la mission onusienne

En vertu de la Charte des Nations Unies, cette situation préoccupante de l'invasion du Congo a nécessité l'application des objectifs généraux de l'ONU à savoir :

« [...] Maintenir la paix et la sécurité internationale et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix. [...] ²²³ »

Il convient de noter que sur le territoire congolais l'applicabilité de ce contenu reste complexe. Cependant, devant les nouvelles aggravations de la situation et la poursuite des hostilités, le Conseil de sécurité a réuni ses membres à la séance du 9 avril 1999 et a exprimé à travers la *Résolution 1234* ses visées en vue de ramener la paix et la stabilité dans le pays. Les débats portaient notamment sur le retrait des forces étrangères du territoire congolais, la résolution des questions liées aux groupes d'opposition armés et non armés à travers les négociations politiques et l'organisation des élections²²⁴. De fait, le Conseil s'est déclaré :

« [...] Fermement résolu à préserver la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la RDC et de tous les autres États de la région. Permettre le retrait de toutes les forces étrangères, le rétablissement de l'autorité du Gouvernement de la RDC sur tout son territoire et le désarmement des groupes armés non gouvernementaux. Appuyer un dialogue politique ouvert à tous tendant à la réconciliation nationale et à la tenue à une date rapprochée d'élections démocratiques, libres et équitables, et que soient adoptées les dispositions voulues pour assurer la sécurité le long des frontières internationales pertinentes du Congo. Appuyer aussi le processus de médiation régionale menée par l'OUA et la Communauté de développement de l'Afrique australe en vue de parvenir à un règlement pacifique du conflit. [...] ²²⁵ »

Cependant, il ressort de l'analyse de cette première résolution que le Conseil de sécurité n'identifie pas clairement les agresseurs du Congo. Il emploie des termes ambigus tels que : « forces non invitées », « forces étrangères » ou « forces opposées au gouvernement de la RDC ». On peut se permettre de croire que le sentiment de culpabilité d'avoir failli à limiter l'ampleur de la crise, sinon de le prévenir, était bien réel au sein des autorités des Nations Unies. L'enjeu était alors de ménager les agresseurs rwandais, burundais et ougandais en évitant de les

²²³ Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice, New York, 1988, p. 3.

²²⁴ Les principaux groupes d'opposition armés sont le Mouvement de libération du Congo (MLC) et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et les grands partis d'opposition non armés sont l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), les Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS), le Mouvement populaire de la Révolution (MPR), le Parti lumumbiste unifié (PALU), etc.

²²⁵ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*, p.1.

accabler par d'aussi graves accusations. On peut également considérer que l'ONU qui envisage de mettre sur pied un dialogue entre les différents belligérants n'entend pas susciter l'hostilité des rebelles en vue de faciliter leur négociation avec le gouvernement congolais. Il fallait donc attendre le *Rapport* du 15 juillet 1999 et la *Résolution* du 16 juin 2000 par lesquels les Nations Unies ont identifié explicitement les agresseurs du territoire congolais. Le Secrétaire général rapporte qu'en effet :

« [...] Les "groupes armés" sont identifiés comme étant des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises et des milices interahamwe, de l'Alliance des forces démocratiques, de l'Armée de résistance du Seigneur, des Forces de défense de la démocratie du Burundi, de l'ancienne Armée nationale ougandaise, du Uganda National Rescue Front II, du West Nile Bank Front et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola. [...] ²²⁶ »

Et, la *Résolution 1304* du Conseil de sécurité précise sans réserve que :

« [...] Les combats entre les forces ougandaises et rwandaises à Kisangani, en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC sont à condamner, et exige que ces forces et celles qui leur sont alliées mettent fin aux affrontements; Exige également que l'Ouganda et le Rwanda, qui ont violé la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, retirent toutes leurs forces du territoire de la République démocratique du Congo sans plus tarder, conformément au calendrier prévu dans l'Accord de cessez-le-feu et le Plan de désengagement de Kampala en date du 8 avril 2000. [...] ²²⁷ »

L'examen de cette résolution nous amène à croire que le fait de reconnaître la violation de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC par l'Ouganda et le Rwanda et de condamner les combats qui ont eu lieu dans le territoire congolais ne suffit pas. En fait, ces deux États agresseurs nommément cités n'ont pas fait l'objet de condamnation formelle par le Conseil de sécurité. D'ailleurs, jusqu'à ce jour aucune résolution n'y est parvenue. En fait, une telle condamnation découlant de cette violation impliquerait celle des États membres du Conseil de sécurité présentés comme les principaux parrains des agresseurs.

Le Conseil de sécurité décide aussi que la MONUC, dirigée par le représentant spécial du secrétaire général, conformément aux *Résolutions 1258 (1999)* et *1273 (1999)*, s'acquittera des tâches suivantes :

« [...] Établir des contacts avec les signataires de l'Accord de cessez-le-feu, au niveau des quartiers généraux et dans les capitales des États signataires; Établir une liaison avec la Commission militaire mixte et lui fournir une assistance technique dans l'exercice de ses fonctions découlant de l'Accord de

²²⁶ ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 3.

²²⁷ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/RES/1304 adoptée à sa 4159e séance*, 16 juin 2000, p. 2, 4.

cessez-le-feu, y compris les enquêtes sur les violations du cessez-le-feu; Fournir des informations sur les conditions de sécurité dans tous ses secteurs d'opérations, notamment sur les conditions locales affectant les décisions futures concernant l'introduction du personnel des Nations Unies; Élaborer des plans en vue de l'observation du cessez-le-feu et du dégagement des forces; Faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux enfants et autres personnes touchées et d'aider à la défense des droits de l'homme, y compris les droits de l'enfant. [...] ²²⁸ »

Il résulte de ce qui précède que lors de sa création, la MONUC avait comme mission d'observer le cessez-le-feu. Son mandat était d'éviter la reprise des affrontements et favoriser un règlement politique et diplomatique du conflit. Cependant, à travers des résolutions ultérieures, la MONUC était devenue une mission avec des tâches multiples et son mandat se prorogeait chaque année. Le Conseil de sécurité a élargi le rôle de la mission jusqu'à superviser la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu en lui assignant des tâches supplémentaires telles que :

« [...] Aider la Commission militaire mixte et les parties à mettre au point les modalités d'application de l'Accord; Fournir une assistance technique, sur demande, à la Commission militaire mixte ; Tenir le Secrétaire général informé de la situation sur le terrain et aider à mettre au point un concept d'opérations en vue de renforcer éventuellement le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'application de l'Accord une fois qu'il aura été signé par toutes les parties; Obtenir des parties des garanties de coopération et des assurances de sécurité en vue du déploiement éventuel d'observateurs militaires à l'intérieur du pays. [...] ²²⁹ »

Quant à la mise en œuvre de ces objectifs, on peut comprendre clairement que la mission onusienne était confrontée à plusieurs difficultés, notamment celles liées à l'obtention des garanties d'une coopération sincère et des assurances de sécurité en ce sens que des signataires de l'accord ne se sentaient pas prêts à faire la paix en raison de leur attitude belliqueuse. Le déploiement d'observateurs militaires s'avérait donc inopportun pour eux. Il allait donc de soi que les Nations Unies mettent en œuvre des outils nécessaires à la résolution de cette crise.

2.2. La MONUC et les voies de sortie de conflit

Pendant sa deuxième OMP au Congo, l'ONU a mené des actions diplomatiques, militaires et politiques en vue de trouver une issue à ce conflit. D'abord, sur le plan diplomatique, la MONUC a collaboré avec les États en conflit afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers

²²⁸ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*, p. 3.

²²⁹ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution précédemment citée*, p. 2-3.

de guerre et de tous les militaires capturés²³⁰. En outre, la mission onusienne a engagé le gouvernement de la RDC à coopérer étroitement avec les acteurs de l'opposition non armée et ceux qui sont dans les rébellions. Par ailleurs, le 8 juin 2000, le représentant permanent des États-Unis, Richard Holbrooke, et le secrétaire général Kofi Annan se sont entretenus avec les présidents Paul Kagame du Rwanda et Yoweri Museveni de l'Ouganda afin de les exhorter à ordonner la cessation immédiate des hostilités et le retrait de leurs forces respectives. Cette rencontre a abouti à la signature d'un accord aux termes duquel l'Ouganda et le Rwanda ont accepté de retirer leurs forces de Kisangani²³¹. De plus, la mission a coopéré avec la Cour Pénale internationale (CPI) pour l'extradition et le jugement des personnes arrêtées pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans le pays à l'exemple de Laurent Nkunda²³², Thomas Lubanga, Bosco Ntaganda et Germain Katanga²³³.

Ensuite, sur le plan militaire, la MONUC a déployé un effectif de 20 586 personnels en uniforme dont 18 653 soldats, 704 observateurs militaires, 1 228 personnels de police et 973 personnels civils internationaux, 2 783 personnels civils locaux, et 641 Volontaires des Nations Unies²³⁴. En dépit de la lenteur du déploiement, la mission s'est étendue exclusivement dans les zones d'instabilité pour éliminer les menaces constituées par les groupes armés. Le Conseil a voté par la suite, la *Résolution 1341* pour demander aux différents belligérants de désengager leurs effectifs militaires, invitant les parties en conflit à élaborer un plan de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation ou de réinsertion (DDRRR)²³⁵.

²³⁰ ONU, Secrétaire général, *Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2000/888 du 21 septembre 2000, p. 6.

²³¹ Du 5 au 10 mai 2000, des violents combats ont éclaté dans la ville de Kisangani (province orientale de la RDC) entre l'armée patriote rwandaise et les forces de défenses du peuple Ougandais. L'affrontement s'est soldé par la victoire de Kigali, brisant ainsi l'entente cordiale entre les anciens alliés et mettant à nu leurs rivalités d'intérêts sur les ressources du Congo et sur le leadership régional. On a compté environ 1 000 morts parmi la population civile congolaise et plus de 3 000 blessés et causant ainsi des graves dégâts matériels.

²³² Ilinca Mathieu, *art. cit.*, p. 15.

²³³ ONU, Secrétaire général, *Dix-septième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2005/167 du 15 mars 2005, p. 5.

²³⁴ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 adoptée à sa 6324e séance*, S/RES/1925 du 28 mai 2010, p. 3.

²³⁵ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1341 adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4282e séance*, S/RES/1341 du 22 février 2001, p. 3.

Dans cet ordre d'idées, on pouvait bien remarquer que le retrait des forces étrangères du territoire de la RDC a continué à progresser, mais la situation en matière de sécurité est restée généralement très précaire. L'opération était confrontée à des difficultés relatives à la vaste superficie du pays, à la dégradation de ses infrastructures, à l'intensité du climat, à l'accumulation d'armes, au nombre élevé de parties en conflit, au niveau de méfiance réciproque, aux déplacements massifs de population, au climat général d'impunité et en fin au remplacement du régime du droit par la force armée²³⁶. Il est important de comprendre que ses aspects ont contribué à créer un environnement extrêmement complexe, qui rend difficiles les actions onusiennes pour le maintien de la paix dans le pays. De fait, le secrétaire général Koffi Annan avance que de toute l'histoire des OPM des Nations Unies, la mission multidimensionnelle de l'ONU au Congo a posé de plus grand problème au niveau logistique²³⁷.

Une autre action de la MONUC était orientée en vue de protéger des garçons et des filles âgés de 12 à 16 ans, qui étaient enrôlés comme soldats par le gouvernement congolais, les mouvements rebelles et les groupes armés. Ainsi, la mission s'est alors efforcée d'ouvrir des centres d'accueil de transit et à disposer des ressources pour assurer le respect des droits fondamentaux des enfants à la nourriture, à la santé et à la l'éducation, en particulier par la remise en état des écoles et des services de santé²³⁸. Cependant, il importe de mentionner que la tâche qui s'impose à la MONUC demeure énorme étant donné le nombre élevé d'enfants soldats qui se trouvent toujours sur les lignes de front ou dans les camps militaires et la situation précaire en matière de sécurité dans certaines régions rend la réinsertion difficile.

²³⁶ ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 4.

²³⁷ ONU, Secrétaire général, *Dixième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2002/169 du 21 février 2002, p. 9. Voir aussi *Onzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2002/621 du 5 juin 2002, p. 10.

²³⁸ ONU, Secrétaire général, *rapport S/2004/251 déjà cité*, p. 12.

Étant donné que les protagonistes se sont servis de mines au moment du conflit, un groupe de déminage a été créé dans le cadre de la MONUC élargie²³⁹. Ainsi, en décembre 2003, le groupe armé RCD-Goma a procédé à la destruction de 642 mines anti-personnelles et de 62 mines anti-véhicules à Kisangani²⁴⁰. Toutefois, il convient de noter que ces activités ne répondaient qu'en partie aux besoins infiniment plus grands associés à la tâche gigantesque que représente l'enlèvement de toutes ces mines et munitions dans le territoire congolais.

Une autre action militaire de la MONUC consistait à l'établissement d'un embargo sur les armes à feu et d'une Brigade d'intervention mise en œuvre pour surveiller cette interdiction²⁴¹. Sous cet angle, le rapport émis par le Secrétaire général de l'ONU en novembre 2003 fait état de saisie d'une centaine de caisses de munitions²⁴². Il convient de préciser que la saisie et la destruction de ces matériels de guerre par les forces de la mission onusienne ont permis de rétablir un calme relatif dans les provinces de l'Est de la RDC. La MONUC a concouru aussi au gouvernement congolais pour la réforme de ses forces armées et de sa police²⁴³. Dans ce contexte, il est important de souligner cependant que des soldats congolais indisciplinés et des militaires déserteurs continuaient de piller les villages et les entrepôts et de violer et de commettre d'autres exactions contre les civils qu'ils sont censés protéger²⁴⁴.

Enfin, sur le plan politique, la mission onusienne a mis en œuvre un dialogue « transparent et sans exclusive » entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation, la démocratisation et d'éviter le retour des anciennes rebelles au maquis. Ainsi, 15 octobre 2001 à Addis-Abeba en Éthiopie, l'ancien président botswanais Ketumile Masire était désigné pour assumer les fonctions de « facilitateur » du dialogue qui a abouti à la signature de

²³⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2000/30 du 17 janvier 2000, p. 15.

²⁴⁰ ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 15.

²⁴¹ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1493 adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4797e séance*, S/RES/1493 du 28 juillet 2003, p. 4.

²⁴² ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 8.

²⁴³ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6253e séance*, S/RES/1906 du 23 décembre 2009, p. 7.

²⁴⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2005/167 précédemment cité*, p. 6.

l'accord global et inclusif le 1^{er} et le 2 avril 2003 à Sun City en Afrique du Sud. Cet accord a permis la formation d'un gouvernement de transition composé d'un président de la République en la personne de Joseph Kabila et de quatre vice-présidents à savoir Azarias Ruberwa, Jean-Pierre Bemba, Abdoulaye Yerodia et Arthur Z'ahidi Ngoma²⁴⁵.

On peut se permettre de relever que ce système de gestion de l'État congolais, communément appelé 1+4, mis en place par l'ONU, était une nouveauté dans ses démarches de recherche des solutions aux conflits internationaux. On peut également avancer qu'entre 2003 et 2006, les éléments constitutifs de ce gouvernement étaient devenus de plus en plus rivaux des uns par rapport aux autres. En effet, chaque dirigeant se décidait à dépasser les autres sur la situation financière de son parti et sur le renforcement politique et militaire.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil de sécurité avait aussi demandé à la MONUC d'apporter son assistance à la préparation et à la tenue des élections sur l'ensemble du territoire de la RDC²⁴⁶. On peut s'assurer que les aspects complexes et interdépendants du processus électoral sur les plans opérationnel, politique et sécuritaire ont exigé une réelle coordination des composantes de la MONUC afin d'amener la paix et la stabilité dans le pays. Sous cet angle, Kofi Annan a déclaré « se réjouir de la décision de l'Union européenne de lancer la planification et les préparatifs d'un éventuel soutien à la MONUC »²⁴⁷. Ainsi, l'UE a déployé une force en RDC dénommée EUFOR. Ce déploiement autorisé par sa *Résolution 1671* avait pour mandat d' :

« [...] Apporter son soutien à la MONUC pour stabiliser une situation, au cas où la MONUC rencontrerait de graves difficultés pour s'acquitter de son mandat dans la limite de ses capacités existantes; Contribuer à la protection des civils exposés à la menace imminente de violences physiques dans les zones où elle sera déployée, et sans préjudice de la responsabilité du Gouvernement de la République démocratique du Congo; Assurer la sécurité et la liberté de

²⁴⁵ Azarias Ruberwa du RCD était chargé de conduire la Commission de défense et sécurité, Jean-Pierre Bemba du MLC était en charge de la Commission économique et financière, Abdoulaye Yerodia de l'ex-gouvernement central était responsable de la Commission de reconstruction et développement, et Arthur Z'ahidi Ngoma de l'opposition non armée, dirigeait la Commission sociale et culturelle.

²⁴⁶ ONU, Secrétaire général, *Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2004/1034 du 31 décembre 2004, p. 2.

²⁴⁷ ONU, Secrétaire général, « Kofi Annan se réjouit de la décision de l'Union européenne de lancer la planification et les préparatifs d'un éventuel soutien à la MONUC », *Déclaration SG/SM/10388-AFR/1350* du 27 mars 2006.

mouvement du personnel ainsi que la protection des installations d'Eufor R.D.Congo; Effectuer des opérations de caractère limité, afin d'extraire des individus en danger. [...] ²⁴⁸ »

On pourrait noter sur le terrain congolais que, la force de l'Union européenne était centrée particulièrement sur le renforcement des capacités de la MONUC en vue de faire face à des situations susceptibles de menacer le processus électoral. Cet appui de courte durée (juin-novembre 2006), a eu un impact considérable sur la protection des responsables politiques et la sécurisation de la Commission électorale Indépendante (CENI) en vue d'une organisation et d'une tenue des élections dans les conditions apaisées²⁴⁹. Il est important de mentionner cependant que la plupart des congolais considèrent que l'EUFOR était simplement venue pour faciliter la réélection du président sortant et pour dissuader ceux qui seraient tentés de contester les résultats de ces élections.

Le 20 août, la CENI annonce des résultats. Le Président Kabila a remporté 44,81 % des suffrages, devant le Vice-président Jean-Pierre Bemba 20,03%, Antoine Gizenga 13,06 % et Nzanga Mobutu 4,77 %. Aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue. Dans ce cas, la loi électorale prévoit l'organisation d'un deuxième tour de scrutin 15 jours après afin de départager les deux candidats à la présidentielle qui sont en tête des suffrages, en l'occurrence le Président Kabila et le Vice-président Bemba²⁵⁰.

Le 15 novembre 2006, le président de la CEI a annoncé les résultats définitifs de l'élection présidentielle, déclarant le président Kabila vainqueur avec 58,05 % des suffrages exprimés²⁵¹. Ainsi, Kofi Annan s'est rendu en RDC du 26 au 28 janvier et a félicité le Président Kabila et les membres de l'Assemblée nationale et a exhorté les dirigeants congolais à œuvrer ensemble à la consolidation de la paix et à la reconstruction de leur pays²⁵². Il est essentiel de

²⁴⁸ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1671 adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5421e séance*, S/RES/ 1671 du 25 avril 2006, p. 3.

²⁴⁹ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1797 adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5828e séance*, S/RES/1797 du 30 janvier 2008, p. 1.

²⁵⁰ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2006/759 déjà cité*, p. 4.

²⁵¹ ONU, Secrétaire général, *Vingt-troisième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2007/156 du 15 mai 2007, p. 3.

²⁵² ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 3.

mentionner que ces élections présidentielles sont les premières à être tenues depuis plus 40 ans. Ces élections étaient également des ultimes stratégies pour passer d'une situation de sortie de conflit à celle d'un État véritablement démocratique, unifié et stable. Il est cependant dommageable que ces scrutins aient été émaillés de nombreuses irrégularités et des accusations de fraudes aux yeux de l'électorat congolais et étranger. L'installation du régime issu de ces élections n'a pas alors permis un retour réel de la paix au Congo, car des groupes armés ressurgirent dans les régions de l'Est du pays et les actes d'engagement de Goma et de Nairobi se sont enlisés.

Dans cet ordre d'idées, le 28 août 2008, les hostilités entre les FARDC et le CNDP de Laurent Nkunda ont repris sur une grande échelle. Les combats ont gagné tout le Nord-Kivu et ont aggravé la crise humanitaire, jetant plus de 250 000 personnes sur les routes. Ce qui a porté à plus de 1 350 000 le nombre de déplacés dans l'Est du pays²⁵³. Le 9 octobre, le Représentant permanent de la MONUC a adressé une lettre au Conseil de sécurité pour dénoncer l'offensive lancée par les forces rwandaises en territoire congolais²⁵⁴. Ainsi, le Conseil de sécurité a adopté la *Résolution 1756* autorisant la MONUC de :

« [...] utiliser tous les moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans les zones de déploiement de ses unités, pour protéger les civils et le personnel humanitaire sous la menace imminente de violences physiques, contribuer à améliorer les conditions de sécurité dans lesquelles l'aide humanitaire est fournie, protéger les personnels, dispositifs, installations et matériels des Nations Unies ; Saisir ou recueillir, comme il conviendra, les armes et tout matériel connexe dont la présence sur le territoire de la RDC interviendrait en violation des mesures imposées par le paragraphe 20 de la résolution 1493 (2003) et disposer de ces armes et matériels d'une manière appropriée; Empêcher la fourniture d'un appui aux groupes armés illégaux, y compris l'appui tiré d'activités économiques illicites; Favoriser la réconciliation nationale et le dialogue politique interne, y compris en fournissant des bons offices et appuyer le renforcement de la société civile. [...] ²⁵⁵ »

Il convient de souligner ici la similitude et la complexité qui caractérisent la *Résolution 169* du 24 novembre 1961 et la *Résolution 1756* du 15 mai 2007 par lesquelles l'idée de « maintien de la paix » a évolué en prenant le sens d'« imposition de la paix ». Comme pendant la première crise (1960-1964), les soldats de la paix sont encore une fois autorisés à recourir à la

²⁵³ ONU, Secrétaire général, *Quatrième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, S/2008/728 du 21 novembre 2008, p. 1.

²⁵⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport déjà cité*, p. 3.

²⁵⁵ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/RES/1756* du 15 mai 2007, p. 3.

force pour protéger les civils et le personnel humanitaire. Ils sont en outre autorisés à empêcher la fourniture d'un appui aux groupes armés illégaux et à saisir les armes et tous les matériels connexes. Sous cet aspect, il est plus possible que la force de la MONUC « fasse la guerre » pour « imposer la paix ». Finalement, le Conseil a décidé de mettre fin à la MONUC en date du 30 juin 2010 et de faire entrer le Congo dans une nouvelle phase de consolidation de la paix à travers une nouvelle mission qui s'appela « Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC » ou « MONUSCO »²⁵⁶.

De ce qui précède, il est essentiel de comprendre que l'établissement d'un bilan issu d'une appréciation de la population congolaise, de la presse internationale et africaine et des organismes non gouvernementaux nous permettra de mieux saisir l'impact de cette opération multifonctionnelle des Nations Unies sur le territoire congolais.

3. L'intervention onusienne vue par les ONG et la presse africaine et occidentale

Au regard de l'application du mandat, de l'efficacité des casques bleus et de l'engagement de la mission pour réduire la violence, bon nombre de congolais, d'articles des médias et de rapports des ONG ont révélé des réussites et des limites dans la MONUC.

3.1. Les réalisations de la MONUC pour le retour de la paix

Un bon nombre d'articles publiés par la presse internationale et africaine mettent un accent particulier sur l'impact positif de la seconde mission de maintien de paix des Nations Unies en RDC. Tout d'abord, le magazine *L'Express* considère que l'action de la MONUC s'est soldée par une réussite, car le déploiement des casques bleus en RDC a permis de stabiliser plusieurs régions du pays. Par la suite, les soldats de la paix ont été redéployés dans d'autres zones plus sensibles telles que la province-Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu. En outre, le magazine note que la MONUC a rendu possible l'accord de Pretoria signé en 2002 entre les représentants du gouvernement congolais, de mouvements rebelles, de l'opposition non-armée et

²⁵⁶ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/RES/1925* du 28 mai 2010, p. 3.

de la société civile. L'accord a permis la réunification du pays, la répartition des pouvoirs et l'avènement d'un gouvernement d'union nationale. De plus, l'article de l'*Express* souligne qu'après la reprise des hostilités, la MONUC a initié l'accord de Goma signé en 2008 entre les acteurs du gouvernement, de la société civile et ceux des groupes armés. L'accord prévoyait un cessez-le-feu immédiat, un désengagement progressif des combattants et une amnistie pour faits de guerre et d'insurrection²⁵⁷.

En dépit de cette réussite soutenue par le magazine l'*Express*, il est important de comprendre que la paix est encore loin d'être acquise en RDC. Les communautés locales du Nord-est du pays sont toujours en proie des groupes armés et celles du Sud-ouest vivent toujours dans des situations politiques, économiques et sociales très chaotiques.

Ensuite, dans son article publié en décembre 2006, la *Radio France Internationale* montre que « le grand succès » qui est attribué à la seconde mission de l'ONU en RDC provient de son influence sur les dimensions de la sécurité et la stabilité menant ainsi à la tenue des élections présidentielles et législatives²⁵⁸. Il convient de rappeler ici que ces élections étaient les premières à être tenues depuis plus de 40 ans. En effet, elles ont offert l'occasion aux peuples congolais de choisir ses leaders légitimes au lieu de subir chaque fois le poids des gouvernements issus des armes.

Enfin, l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique* rapporte que le succès de la MONUC repose également sur l'implantation en février 2002 de la radio Okapi qui diffuse en Français, Lingala, Swahili, Tshiluba et Kikongo, cinq principales langues en RDC²⁵⁹. La radio privilégie des reportages sur des expériences concrètes dans la société civile et des débats entre leaders politiques. L'article de Muriel Devey de *Jeune Afrique* montre que cet avis est partagé par des

²⁵⁷ Gédéon Richard, « La MONUC manque cruellement de forces spéciales », *L'Express*, 10 novembre 2008. Consulté le 03 juin 2018. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-monuc-manque-cruellement-de-forces-speciales_698340.html

²⁵⁸ SN, « Congo-Kinshasa : quel destin dans les urnes ? », *RFI*, 05 décembre 2006.

²⁵⁹ Muriel Devey, « Paix sur les ondes », *Jeune Afrique*, 25 avril 2006.

congolais tels que le grand chef Mulongo Ndala de la province du Katanga, qui atteste que : « la radio Okapi est un outil de paix et une véritable école de civisme qui permet aux Congolais de s'informer et de se former à l'exercice démocratique »²⁶⁰. Le journaliste Barthélemy Bosongo de l'*Agence Congolaise de Presse* (ACP) souligne quant à lui que : « la radio onusienne a joué un grand rôle dans la réunification du pays et a permis de rapprocher les Congolais. Grâce à elle, on sait ce qui se passe dans tout le pays »²⁶¹.

Partant de ce point de vue, nous affirmons que la radio Okapi est une contribution importante de l'ONU en faveur de la paix et de la démocratie en RDC. Dans le contexte d'un pays divisé par la guerre, la radio a permis à la population des territoires sous contrôle des rebelles de communiquer à ceux qui étaient dans les zones contrôlées par le gouvernement. Elle a aussi permis aux congolais de critiquer le pouvoir et de faire entendre leur voix.

3.2. L'inaction de la MONUC dans l'application de son mandat

Alors que son mandat était de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu et d'assurer la protection des civils, la MONUC a montré ses limites dans son incapacité à maintenir la paix en RDC. Dans un premier temps, *Human Rights Watch* (HRW) a souligné dans son rapport de 2003 intitulé « Couvert de sang : violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-est de la RDC »²⁶², qu'entre juillet 2002 et mars 2003, au moins 5 000 civils sont morts des suites de la violence entretenue par des groupes armés en Ituri²⁶³. De ces victimes s'ajoutent 50 000 civils qui sont morts dans ces régions depuis l'arrivée de la MONUC en 1999. Ces pertes représentent juste une partie d'un total estimé à 3,3 millions de civils, morts dans tout le Congo, un bilan qui fait de cette guerre, la guerre la plus meurtrière pour les civils, depuis la Seconde

²⁶⁰ Muriel Devey, *art cit.*

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² *Human Rights Watch*, Ituri: "Covered in blood. Ethnically Targeted Violence in Northeast DR Congo", vol. 15, n°11 (A) - July 2003, 82 p, summary, p.1.

²⁶³ À la suite de l'éclatement de la province Orientale en 2015, l'Ituri est une province de la RDC dont le chef-lieu est Bunia. Il partage ses frontières avec l'Ouganda et le Soudan du Sud. La région d'Ituri est riche en or, avec notamment les mines de Kilo et Moto. Elle possède également une faune rare, telle que l'Okapi.

Guerre mondiale²⁶⁴. De fait, HRW avance que le Conseil de sécurité devrait renforcer la mission de la MONUC et le faire passer à un mandat basé sur le chapitre VII, qui permet une utilisation ferme de la force des Nations Unies en vue de protéger des populations civiles dans toute la RDC.

Dans le même ordre d'idées, le directeur exécutif de HRW, Kenneth Roth apprécie dans sa lettre du 23 juillet 2007, l'annonce concernant les conclusions de l'enquête du Bureau des services de contrôle interne (BSCI)²⁶⁵ sur les accusations de contrebande d'or et de trafic d'armes à l'égard de certains soldats de la MONUC²⁶⁶. En 2005 et 2006, au lieu de remplir leur mandat qui est de fournir une assistance technique en vue d'une application de l'accord de cessez-le-feu, Roth avance que les casques bleus pakistanais, bangladais et indiens se sont plutôt livrés à des transactions majeures d'or en provenance d'Ituri. Ils se sont également impliqués dans le trafic d'armes avec la milice du Front Nationaliste Intégrationniste (FNI). L'organisme est alors déçu par l'étroitesse manifeste des conclusions du rapport du BSCI, le manque de transparence de la procédure, la lenteur de la progression de l'enquête et plus important encore, l'absence de suites judiciaires à ce jour²⁶⁷. Dans ce contexte, on comprend que le trafic d'or et la fourniture d'armes et de munitions faits par certains casques bleus entretiennent directement la poursuite de violences qu'ils sont censés empêcher.

Dans la même perspective, l'article de Francis Kpatindé, Rédacteur en chef à *Jeune Afrique*, montre que la MONUC semble exceller dans les scandales liés à la pédophilie, prostitution à grande échelle, y compris avec des mineurs congolais des deux sexes, abus d'autorité, harcèlement sexuel et viol. L'image du fonctionnaire onusien et du casque bleu est

²⁶⁴ *Human Rights Watch*, « Ituri: Couvert de sang ... », *Rapport précité*.

²⁶⁵ Créé en 1994, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) est l'organe de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à ce mandat, il a été demandé à ce qu'une enquête soit menée par le BSCI-Nairobi sur les cas graves de mauvaise conduite des casques bleus qui auraient été impliqués dans un trafic d'or et d'armes en Ituri de 2004 à 2005.

²⁶⁶ *Human Rights Watch*, « ONU : Les casques bleus impliqués dans la contrebande au Congo (RDC) doivent être tenus responsables », *Lettre de Kenneth Roth, Directeur exécutif à M. Jean-Marie Guéhenno secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix*, 23 juillet 2007.

²⁶⁷ *Human Rights Watch*, *Rapport déjà cité*. Voir aussi ONU, Secrétaire général, *S/2004/650 déjà cité*, p. 8.

largement entamée. Le premier magazine panafricain en diffusion et en audience désapprouve aussi le fait que ces scandales à répétition n'ont pratiquement pas fait l'objet de sanctions disciplinaires et pénales²⁶⁸.

On pourrait noter que face à cette accusation embarrassante, l'ONU est restée muette et n'a toujours pas su contenir ses casques bleus ni poursuivre ses fonctionnaires auteurs des scandales. Il convient alors de préciser que pour la seule période de décembre 2004 à août 2006, des personnels de la MONUC ont été impliqués dans 140 cas d'allégations sur des abus d'exploitation sexuelle et de pédophilie. De nouveaux cas ont été rapportés, notamment en 2008²⁶⁹. Cette situation d'exploitation et d'abus sexuels commise par du personnel de l'ONU représente une problématique importante dans leurs opérations de maintien de la paix. En effet, lorsque les casques bleus se rendent coupables de tels actes inappropriés, c'est la légitimité même de la mission de paix à laquelle ils participent qui est remise en cause.

Dans un second temps, *Amnesty international* indique que la contribution de l'ONU à la résolution de la crise en RDC n'est pas suffisante. Bien que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ait demandé qu'il soit mis fin aux atteintes aux droits de l'homme, l'organisme est préoccupé par le fait que le Conseil n'a pris aucune mesure concrète en ce sens. Ainsi, Peter Splinter, représentant d'*Amnesty International* auprès de l'ONU à Genève a déclaré que :

« [...] Nous regrettons qu'après avoir dépensé tant de temps et d'énergie pour parvenir à un accord sur des déclarations politiques importantes, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies n'ait pas trouvé le courage politique ni la communauté de vues qui lui auraient permis d'adopter des mesures pour mettre en pratique ses décisions. Les résolutions ne contiennent aucune mesure pratique de lutte contre l'impunité. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies n'a pas fait état de la nécessité pour le gouvernement et la communauté internationale d'achever rapidement la remise sur pied et la réforme de la justice et des services de maintien de l'ordre en RDC. Il n'a rien dit non plus sur la mise en place d'un processus indépendant de contrôle pour exclure des forces de sécurité, les individus raisonnablement soupçonnés de crimes relevant du droit international ou d'autres atteintes aux droits humains. [...] ²⁷⁰ »

²⁶⁸ Francis Kpatindé, « Scandale à la MONUC », *Jeune Afrique*, 01 juin 2004.

²⁶⁹ *Human Rights Watch*, "The war within the war. Sexual violence against women and girls in eastern Congo", June, 2002, p. 23; Secrétaire général, *Rapport* S/2005/167, p.15; S/2004/650, p. 8 ; Voir aussi, S.N. « L'ONU suspend un contingent en Côte d'Ivoire après des accusations d'abus sexuels », *Le Monde*, 21 juillet 2007.

²⁷⁰ *Amnesty International*, « Conflit armé : En République démocratique du Congo il faut des actes, pas des paroles », *Rapport* du 2 décembre 2008, p. 2.

En outre, *Amnesty international* affirme dans un rapport de mai 2000 intitulé *RDC. La dignité humaine réduite à néant* que des enfants de moins de 18 ans continuent de porter de l'armement militaire dans de nombreuses régions du pays. Les milices Maï Maï, qui sont de plus en plus aidées militairement par les forces armées congolaises, procèdent aussi au recrutement de nombreux enfants. Les gouvernements ougandais et rwandais recrutent eux aussi des combattants dont des enfants, qui seraient, pour un grand nombre d'entre eux, envoyés combattre en RDC²⁷¹.

Oxfam a établi pour sa part un rapport en 2010 intitulé *Aujourd'hui, le monde est sans moi* dans lequel l'organisme montre que plus de 9 709 femmes et filles ont été violées par des bandes d'hommes armés entre 2004 et 2009 dans la province du Sud-Kivu. Il révèle que 56% des agressions ont été perpétrées dans les maisons des victimes par des hommes armés, près de 16% de ces agressions dans des champs et près de 15% dans la forêt. Les soldats forcent parfois les parents à violer leurs fils et filles et n'hésitent pas à tirer sur la personne qui résiste. L'esclavage sexuel, selon le rapport, touche 12% des femmes et certaines d'entre elles ont été retenues en captivité pendant des années. Ainsi, la directrice de la politique humanitaire d'*Oxfam*, Krista Riddley, déclare que :

« [...] Il est scandaleux de constater un si grand nombre de viols commis avec une telle brutalité. C'est un rappel à l'ordre, à un moment où le retrait du pays des casques bleus onusiens est discuté. La situation ne peut être considérée comme sûre si une femme ne peut même pas dormir dans son propre lit la nuit sans que sa sécurité ne soit menacée. [...] ²⁷² »

Cet avis de Riddley nous fait réfléchir plus sérieusement sur la stigmatisation dont sont victimes les femmes au sein de leurs familles après avoir été violées et des difficultés qu'elles rencontrent en matière d'accès aux soins médicaux. Au-delà des blessures physiques et morales, bon nombre de femmes victimes de viols sont marginalisées de leurs sociétés et d'autres sont directement abandonnées par leurs conjoints. Sous cet aspect, Julienne Lusenge, militante

²⁷¹ *Amnesty International*, « République démocratique du Congo. La dignité humaine déduite à néant », *Rapport* de mai 2000, p. 65.

²⁷² *Oxfam International*, "Now, the World Is Without Me": An Investigation of Sexual Violence in Eastern Democratic Republic Of Congo. A Report by the Harvard Humanitarian Initiative with Support from Oxfam America", *Report* of April 2010. 66 p.

congolaise des droits humains a affirmé lors d'une entrevue dans les locaux montréalais de l'organisation droits et démocratie que :

« [...] Les femmes et les enfants font les frais de cette guerre : violence, esclavage sexuel et recrutement d'enfant. Plusieurs victimes hésitent à se faire soigner par crainte des représailles. Dans la région de l'Ituri, en quatre ans, l'ONG Médecins sans frontières a soigné plus de 7400 victimes de viol, dont la moitié auraient été commis par les milices ou l'armée régulière. La région comptait aussi plus 150 000 déplacées, mais personne n'intervient pour arrêter ces violences malgré les nombreux rapports. La MONUC est certes là, mais nous ne comprenons pas ce qu'elle fait. Nous mettons en question son utilité puisque la paix ne vient pas. [...] ²⁷³ »

Un autre témoignage marquant est celui de Thierry Cornillet, député européen et rapporteur permanent du Parlement européen pour l'aide humanitaire, qui atteste en revenant d'une mission en République démocratique du Congo que :

« [...] La situation au Nord-Kivu n'est pas réjouissante. Il s'agit quand même de la deuxième plus grave crise humanitaire au monde. Les camps humanitaires ne sont pas immenses: 30% seulement des déplacés y vivent. La malnutrition reste problématique et une certaine éducation à l'alimentation est nécessaire. Les nombreux pillages laissent peu de bétails et de denrées aux habitants. Des poches endémiques de choléra ou de rougeole sont malheureusement signalées, et viennent s'ajouter à la persistance de la malaria dans la région. Enfin, il y a les questions plus politiques : l'impunité pour les porteurs d'uniformes, comme pour ceux qui commettent des violences sexuelles. La MONUC, forte de 17000 hommes, n'a-t-elle pas prouvé sa totale inefficacité sur le terrain? En effet, on est en droit de se poser la question, surtout au regard de l'argent investi. L'entretien de ces forces coûte, annuellement, 1,2 milliard de dollars, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. [...] ²⁷⁴ »

Dans la même perspective, Anneke Van Woudenberg, chercheuse senior pour la division Afrique à HRW a signalé aussi dans le rapport sur le massacre accompli dans le territoire de Niangara entre le 1^e janvier et 13 février 2009 que la LRA continue de tuer des civils et d'enlever des enfants à un rythme alarmant²⁷⁵. La chercheuse précise cependant que la MONUC dispose d'une base dans la ville de Niangara, à quelques kilomètres des villages assaillis²⁷⁶. Elle déplore le fait que les casques bleus quittent rarement les villes et qu'ils sont souvent dans l'incapacité d'empêcher les attaques ou d'y réagir²⁷⁷. Dans cet ordre d'idées, Kofi Annan avance alors la thèse selon laquelle :

²⁷³ Claude Lévesque, « Cette guerre qui n'en finit plus », *Le Devoir*, 01 novembre 2007.

²⁷⁴ Marc Etcheverry, « Nord-Kivu : On peut se poser des questions sur le rôle de la MONUC », *L'Express*, 11 février 2009.

²⁷⁵ *Human Rights Watch*, « RDC : la LRA a lancé une nouvelle vague de massacres. Les États-Unis doivent de toute urgence mettre en œuvre la nouvelle législation afin de contribuer à faire cesser ces attaques », *Rapport* du 21 mai 2010.

²⁷⁶ La ville de Niangara est située à 5 km de Mapi, à 7 km de Kpuru, à 10 km de Kpanga et à 35 km de Munuku.

²⁷⁷ *Human Rights Watch*, « RDC : la LRA a lancé une nouvelle vague de massacres... », *Rapport précité*.

« [...] La MONUC n'a pas les moyens de protéger efficacement l'ensemble des civils. Si la mission doit prendre des mesures pour pouvoir protéger plus efficacement les civils se trouvant sous la menace imminente de violences physiques, le Conseil de sécurité devra envisager de revoir ses effectifs, dont la configuration et l'équipement devront être sensiblement remaniés si l'on veut qu'ils puissent intervenir plus efficacement. Il est néanmoins rappelé à ce sujet que, la protection des civils incombe au premier chef aux autorités locales, qui doivent s'en acquitter de manière conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme! [...] ²⁷⁸ »

Il est ici important de souligner que le manque des moyens que plaide le secrétaire général n'est pas forcément justifiable en ce sens que la MONUC embrasse plusieurs objectifs à la fois. Cette mission multiforme pourrait mieux rationaliser l'utilisation de son personnel sur le terrain. Par exemple, au lieu d'éparpiller les troupes sur le vaste territoire de la RDC, la mission devrait les concentrer dans les régions de l'Est qui sont de foyers de tensions récurrentes provoquées par des groupes armés. La MONUC pourrait faire mieux avec la logistique ainsi que les moyens militaires et financiers qu'elle dispose²⁷⁹.

Finalement, le président de l'Ouganda voisin de la RDC, Yoweri Museveni aurait dénigré la MONUC et sa capacité à traiter la menace, en disant que «la MONUC, c'est juste un groupe de touristes»²⁸⁰. De fait, il convient de mentionner la vague de protestation qui a eu lieu en 2004 et en 2008 parmi les populations des villes de Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi, Kalemie et Kindu. Elles exprimaient leur colère face à ce qu'elles considéraient être l'incapacité de la MONUC à mettre fin à la guerre et à protéger les Congolais²⁸¹. Les quartiers généraux de la MONUC ont fait l'objet de jets de pierre, 2 jeeps ont été brûlées, l'Hôtel Olympia où résidaient certains contingents onusiens a été incendié, des habitations du personnel de la MONUC ont été démolies, 2 casques bleus ont été grièvement blessés. D'autres agences du système des Nations Unies comme le PAM et le PNUD ont aussi été visés, leurs biens brûlés ou saccagés.

²⁷⁸ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2002/612 déjà cite*, p.12.

²⁷⁹ Jusqu'au 30 juin 2010, la MONUC comptait 20 586 personnels en uniforme, dont 18 653 soldats, 704 observateurs militaires, 1 228 personnels de police, 973 personnels civils internationaux, 2 783 personnels civils locaux et 641 volontaires des Nations Unies et dispose d'un budget d'environ 1 490 milliard de dollars.

²⁸⁰ "Army Sets Terms for Pulling out of DRC", *The Monitor*, Kampala, 11 April 2003, citer par *Human Rights Watch*, Ituri : "Covered in blood...", *Rapport déjà cite*, p. 7.

²⁸¹ *Human Rights Watch*, « La crise humanitaire s'aggrave tandis que le processus de paix chancelle. La reprise des combats déplace à nouveau 100 000 civils dans l'est du Congo », 25 septembre 2008. Voir aussi ONU, Secrétaire général, *Rapports S/2000/566 déjà cités*, p. 2.

Photo n° 2. Soulèvement de la population congolaise contre la MONUC en 2004



Source : SN, « Les émeutes contre la MONUC et le gouvernement font 12 morts à Kinshasa », *Laboratoires des frondeurs*, 2004, Consulté 08 juin 2018.
http://www.laboratoiredesfrondeurs.org/archives/Afrique/Congo_RDC/04_RDC_1/04_RDC_1.htm

Photo n° 3. Un blindé de la MONUC brûlé lors de la manifestation de 2008



Source : Alain Wandimoyi, « Une image vaut une parole », *Uncategorized*, 2008. Consulté 08 décembre 2017.
<https://wandimoyi.files.wordpress.com/2008/09/monuc20a20feu20photo20311.jpg>

Au regard de ce minibus et de ce blindé incendiés par des manifestants, on peut considérer que le bilan des actions de la MONUC en RDC est un échec pour les populations. Désenchantée, la plupart de la population congolaise évalue très négativement les onze années d'intervention des Nations Unies au Congo. Elles reprochent la mission aunisienne d'inefficacité chronique envers les groupes armés toujours actifs dans les provinces de l'Est. Les soldats de la paix sont également reprochés d'abus sexuel, d'implication dans le trafic d'arme, d'or, d'arme et de minutions. En effet, en juin 2004, la circonstance qui a conduit à ces incendies est la prise de la ville de Bukavu, chef lieu de la province du Sud-Kivu, par le chef rebelle Jules Mutebutsi. De plus, en juin 2008, l'entrée dans la ville de Goma, chef lieu de la province du Nord-Kivu, par le chef rebelle Laurent Nkunda, a fait exploser la tension des nombreux congolais²⁸².

3.3. Résoudre le conflit sans parler avec les acteurs ? L'insuffisance du leadership de la MONUC

Tout d'abord, Alison Des Forges, conseillère à la division Afrique de HRW a déclaré dans le rapport de 2003 sur les rôles joués par chaque protagoniste que les accords de paix signés en décembre 2002 et juin 2003 entre les gouvernements congolais, rwandais, ougandais et burundais ne servent à rien quand leurs armées se contentent de passer leurs armes à des milices locales²⁸³. La conseillère avance que des soldats ougandais ont fourni des armes et une formation militaire à différents groupes ethniques, favorisant ainsi la propagation d'une dispute initialement limitée entre les ethnies Hema et Lendu sur des questions foncières. Elle précise aussi que le gouvernement de la RDC soutient et arme le RCD-ML qui s'est associé dans les combats des milices Lendu et Ngiti. Quant au gouvernement du Rwanda qui apporte son appui au RCD-Goma, il fournit une aide à l'UPC, une milice des Hema. Selon Des Forges, il n'y aura pas de solution à la crise du Congo si les sources qui financent et arment les rebelles ne sont pas abordées par l'ONU²⁸⁴.

²⁸² Tristan McConnel, « Portrait. Laurent Nkunda, le boucher du Kivu », *The Times*, 12 novembre 2008.

²⁸³ *Human Rights Watch*, « La guerre est internationale, pas locale. Un nouveau rapport apporte des informations sur les rôles joués par chacun au-delà des conflits ethniques », *Rapport* du 8 juillet 2003, p. 6.

²⁸⁴ *Human Rights Watch*, « La guerre est internationale ... », p. 6.

En outre, le groupe d'experts de HRW souligne que l'exploitation illégale des ressources naturelles a exacerbé la souffrance de la population congolaise dans les provinces du Kivu occupées par le Rwanda et le Burundi. Le groupe accuse le Rwanda d'avoir utilisé des prisonniers tirés de cachots rwandais pour extraire de l'or, des diamants, du bois d'œuvre, de l'ivoire et d'autres minéraux précieux. Il a eu des témoignages selon lesquels les rwandais percevaient également des revenus de taxes et d'impôts auprès des populations congolaises. Le groupe considère aussi que les forces étrangères alliées avec le gouvernement congolais comme le Zimbabwe, l'Angola, et la Namibie profitent tous du conflit. L'examen de ces aspects de la crise pourrait améliorer les résultats des opérations de la MONUC²⁸⁵.

Dans le même ordre d'idées, *Oxfam* avance que la MONUC n'a jusqu'à présent pas été en mesure d'assurer la paix et de protéger efficacement les populations de l'Est du Congo. L'organisme considère que sans un meilleur leadership et un véritable engagement à relever à la fois la crise immédiate et les facteurs qui l'ont créé, même avec des troupes supplémentaires, la MONUC risque de réaliser très peu. Ainsi, la responsable d'*Oxfam* au Congo déclare que :

« [...] Nous avons besoin d'un changement majeur dans l'engagement politique mondial dans le conflit au Congo. Au cours des dix dernières années, nous avons eu des accords de paix et des troupes de maintien de la paix, mais aucun n'a eu de soutien international suffisant et constant. Près de cinq millions et demi de personnes sont mortes et des millions d'autres ont été contraints de quitter leur foyer. Le monde doit cesser de permettre aux souffrances de cette échelle de continuer... Nous demandons au Secrétaire général de l'ONU à nommer un envoyé spécial de haut niveau pour se rendre immédiatement dans la région afin de rassembler toutes les parties concernées à la table de négociation, de convenir d'un accord de paix durable et d'aborder les causes sous-jacentes du conflit. À prendre des mesures pratiques pour améliorer les performances actuelles de la MONUC dans la protection des civils. [...] »²⁸⁶

L'analyse de ce point de vue d'*Oxfam* nous pousse à souligner que le soutien apporté par l'ONU pour résoudre le conflit en RDC est faible en termes d'engagement aux niveaux politiques, sociaux et humanitaires. Comme nous l'avons dit plus haut, ce ne sont pas les moyens qui manquent, c'est plutôt la volonté politique des leaders nationaux et internationaux de ne pas mettre terme à ce conflit qu'ils tirent énormément des profits économiques.

²⁸⁵ *Human Rights Watch*, « RDC: L'Exploitation des ressources accroît les souffrances de la population. Le Conseil de Sécurité doit agir de façon décisive pour arrêter les carnages », *Rapport* du 20 avril 2001, p. 3.

²⁸⁶ *Oxfam International*, « Oxfam calls for urgent appointment of special envoy and more peacekeepers for Congo », *Report* of October 31, 2008, p. 2.

3.4. Théorie des « spoliateurs » de la paix et remise en question des réformes du système judiciaire, de l'armée et de la police congolaise telles que conduites par la MONUC

Dans l'analyse de l'inefficacité de la mission onusienne sur le terrain, il est aussi important de prendre en considération la détermination de certains individus et entités qui s'emploient continuellement à saper le processus de paix. Selon Stephen John Stedman, chercheur au Centre pour la sécurité internationale et le contrôle des armes à l'Université de Stanford en San Francisco, la plus grande source de risque dans la pacification de la guerre civile vient des « spoliateurs-dirigeants », partis ou États, qui croient que la paix émergente menace leur pouvoir et leurs intérêts²⁸⁷. Ils ont tendance à utiliser des stratégies de furtivité ou de violence ouverte pour saper la paix²⁸⁸.

Sous cet aspect, un article de Monique Mas, journaliste à la *Radio France Internationale*, montre clairement que des vendeurs d'armes, des intermédiaires et des entreprises de transport de nombreux pays, notamment de l'Afrique du Sud, de la République Tchèque, d'Israël, de la Russie, de la Serbie, du Royaume-Uni et des États-Unis composent la filière d'un négoce qui aboutit dans l'Est congolais, prodigue en or, diamant, bois et autres précieuses ressources naturelles. Dans cette filière, les gouvernements de la RDC, du Rwanda et d'Ouganda tiennent lieu de semi-grossistes auprès des groupes armés et des milices impliqués dans des atrocités. Dans ces conditions, la MONUC ne peut guère faire mieux que compter les morts²⁸⁹.

Par ailleurs, l'article de Stephanie Nebhay, reporter senior à *l'agence de presse Reuters*, révèle que des généraux de l'armée congolaise ont été activement impliqués dans l'exploitation et le commerce illicite des minerais. Des soldats gouvernementaux ont été à leurs

²⁸⁷ Stephen John Stedman, « Spoiler Problems in Peace Processes », *International Conflict Resolution After the Cold War (2000)*, The National Academies Press, 2018, p.178, 181, 178-224.

²⁸⁸ D'une part, un spoliateur intérieur signe les accords de paix, mais ne les respecte pas. Il boycotte souvent les élections et refuse de démobiliser ses soldats. Il s'exclut des négociations et utilise la violence pour attaquer le processus de paix. D'autre part, un spoliateur extérieur utilise la violence ouverte comme stratégie pour menacer la paix. Les tactiques préférées comprennent l'empoisonnement ou l'assassinat de modérés qui défendent une paix négociée, des massacres qui coïncident avec tout progrès vers un règlement négocié et la création d'alliances avec des membres de la force armée et de la police pour saboter tout accord.

²⁸⁹ Monique Mas, « République démocratique du Congo : la MONUC impuissante au Kivu », *RFI*, 12 juil.2005.

tour responsables de graves violations des droits de l'homme, notamment de viols et de pillages fréquents dans des camps de personnes déplacées qu'ils sont censés protéger. Ainsi, la journaliste insiste sur le fait que les forces onusiennes devraient organiser des patrouilles dans et autour des camps de personnes déplacées, en particulier la nuit et quand les femmes et les enfants quittent les camps pour chercher de la nourriture et du bois de chauffage²⁹⁰.

Comme modèle critique, il ressort de la place réservée à la nouvelle théorie des « Peace-spoilers » que le rétablissement difficile de la paix en RDC est dû à la présence des particuliers, des États et des Nations Unies elles-mêmes qui tirent profit de ce conflit.

Amnesty International souligne à cet effet que des dizaines de milliers de personnes ont commis des crimes horribles au Congo, alors qu'il n'y a eu que 12 procès depuis 1993 et seuls deux de ces procès avaient trait à des crimes commis entre mars 1993 et juin 2003²⁹¹. Dans cet ordre d'idée, le secrétaire général d'*Amnesty International* Salil Shetty considère que la publication du rapport des Nations Unies²⁹² qui répertorie les violations manifestes des droits humains en RDC constitue un premier pas important, mais des mesures concrètes doivent être prises afin de veiller à ce que les responsables de ces agissements soient tenus de rendre des comptes. Ainsi, Salil Shetty indique à son tour que :

« [...] Le cycle de la violence et des atteintes aux droits humains ne se brisera que si les auteurs de ces infractions au droit international ont à répondre de leurs actes. La publication de ce rapport doit marquer le début d'un processus visant à garantir l'obligation de rendre des comptes dans la région des Grands Lacs, et non sa fin. Le gouvernement congolais et les Nations Unies devrait constituer de toute urgence un groupe de travail chargé d'élaborer un plan global d'action à long terme en vue de mettre fin à l'impunité pour les crimes commis dans le pays pendant la décennie couverte par le rapport, ainsi que ceux qui continuent d'être perpétrés quotidiennement. [...] ²⁹³ »

De ce point de vue de M. Salil, on pourrait se permettre de porter des doutes sur la faisabilité d'un plan global d'action en vue de mettre fin à l'impunité pour les crimes commis depuis le début de la crise en 1998 d'autant plus que certains leaders politiques congolais sont

²⁹⁰ Stephanie Nebehay, "Amnesty urges MONUC to step up protection in Congo", *Reuters*, Dec 12, 2008.

²⁹¹ *Amnesty International*, « Il faut enquêter sur les crimes commis pendant une décennie en République démocratique du Congo », *Communiqué de presse*, 1 octobre 2010.

²⁹² Le 1^{er} octobre 2010, le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié le rapport de son Projet Mapping (état des lieux) sur les droits humains au Congo. Ce rapport de 581 pages traite des violations les plus graves des droits humains commises sur le territoire de la RDC entre mars 1993 et juin 2003.

²⁹³ *Amnesty International*, *Communiqué de presse déjà cité*.

impliqués dans l'armement et la direction des milices. Il s'agit alors d'une situation complexe dans les recherches de sortie définitive de crise en RDC.

Dans la même perspective, *Amnesty International* met en évidence l'incapacité du système judiciaire congolais à juger les responsables présumés de crimes de guerre en dépit d'efforts de réforme entrepris par la MONUC et le gouvernement congolais. L'organisme exhorte le gouvernement et la mission onusienne à consacrer davantage de ressources à la mise en place d'un système judiciaire indépendant et efficace. Il conclut que la région des Grands Lacs ne pourra retrouver la paix et la stabilité que si les auteurs d'atteintes aux droits humains sont tenus pour responsables sur le plan pénal, et si la vérité au sujet de ces violations est établie²⁹⁴.

On pourrait retenir que l'extension du conflit et l'incapacité de l'armée congolaise à faire face aux assaillants démontre des dysfonctionnements au niveau interne et remet en question le processus de réforme de l'armée tel qu'il était conduit par la MONUC. Néanmoins, la mission onusienne a quelquefois coopéré avec les autorités congolaises pour arrêter et extradier à la Cour Pénale Internationale (CPI), certains chefs rebelles accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, tels que Thomas Lubanga, Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga. Quant à Jean-Pierre Bemba, il a été arrêté le 24 mai 2008 à Bruxelles et Laurent Nkundabatware le 22 janvier 2009 à Kigali²⁹⁵.

De plus, l'organisme recommande au Conseil de sécurité d'empêcher certains États membres de l'ONU tels que les États-Unis, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et le Canada, qui profitent de la guerre en RDC pour y implanter des entreprises d'exploitation minières. Cela pourrait justifier le manque d'intérêt du Conseil à ne pas donner de suites concrètes aux rapports de groupe d'experts onusien qui mettent en évidence le lien entre les activités des entreprises multinationales et les groupes armés coupables de massacres et d'autres

²⁹⁴ *Human Rights Watch*, « L'ONU devrait déployer... », p. 3.

²⁹⁵ *Human Rights Watch*, « RD Congo: La CPI recherche un quatrième suspect. La Cour Pénale Internationale a levé les scellés pour un mandat d'arrêt contre Bosco Ntaganda », *Rapport* du 29 avril 2008, p. 8.

atrocités²⁹⁶. Le Conseil devrait également exiger des États membres de l'ONU de suspendre les transferts d'équipements, d'armes et de personnel dans les domaines militaire, de sécurité et de police destinés aux différentes parties au conflit ou aux diverses entités non gouvernementales disposant de forces armées impliquées dans le conflit en RDC²⁹⁷.

Dans cette optique, *Amnesty International* soutient qu'il existe bien un embargo décrété en mai 1994 par l'ONU sur les fournitures d'armes à destination des anciennes forces rwandaises, mais il demeure pour une large part inefficace. Ces forces continuent de se procurer des armes soit directement auprès de leurs alliés, soit indirectement en les prenant à leurs ennemis, notamment à l'Armée patriotique rwandaise (APR)²⁹⁸. On comprend toutefois que le Conseil a fortement investi dans le fragile processus de paix actuel en RDC, mais ses efforts ont abouti à un échec, car les motivations économiques liées à l'exploitation des ressources naturelles et à l'approvisionnement des rebelles en équipement de guerre ne sont pas rigoureusement abordé par la MONUC.

En outre, Juliette Prodhan, responsable d'*Oxfam* en RDC, a déclaré que l'accord de cessez-le-feu signé en juillet 1999 entre l'Angola, l'Ouganda, la Namibie, le Rwanda, le Zimbabwe et la RDC à Lusaka²⁹⁹ n'est pas parvenu à faire taire les armes. Ainsi, la population de l'Est du Congo continue à souffrir et à devoir fuir pour survivre. Les parties à cet accord doivent alors redoubler d'efforts en urgence afin de tenir les engagements pris avec la MONUC pour protéger des civils³⁰⁰. Les Nations Unies doivent à leur tour peser réellement sur les acteurs du conflit congolais en vue de trouver une sortie définitive à la crise. Il convient de noter

²⁹⁶ *Human Rights Watch*, « Congo : L'ONU doit aborder l'implication des entreprises dans le conflit », *Rapport* du 26 octobre 2003, p. 4.

²⁹⁷ *Amnesty International*, « RDC. La dignité humaine... », p. 72.

²⁹⁸ *Ibid.*, p. 57.

²⁹⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/1999/790 déjà cité*, p.1.

³⁰⁰ *Oxfam International*, « RD Congo : Le processus de paix fragile, des civils en danger. Plus de 200 morts et 150 000 déplacés depuis la signature de l'accord de paix en janvier », *Rapport* du 28 août 2008, p. 5. Voir aussi *Amnesty International*, « *Amnesty International* rappel à l'ONU de la nécessité d'une prise en compte des droits humains dans le futur traité sur le commerce des armes », *Rapport* du 8 octobre 2009, p. 2.

également que onusienne devrait se choisir des stratégies plus robustes visant à gérer efficacement tous les « spoliateurs » en vue d'établir une paix durable en RDC.

3.5. Penser aux recommandations

À l'issue de l'évaluation des actions menées par la MONUC en RDC, il est alors possible de formuler quelques recommandations, notamment en proposant des adaptations ou des réformes en vue d'améliorer les résultats des possibles missions de paix sur le territoire congolais. Pour sa part, Georgette Gagnon, directrice de la division Afrique de HRW a recommandé dans son rapport de décembre 2009 que Ban Ki-Moon devrait veiller à ce que les forces de la MONUC se concentrent sur la protection des civils³⁰¹. Dans leurs interventions, les casques bleus devraient aussi éviter de participer aux opérations menées par l'armée congolaise au cours desquelles les droits de l'homme sont systématiquement violés. La directrice a ainsi appelé le secrétaire général à déployer d'urgence un groupe d'experts indépendants en protection civile à l'Est du Congo afin d'examiner l'application effective du mandat de la MONUC dans ce domaine. Elle a encore recommandé que le groupe d'experts présente un rapport au Conseil de sécurité sur les attaques de grande envergure perpétrées par des groupes armés contre la population civile au cours de l'année 2008 dans l'Est du Congo et une évaluation de la stratégie et du système de protection des civils avant la fin du mandat de la mission en mai 2010³⁰².

HRW a suggéré également au Département des OMP de l'ONU et aux missions de maintien de la paix dans la région notamment la Mission de l'organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC), la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), la Mission des Nations Unies au Darfour (UNAMID) et la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS) de :

« [...] Créer de toute urgence un mécanisme efficace de coordination de l'ONU pour la protection des civils dans les régions touchées par la LRA entre les différentes missions de l'ONU, comprenant une

³⁰¹ *Human Rights Watch*, « ONU: L'intervention des forces de maintien de la paix au Congo doit être axée sur la protection des civils. Le Secrétaire général doit empêcher toute implication des casques bleus dans des crimes de guerre », *Rapport* du 23 décembre 2009, p. 3.

³⁰² *Human Rights Watch*, *Rapport déjà cité*.

coordination avec toutes les armées nationales concernées. Donner la priorité à l'amélioration de la coordination entre la MONUC et les armées congolaise et ougandaise. Désigner du personnel à plein temps pour servir de point focal sur les questions liées à la LRA dans chaque mission de maintien de la paix, afin de partager régulièrement des informations, des plans pour les opérations militaires et des déploiements pour la protection des civils. Augmenter de toute urgence le nombre de troupes de maintien de la paix ainsi que les effectifs civils de l'ONU dans les zones touchées par la LRA, en particulier dans le Haut et le Bas Uélé (Congo), et dans le Haut-Mbomou (RCA), et réévaluer de toute urgence le déploiement actuel des forces existantes pour élargir le nombre de bases de terrain temporaires dans le nord-est du Congo. [...] ³⁰³ »

Cette suggestion de HRW mérite d'être soulignée, car elle constitue une nouvelle approche que pourraient adopter les Nations Unies dans ses recherches des solutions à la crise congolaise. Le Secrétaire général de l'ONU pourrait donc instruire ses représentants qui opèrent au Congo, au Soudan, au Tchad et en République centrafricaine à développer une politique régionale globale afin de résoudre ce défi en matière de droits humains posé par la LRA et à renforcer la protection des civils. Les gouvernements des pays concernés pourraient eux aussi collaborer afin d'appréhender les commandants de la LRA recherchés par la CPI ainsi que d'autres individus ayant commis des crimes de guerre ou crimes contre l'humanité.

³⁰³ *Human Rights Watch*, « Le chemin de la mort. Atrocités commises par la LRA dans le Nord-est du Congo », *Rapport* du 28 mars 2010.

Conclusion

À la lumière des critères liés à l'application effective du mandat, à l'efficacité des actions des casques bleus sur le terrain et à l'effort de la MONUC pour faire respecter les droits de la personne, nous affirmons que le bilan de l'engagement onusien est fort mitigé. En effet, notre étude a mis en lumière des réussites de la mission, mais également des échecs.

D'une part, nous pouvons considérer que depuis son déploiement en 1999 jusqu'en 2001, la MONUC a réussi à sécuriser plusieurs zones d'instabilité et à expulser des troupes rwandaise, burundaise et ougandaise du territoire congolais. De plus, la mission onusienne a favorisé en 2002, la démocratisation et la réconciliation nationale à travers le dialogue intercongolais dont les résultats ont empêché le retour au maquis des ex-rebelles. Bien qu'entachées de beaucoup d'irrégularités, les élections présidentielles et locales de 2006 sont aussi comptées parmi les mérites indéniables de la seconde mission de l'ONU en RDC.

D'autre part, les abus causés par les casques bleus et leur inaction face aux graves violations des droits humains dans la province orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu sont des échecs cuisants de cette OMP. La MONUC montre aussi ses limites sur le fait que plusieurs responsables des groupes armés congolais et étrangers ne sont jamais poursuivis, malgré leurs crimes. En outre, le gouvernement congolais doit montrer une ferme volonté politique par laquelle les Nations Unies seront influencées à fin de se reprendre et d'apporter un appui total en faveur de la paix en République démocratique du Congo.

Finalement, en 2010, le Conseil de sécurité a décidé de remplacer la MONUC par la MONUSCO ou Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC³⁰⁴. La nouvelle mission a été autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat, à savoir garantir la protection des civils, du personnel humanitaire et aider l'État congolais à renforcer son autorité sur l'ensemble du territoire.

³⁰⁴ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 déjà citée*.

Chapitre 3. Le Congo à l'ère de la MONUSCO depuis 2010

Au cours de neuf années (1999-2010) de l'exercice du mandat de la MONUC, le pays dans son ensemble a connu une stabilité relative. Le déploiement des casques bleus dans les zones d'instabilité et l'engagement du gouvernement congolais à dialoguer avec les rebelles et les acteurs de l'opposition non armée ont été à la base du rétablissement de cette paix relative. Néanmoins, depuis 2010 à ce jour, les régions situées à l'Est du pays, notamment la province Orientale, Maniema, Nord-Kivu et Sud-Kivu restent encore aux prises avec la réapparition des groupes armés, les violations des droits de l'homme et les situations d'urgence complexes telles que la gestion de réfugiés, la flambée d'épidémies et la malnutrition. On se demande alors quels sont les facteurs qui déterminent la recrudescence des combats pendant la mise en application des objectifs et du mandat de la MONUSCO. La mission aurait-elle en pratique manqué à ses engagements officiels, ou du moins ne les aurait-elle mis en œuvre que partiellement, par manque de volonté politique ou manque de moyens ?

Pour ce faire, ce chapitre détermine d'abord les origines de la MONUSCO et les objectifs que l'ONU s'est assigné afin de résoudre définitivement ce conflit politique et de maintenir une paix durable en RDC. En suite, il étudie de nouvelles actions militaires, diplomatiques et politiques posées par la MONUSCO en vue de restaurer et de consolider la paix dans toute l'étendue du territoire congolais. Enfin, il évalue le bilan des actions de l'actuelle mission, et ce, grâce à l'expression de la population locale et à l'analyse de certains journaux africains et internationaux et à l'examen des rapports émis par les ONG, notamment *Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam International* sur la situation sociale et politique du pays. Comme mentionnées dans l'introduction et les précédents chapitres, les indicateurs de cette évaluation sont liés à la pertinence des objectifs visés, à la mise en œuvre du mandat et à l'efficacité des actions posées par les casques bleus en vue de réduire la violence et favoriser la démocratisation.

1. De la MONUC à la MONUSCO : la genèse d'un nouvel engagement

La MONUSCO tire ses origines dans les faillites des actions posées par la MONUC. L'organisation internationale fait reposer ses nouveaux objectifs sur une unité d'aspirations en vue d'aider la RDC à relever ses défis de stabilisation et de faire face aux vagues de violences résultant du jeu complexe de facteurs politiques, sociaux et économiques.

1.1. Les origines de la MONUSCO

En raison de la présence active des groupes armés et de l'échec des processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des rebelles, la province Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu sont restées des foyers de tension. Cette faillite s'explique par le fait que plusieurs anciens militaires du régime de Mobutu et des ex-rebelles n'ont pas pu être incorporés au sein des forces armées congolaises. De plus, les anciens combattants qui avaient choisi de se démobiliser n'ont pas bénéficié de l'assistance prévue pour leur réinsertion socio-économique dans les communautés³⁰⁵. La complexité et la lenteur de ces processus ont favorisé le développement de mouvements armés dont les plus dangereux sont les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) dirigées par Ignace Murwanashyaka, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dirigée par Joseph Kony, les Forces démocratiques alliées (ADF) dirigées par Jamil Mukulu et les Maï Maï conduits par William Amuri Yakutumba. Ces groupes armés qui visent à renverser le gouvernement central congolais sont responsables de graves violations des droits de l'homme, et que la présence des forces onusiennes était nécessaire en vue de pacifier les trois provinces en tensions récurrentes et de renforcer l'autorité de l'État sur tout le territoire congolais.

En outre, comme nous l'avons démontré dans le deuxième chapitre, on se permettrait de croire que les revendications de la population, les articles émis par des médias et les rapports établis par des ONG sur les réussites et les faillites de la MONUC ont contribué, d'une manière

³⁰⁵ Thomas Poulin, « Historique de l'opération MONUSCO », *Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP)*, Université de Montréal, avril 2013. Consulté le 15 avril 2017. <http://www.operationspaix.net/110-historique-monusco.html>

ou d'une autre, à la reconfiguration de la mission par le Conseil de sécurité. De plus, en juin 2009, à la suite d'une évaluation des accusations de certains casques bleus convaincus d'abus sexuels sur des filles et des trafics d'armes et de munitions avec les milices³⁰⁶, le président Joseph Kabila a demandé que des troupes onusiennes se retirent progressivement de la RDC.

Toutefois, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a pris acte de cette demande dans son rapport de mars 2010 et il a souligné qu'un retrait prématuré des troupes de la MONUC risque de provoquer une résurgence de la violence et d'anéantir tous les efforts consentis jusqu'à là³⁰⁷. Ainsi, en mai 2010, le Conseil de sécurité décide d'établir la MONUSCO ou Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC, en remplacement de la MONUC. La nouvelle mission est autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat à savoir garantir la protection des civils et aider l'État congolais à renforcer son autorité sur l'ensemble du territoire³⁰⁸. Il est donc essentiel d'examiner sérieusement les buts et les fonctions que la mission onusienne devrait réaliser.

1.2. Les objectifs de la MONUSCO

Le cadre de la gestion de l'État par un gouvernement dont la légitimité est contestée et la présence des groupes armés étrangers et congolais dans le pays posent des graves problèmes d'instabilité et d'insécurité. En effet, de novembre 2009 à février 2010, plus de 850 000 réfugiés se sont enregistrés au Nord-Kivu suite aux attaques menées par les FDLR et la LRA venue de l'Ouganda voisin. Dans la province Orientale, on a estimé à 300 000 le nombre de déplacées et le Fonds des Nations Unies pour la population a recensé 15 297 cas de violences sexuelles faites aux femmes et filles³⁰⁹. Dans la province de l'Équateur, à la suite des attaques lancées par les

³⁰⁶ Pour de plus amples renseignements, lire la dernière section de notre deuxième chapitre.

³⁰⁷ ONU, *Trente et unième rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*, 30 mars 2010.

³⁰⁸ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925* du 28 mai 2010, p. 3.

³⁰⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2010/164 précité*, p. 18.

insurgés Enyele³¹⁰, 600 000 personnes ont été déplacées, 114 000 ont passé la frontière de la République du Congo voisin et 18 000 autres se sont réfugiés en République centrafricaine³¹¹. Nous soulignerons aussi que selon le rapport émis en mars 2009 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 87,7 % de la population vivant en RDC est en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,25 dollar par jour³¹². Par ailleurs, en février 2010, le journal *New York Times* a porté le compte de morts à 6,9 millions³¹³.

En vertu de la Charte des Nations Unies, cette situation préoccupante d'insécurité et de pauvreté des Congolais a poussé le Conseil de sécurité à décider finalement à travers la *Résolution 1925* que les reconfigurations de la MONUSCO seront désormais fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la réalisation de ses objectifs à savoir :

« [...] Achever les opérations militaires en cours dans les Kivus et la province Orientale et réduire ainsi le plus possible la menace que constituent les groupes armés et rétablir la stabilité dans les zones sensibles. Améliorer les moyens dont dispose le gouvernement de la RDC pour protéger efficacement la population en le dotant de forces de sécurité durables qui seront amenées à reprendre progressivement les fonctions de la MONUSCO en matière de sécurité. Renforcer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire par la mise en place dans les zones libérées des groupes armés d'une administration civile congolaise, en particulier d'une police, d'une administration territoriale et d'organes garants de l'état de droit. [...] »³¹⁴

On peut déjà admettre que sur le territoire congolais, l'applicabilité de ce contenu reste complexe à cause de l'attitude belliqueuse des protagonistes qui violent souvent leurs engagements et de la persistance des groupes armés appuyés par des leaders politiques congolais et des responsables étrangers. La performance de la mission reste plus complexe dans la mesure où la nouvelle mission a pris la relève avec la même structure, le même personnel onusien et les mêmes acteurs nationaux et internationaux.

³¹⁰ La rébellion Enyele avait commencé en octobre 2009 dans la localité de Dongo. Elle trouve ses origines dans un différend sur des droits de terre et d'étang entre la communauté de Lobala, dont les Enyele font partie et celle de Monzaya. En décembre de la même année, l'insurrection s'est intensifiée et elle a pris la forme d'un défi armé au pouvoir central de Kinshasa. Les Enyeles revendiquent une large autonomie de la province de l'Équateur. Ils accusent le gouvernement congolais de se référer aux 32 années de dictature de l'ex-président Mobutu, originaire de la province de l'Équateur, pour persécuter les ressortissants de cette région.

³¹¹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2010/164 déjà cité*, p. 16.

³¹² PNUD, « *Pauvreté et Conditions de vie des Ménages en RDC* », *Rapport* du mars 2009.

³¹³ Nicholas D. Kristol, "The World Capital of Killing", *New York Times*, February 6, 2010.

³¹⁴ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 adoptée à la 6324^e séance*, le 28 mai 2010, p. 4.

1.3. Les mandats de la MONUSCO

Dans le but d'atteindre ses visées, le Conseil de sécurité a décidé que la MONUSCO aura le mandat de protéger des civils et de consolider la paix. En premier lieu, le Conseil a affirmé que la protection des civils, du personnel humanitaire et du personnel chargé de défendre les droits de l'homme doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles³¹⁵. On comprend qu'on parle ici des principes, mais il est essentiel de voir par la suite le résultat qui se produit sur le terrain.

En second lieu, le Conseil de sécurité a décidé que la MONUSCO aura également le mandat de stabiliser et de consolider la paix en RDC. La charge de la nouvelle mission repose alors sur les actions suivantes :

« [...] Soutenir, en étroite coopération avec les autres partenaires internationaux, l'action que mènent les autorités congolaises pour renforcer et réformer les institutions de sécurité et l'appareil judiciaire. Aider le gouvernement de la RDC à renforcer ses capacités militaires, y compris la justice militaire et la police militaire. Appuyer, en étroite coopération avec d'autres partenaires internationaux, l'action que mène le gouvernement congolais pour renforcer l'autorité de l'État sur le territoire libéré des groupes armés. Apporter un soutien technique et logistique pour l'organisation d'élections nationales et locales. [...] ³¹⁶ »

En définitive, on peut bien comprendre que le double mandat de la MONUSCO qui vise à protéger des civils dans la province Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu en tension, s'applique de façon concomitante à la consolidation de la paix dans les neuf autres provinces dont la sécurité a été relativement retrouvée. Il convient de noter que c'est au travers de stratégies militaires, d'accords diplomatiques et de négociations politiques que la capacité d'exécution des objectifs et du mandat de la mission sur le territoire congolais reste à démontrer.

2. Le plan onusien pour la stabilisation et la reconstruction de la RDC

Pour la mise en œuvre de son mandat, la MONUSCO a déployé des équipes mixtes afin de mener des opérations militaires, piloter des pourparlers diplomatiques et coordonner les négociations politiques.

³¹⁵ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*, p. 5.

³¹⁶ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/RES/1925 déjà citée*, p. 6.

2.1. Les forces de la MONUSCO en phase d'action sur le terrain

En sus des composantes civile, judiciaire et pénitentiaire appropriées, le Conseil de sécurité a décidé que la MONUSCO déploie un effectif maximal de 19 815 soldats, 760 observateurs militaires, 391 fonctionnaires de police et 1 050 membres d'unités de police constituées³¹⁷. On se rappelle que de graves problèmes de sécurité que soulève la RDC se présentent plus particulièrement dans la province Orientale et celle du Nord et du Sud-Kivu. Ces régions sont marquées par la présence continue de groupes armés et le risque d'une résurgence des conflits avec le retour de personnes déplacées et réfugiées. De plus, elles souffrent de l'exploitation illicite des minerais et de la nécessité d'asseoir l'autorité de l'État.

Dans cet ordre d'idées, la mission a travaillé de concert avec les autorités congolaises sur un projet visant à développer les capacités de formation de la police nationale et de la force armée de la République démocratique du Congo (FARDC)³¹⁸. Ainsi, en 2013, la MONUSCO a conduit 11 opérations dans la province du Sud-Kivu³¹⁹ et 17 dans la province du Nord-Kivu³²⁰. Selon Martin Kobler³²¹, ces opérations visent à contrôler le terrain, consolider les acquis de la débâcle de la rébellion du M23, interdire les activités des rebelles. Elles ont également pour but de surveiller les frontières congolaises, collecter des informations sur les FDLR et les différents groupes Mai-Mai ainsi que de rassurer et de protéger les populations civiles³²². Il est ici intéressant de mentionner que dans le Nord-Kivu, l'opération « Sukola I » dirigée par les

³¹⁷ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution S/RES/1925 déjà citée*, p. 3.

³¹⁸ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 24 octobre 2011, p. 5.

³¹⁹ Les opérations menées par la MONUSCO au Sud Kivu sont : « Kimbilio salama » (Refuge sûr), « Safeguard » (Protection), « Mkesha », « Amani ya kudumu » (La paix durable), « Swift shield » (Protection rapide), « Outreach » (Longue portée), « Restoration of roads » (Réhabilitation des axes), « South sailboard » (Navigation vers le Sud), « Safe water II » (Eaux sûres II), « Safari majini » (Navigation sûre) et « Okoa » (Sauvetage).

³²⁰ Ces opérations sont notamment « Goma Usalama » (La paix à Goma), « Seema Suraksha » (Surveillance des régions frontalières), « Amani Kisiwa », « Rutshuru Amani » (La paix à Rutshuru), « Lushali », « Blue gaze » (Regard bleu), « Amani Mbau » (La paix à Mbau), « Usalama Pinga » (La paix à Pinga), « Chaukas », « Wide awake » (Réveil total), « Iron wall » (Mur de fer), « Silver bullet » (Balle d'argent), « Silent gun » (Arme silencieuse), « Blue shield » (Bouclier bleu), « Blue helmet » (Casque bleu), « Velvet fist » (Poing en velours) et « Vigil » (Surveillance).

³²¹ Le 10 juin 2013, le diplomate allemand, Martin Kobler, succède Roger Meece pour assumer les fonctions de représentant spécial de Ban Ki-Moon en RDC. Voir ONU, Secrétaire général, *Lettre datée du 6 juin 2013, adressée au président du Conseil de sécurité*, 10 juin 2013, p.1.

³²² ONU, Représentant spécial du secrétaire général en RDC, *Conférence de presse*, 25 juin 2014.

FARDC et appuyée par la MONUSCO a conduit à l'élimination de l'un des principaux camps des rebelles des forces démocratiques alliées (FDA). On notera également qu'en dépit de progrès accomplis et de l'arrestation de son leader Jamil Mukulu³²³, les FDA conservait toujours leurs capacités de destruction³²⁴.

En outre, l'opération « Sukola II » qui était lancée unilatéralement par les FARDC a permis que 14 territoires du Nord-Kivu et 21 du Sud-Kivu précédemment occupés par les FDLR soient libérés. De plus, 162 combattants des FDLR avaient été capturés, 62 s'étaient rendus et 13 avaient été tués³²⁵. Quelque 212 anciens membres de groupes armés congolais dont 46 ex-combattants, 147 enfants-soldats et 19 personnes à charge s'étaient volontairement inscrits au programme de DDRR. De même que 113 membres de groupes armés étrangers, dont 51 ex-combattants, 4 enfants-soldats et 58 personnes à charge³²⁶.

Il convient de noter cependant que ce bilan n'a pas été confirmé par la MONUSCO, car le rapport établi en décembre 2015 par Ban Ki-Moon fait remarquer que l'opération « Sukola II » a été exécutée sans l'appui des casques bleus en raison de la présence des généraux congolais qui se seraient rendus responsables de diverses violations des droits de l'homme³²⁷. Ces militaires auraient aussi effectué des trafiques illicites d'armes, d'or et de diamant. Toutefois, on peut se permettre de croire que la politique de soutien conditionnel de la MONUSCO a conduit les combattants congolais à changer leurs comportements et à atteindre les objectifs de leurs opérations militaires.

³²³ Jamil Mukulu était le chef suprême de la rébellion islamiste ougandaise des forces démocratiques alliées (ADF). Il est cependant l'un des miliciens les plus recherchés par le gouvernement congolais et les plus sanguinaires du Nord-Kivu. En 2001, sa rébellion était placée par les États-Unis sur la liste des organisations terroristes. Ce seigneur de guerre était également visé par des sanctions de l'Union européenne. Il était arrêté le 20 avril 2015 par les services de sécurité tanzaniens à Kagezi, à la frontière entre le Kenya et la Tanzanie.

³²⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 26 juin 2015, p. 4.

³²⁵ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2015/486 déjà cité*, p. 5.

³²⁶ *Ibid.*, p. 14.

³²⁷ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 24 décembre 2015, p. 6.

En 2016, le service de la lutte antimine de la MONUSCO a continué à protéger les civils et à stabiliser la situation en détruisant 5 645 restes explosifs de guerre, 470 armes et 21 608 munitions de petit calibre³²⁸. On retiendra également qu'au-delà des outils militaires mis à la disposition de cette brigade spécialisée, le Conseil a autorisé aussi l'utilisation de drones et de radars. Il s'agit de la toute première fois que l'ONU expérimente le système aérien de défense non armé dans ses opérations de maintien de la paix. Contrairement aux engins terrestres, ce système couvre rapidement et complètement le terrain et réduit l'exposition des casques bleus aux dangers imminents³²⁹. Bien que les drones et les radars augmentent la capacité de surveillance des casques bleus et renforcent leur capacité à surveiller les activités des rebelles, l'utilisation de cette logistique fera l'objet d'une critique dans la troisième section de ce chapitre qui parlera de l'évaluation des actions de la MONUSCO.

En définitive, on peut noter que les opérations militaires conjointes menées par les casques bleus et les FARDC ont semblé porter fruit. Le climat sécuritaire a été jugé relativement calme dans les trois provinces en tension récurrente. Toutefois, les motivations des différents groupes armés sont variées et une solution purement militaire ne pouvait pas régler le conflit congolais. Il importe alors de procéder à une analyse plus approfondie des actions diplomatiques capables de mettre un terme à cette longue crise.

2.2. La MONUSCO en phase de négociations et de médiations entre les belligérants

Parallèlement à la mise sur pied de la phase militaire et de la mise en branle de leurs actions sur le terrain, la MONUSCO a employé aussi une stratégie diplomatique visant à réconcilier les parties opposées. Il s'agit du gouvernement de la RDC et les groupes armés nationaux et étrangers soutenus par les États voisins tels que le Rwanda, le Burundi, et l'Ouganda. Il sera ici important d'analyser l'état des négociations et de tirer les conclusions

³²⁸ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 3 octobre 2016, p. 11.

³²⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 28 juin 2013, p. 7.

nécessaires sur l'action médiatrice de la MONUSCO. En effet, le Conseil de sécurité a fait remarquer que l'amélioration des relations instaurées entre la RDC et les États voisins demande à tous les pays des Grands Lacs, d'unir leurs efforts pour consolider durablement la paix dans l'Est du Congo, notamment sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. De fait, le Conseil a engagé le gouvernement congolais et celui du rwandais à :

« [...] travailler ensemble et à s'entendre sur un ensemble clairement défini d'objectifs finaux à l'égard des Forces démocratiques de libération du Rwanda, dans le cadre d'une approche multidimensionnelle. Demande aux organismes des Nations Unies et aux partenaires internationaux de concentrer leurs efforts pour aider le Gouvernement de la RDC à améliorer les conditions nécessaires pour assurer une protection des civils efficace et un développement durable dans le pays. [...] ³³⁰ »

Au regard de cette *Résolution*, le 2 juin 2010 à Entebbe en Ouganda, les représentants spéciaux du secrétaire général aux missions des Nations Unies en RDC, en République centrafricaine, au Tchad, au Soudan et les chefs du Bureau intégré de l'ONU pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et un haut-représentant de l'opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour se sont rencontrés pour examiner la menace que posait les rebelles de la LRA dans la région et coordonner leurs efforts pour lutter contre ce groupe armé. Les participants ont convenu d'intensifier leur coopération et le partage d'informations, notamment en mettant en place des interlocuteurs dans chaque mission et une cellule de coordination intermissions sur la LRA à la MONUSCO³³¹.

Dans la même veine, le 27 juillet, les chefs des états-majors de la défense de la RDC, de l'Ouganda et de la République centrafricaine ont rencontré le commandant de la force de la MONUSCO et ont convenu de créer un centre commun de renseignements et d'opérations, chargé de coordonner les actions envisagées contre la LRA³³². Par ailleurs, le 29 octobre, l'Ouganda, la RDC et le HCR ont signé à Kampala un accord tripartite visant à faciliter le retour

³³⁰ ONU, Conseil de sécurité, *États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Ouganda et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution*, 27 mai 2010, p. 4.

³³¹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2010/512 précédemment cité*, p. 5.

³³² ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2010/512 déjà cité*, p. 5.

de réfugiés congolais en provenance de l'Ouganda³³³. Il convient ici de souligner la complexité de la phase de sortie de crise telle que proposée et menée par la MONUSCO, car il s'agit d'une crise à double facette qui revêt aussi bien le caractère d'un conflit armé national et international au regard de l'implication des nombreux pays et des organisations internationales. On peut donc estimer que c'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité a invité l'Union Africaine (UA) et toutes les organisations sous-régionales compétentes à s'employer davantage à soutenir les efforts de stabilisation en RDC³³⁴.

Quant à Mary Robinson, l'envoyée spéciale du secrétaire général pour la région des Grands Lacs, a apporté son concours à Crispus Kiyonga, « médiateur » du dialogue de Kampala³³⁵. Son appui a été réalisé avec une étroite collaboration de Russ Feingold, envoyé spécial des États-Unis d'Amérique pour la région des Grands Lacs, Boubacar Diarra, représentant spécial de l'Union africaine pour la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, coordonnateur de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Martin Kobler, chef de la MONUSCO. Mme Robinson est entrée également en contact avec les présidents Kabila, Kagame et Museveni plus d'une fois pour les prier de rester acquis à l'idée d'un règlement pacifique du conflit³³⁶. Les résultats de leurs entretiens ont donc contribué à apaiser les tensions et à empêcher momentanément le conflit de s'étendre à l'ensemble de la région.

Par ailleurs, l'envoyée spéciale du secrétaire général a effectué plusieurs visites dans des pays de la région des Grands Lacs ou proches de celle-ci pour promouvoir l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération entre la RDC et d'autres pays membres de la Conférence

³³³ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 17 janvier 2011, p. 7.

³³⁴ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1991 adoptée à sa 6568^e séance*, le 28 juin 2011, p. 2.

³³⁵ Le médiateur du dialogue de Kampala, le Dr. Crispus Kiyonga était ministre de la défense du gouvernement ougandais. Il était choisi par les chefs d'État de la région des Grands Lacs pour faciliter les négociations entre le gouvernement congolais et le M23. On se rappellera cependant que l'ONU et le gouvernement congolais accusent régulièrement le Rwanda et l'Ouganda de soutenir le M23.

³³⁶ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2013/773 précité*, p. 6.

internationale sur la région des Grands Lacs³³⁷. Elle s'est rendue également à Goma, dans la province du Nord-Kivu, où elle a consacré, avec les experts militaires du mécanisme conjoint de vérification élargi, une réunion au renforcement dudit mécanisme³³⁸.

Dans la même optique, Martin Kobler et Mary Robinson ont accompagné le vice-secrétaire général, Jan Eliasson, à la troisième réunion de haut niveau du mécanisme de suivi régional, tenue à Addis-Abeba en marge du 20^e sommet de l'Union africaine. Le vice-secrétaire général a souligné la nécessité de mettre en œuvre une stratégie globale pour traiter les causes profondes du conflit dans la région et de s'efforcer de manière collective de promouvoir le dialogue politique dans la région. Dans le communiqué final de la réunion, les membres du mécanisme de suivi régional se sont à nouveau engagés à appliquer l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région qui prévoit la tenue d'un dialogue national et des élections locales, provinciales et sénatoriales³³⁹.

Dans cette optique, le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa *Résolution 2198*, a demandé à nouveau que :

« [...] tous les signataires honorent rapidement, intégralement et en toute bonne foi les engagements qu'ils ont pris dans cet accord, en vue de remédier aux causes profondes du conflit et de mettre fin aux cycles récurrents de violence. Rappelle les liens entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, y compris le braconnage et le trafic d'espèces sauvages, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, un des principaux facteurs venant alimenter et exacerber les conflits dans la région des Grands Lacs. Préconise la poursuite de l'action que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les gouvernements intéressés mène à l'échelle régionale pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, et souligne à cet égard l'importance que revêt la coopération régionale. [...] ³⁴⁰ »

³³⁷ Les États signataires de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud et la Zambie. En outre, quatre organisations intergouvernementales sont garantes de cet accord-cadre. Il s'agit de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), l'ONU et l'UA. Pour de plus amples informations, lire S/2013/119, S/2013/131.

³³⁸ ONU, Secrétaire général, *Rapport 2013/773 déjà cité*, p. 7.

³³⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 5 mars 2014, p. 8.

³⁴⁰ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 2198 adoptée à sa 7371^e séance*, 29 janvier 2015, p. 2, 4.

Il sied de mentionner ici que suite à l'absence de progrès concret, le Conseil de sécurité, les témoins de l'accord-cadre et les gouvernements des pays de la région ont continué à exercer des pressions diplomatiques sur les FDLR pour les persuader de déposer les armes pacifiquement³⁴¹.

En somme, les efforts diplomatiques de l'ONU en faveur de la résolution du conflit congolais ont abouti principalement à la signature de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et les pays des Grands Lacs. Toutefois, il est important de souligner que les revendications variées et difficiles à cerner des antagonistes ont réduit les résultats de l'action médiatrice de la mission onusienne. La pression internationale est telle que les responsables des groupes rebelles se sentent obligés de signer des accords de paix alors qu'au fond d'eux-mêmes, ils ne sont pas persuadés du bien-fondé de ces ententes. De fait, on peut se permettre de croire que la véritable réconciliation ne s'impose pas de l'extérieur. Elle doit donc se construire de l'intérieur, par les acteurs concernés. Ce qui justifie en partie la nécessité pour la MONUSCO de trouver une sortie de crise par des voies politiques durables, appuyée par les partenaires régionaux.

2.3. Vers les voies légales et démocratiques de sortie de conflit

Au-delà de la mobilisation des outils diplomatiques, la MONUSCO a mené aussi des actions politiques en vue de trouver une solution définitive à la crise congolaise. En effet, ces actions ont conduit à la tenue des élections et à la facilitation d'un dialogue entre les parties prenantes nationales. Ainsi, sous forme des soutiens techniques et logistiques, le Conseil a exigé de la MONUSCO d'apporter son concours à l'organisation et à la tenue de ces scrutins qui sont des conditions *sine qua non* de consolidation de la démocratie, de la réconciliation nationale et de la restauration d'un climat de sécurité dans lequel la stabilisation et le développement socioéconomique peuvent progresser³⁴².

³⁴¹ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 10 mars 2015, p. 3.

³⁴² ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 déjà citée*, p. 7.

Malgré des vives tentions et des difficultés logistiques considérables, les scrutins présidentiel et législatif ont commencé le 28 novembre 2011. Le 9 décembre, la Commission électorale indépendante (CEI) a annoncé les résultats provisoires selon lesquels le président Kabila avait obtenu 8 880 944 voix, soit 48,95 % des suffrages. Il est suivi de Tshisekedi avec 5 864 775 voix soit 32,33 % et de Kamerhe avec 1 403 372 voix soit 7,74 %³⁴³. Le 2 février 2012, la CEI a publié les résultats de 483 sièges sur les 500 que compte l'Assemblée nationale. En raison d'importantes irrégularités, la CEI a annulé les résultats des 17 sièges³⁴⁴.

Sans plus tarder, dans son communiqué du 10 décembre, le centre Carter³⁴⁵ a déclaré que le processus électoral manquait de crédibilité en raison de plusieurs irrégularités constatées dans son déroulement, tout en indiquant que celles-ci n'avaient pas nécessairement d'incidence sur les résultats rendu par les urnes. Le 13 décembre, la mission d'observation électorale de l'Union européenne soutien dans son communiqué que la collecte, le regroupement et la publication des résultats manquent de transparence et sont entachés des irrégularités. Tout en déplorant les violences liées à ces scrutins, la Conférence épiscopale nationale du Congo et d'autres organisations de la société civile ont également critiqué les irrégularités et le manque de transparence des opérations électorales³⁴⁶.

Quant aux réactions des partenaires internationaux de la RDC, elles ont été mitigées. D'une part, la Belgique, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont rendu publiques des déclarations qui expriment de sérieuses réserves devant les irrégularités observées dans le processus électoral tout en notant que le résultat final ne pouvait pas être changé. D'autre part, l'Afrique du Sud et l'Angola se sont félicités que les opérations électorales aient été menées à bonne fin compte tenu des importantes difficultés logistiques rencontrées. Le 20 décembre,

³⁴³ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2012/65 déjà cité*, p. 3.

³⁴⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2012/355 déjà cité*, p. 2.

³⁴⁵ La Fondation Carter (*Carter Center*) est une fondation créée en 1982 par le président des États-Unis Jimmy Carter. Elle milite notamment pour la résolution pacifique des conflits, l'observation des élections, la défense et l'avancée des Droits de l'homme, la protection de l'environnement ainsi que l'aide au développement.

³⁴⁶ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2012/355 déjà cité*, p. 2.

Joseph Kabila a été proclamé finalement président de la République par le président de la Cour suprême pour un deuxième mandat de cinq ans³⁴⁷. Dans cette optique, Ban Ki-Moon affirme dans son *Rapport* du 26 janvier 2012 que :

« [...] J'engage vivement la Commission électorale indépendante à s'employer, en étroite concertation avec les partenaires congolais et internationaux, à remédier aux irrégularités relevées par un certain nombre d'observateurs dans les élections présidentielles et législatives et à prendre rapidement les mesures correctives qui s'imposent. Il lui faudra notamment procéder à un examen approfondi du processus électoral et mettre à profit ses résultats et les enseignements qui en seront tirés... J'encourage également toutes les parties à recourir aux mécanismes juridiques et de médiation existants pour régler les dernières contestations électorales. [...] ³⁴⁸ »

Il est ici important de souligner que les élections devraient être l'occasion de consolider la stabilité et les acquis de la paix et du développement. Elles ont par contre créé un environnement politique caractérisé par une certaine méfiance à l'égard des représentants et des institutions politiques du pays. La situation en matière de sécurité dans l'Est du pays s'est détériorée davantage à la suite de désertions de certains militaires des FARDC³⁴⁹. Les principales institutions, comme le parlement et les coalitions politiques paraissent de plus en plus fragmentées. Les manœuvres politiques et les luttes intestines nuisent à la cohésion et à la réalisation d'un consensus. Néanmoins, à la suite du discours prononcé devant l'Assemblée nationale et le Sénat réunis, le président Kabila a ordonné au premier ministre Matata de former un gouvernement d'union nationale composé de membres issus de la majorité, de l'opposition et de la société civile. Tout en favorisant la décentralisation, la nouvelle équipe aura notamment pour priorités de rétablir la paix et l'autorité de l'État dans tout le pays³⁵⁰.

En outre, dans la *Résolution 2147*, le secrétaire général a demandé à M. Kobler de promouvoir un dialogue politique transparent et sans exclusive avec toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation³⁵¹. La sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la commission de l'Union africaine (UA), a fait savoir qu'Edem Kodjo, ancien

³⁴⁷ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2012/65 précité*, p. 4.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 17.

³⁴⁹ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2012/355 précédemment cité*, p. 1.

³⁵⁰ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2013/773 déjà cité*, p. 8.

³⁵¹ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 2147 adoptée à sa 7150^e séance*, 28 mars 2014, p. 8.

premier ministre du Togo et membre du groupe des sages de l'UA, faciliterait le forum national qui s'est achevé le 18 octobre par la signature d'un accord politique³⁵² entre la majorité présidentielle et une partie de l'opposition. Une autre parcelle de l'opposition n'a cependant pas signé, car elle a interprété cette disposition comme une tentative de retarder les élections de 2016 en vue de permettre au président Kabila de rester au pouvoir au-delà de son second et dernier mandat³⁵³. La plénière du dialogue a confirmé que le prochain premier ministre sera issu de l'opposition et que l'actuel chef de l'État Joseph Kabila va continuer à exercer ses fonctions malgré l'expiration de son mandat. Il devrait donc attendre l'installation effective d'un nouveau président de la République issu des scrutins d'avril 2018³⁵⁴.

En définitive, on peut considérer que le renforcement de la gouvernance démocratique et la consolidation des institutions publiques sur l'ensemble du territoire congolais constituent des défis majeurs pour la RDC et ses partenaires internationaux. L'espace politique congolais qui sort de 32 années de parti unique puis d'instabilité politique devait d'abord apprendre la démocratie avant de l'instituer. Il sied d'affirmer finalement que l'ONU a mené des grandes actions militaires, diplomatiques et politiques pour rétablir la paix au Congo. Toutefois, un bilan issu d'une appréciation des actions de la MONUSCO nous permettra de mieux comprendre les effets de ses stratégies sur la population congolaise.

3. L'évaluation des actions de la MONUSCO par les organismes non gouvernementaux, les médias et les populations congolaises

Comme dans les précédents chapitres, les critères qui ont sous-tendu l'édification de ce bilan sont liés à la pertinence des objectifs visés, à la bonne exécution du mandat, à la perspective de la population locale et à l'efficacité des actions posées par les casques bleus en vue de réduire la violence et favoriser la démocratisation. En effet, de 2010 à 2017, les

³⁵² Cet accord politique comporte 12 chapitres repartis en 25 articles. Ces articles traitent notamment du fichier électoral, du calendrier électoral, de la sécurisation du processus électoral, des personnes et des biens, du budget ainsi que des mesures de confiance et de la composition du comité de suivi de l'accord issu du dialogue.

³⁵³ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/2013/773 précédemment cité*, p. 2.

³⁵⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2016/1130* du 29 décembre 2017, p. 2.

témoignages des congolais, les articles des médias africains et étrangers et les rapports des ONG de défense des droits de l'homme et de lutte contre la pauvreté ont révélé que l'engagement de l'ONU dans sa mission pour la stabilisation en RDC présente des satisfactions, mais aussi des limites.

3.1. Les réalisations de la MONUSCO

Les effets de la mission onusienne en RDC sont plus remarquables dans la tenue des élections, l'organisation des dialogues et le renforcement de la sécurité des populations.

3.1.1. Enfin des élections libres et démocratiques !

Conformément à son mandat, la MONUSCO a assuré à la CENI un appui logistique dans les domaines du déploiement de matériel électoral, de la formation des agents et de la police nationale congolaise et de la sécurisation du scrutin. Sous cet aspect, le général Raus Chalwe, commissaire divisionnaire de la police dans la province de Bas-Congo avance que :

« Le soutien de la MONUSCO à l'ensemble du processus électoral a été très remarquable. En termes d'appui logistique, la MONUSCO a contribué efficacement aux opérations de déploiement des kits électoraux à travers le territoire national, surtout dans les milieux difficiles d'accès, notamment par voie routière. Quant à la protection des civils, la présence du personnel de la MONUSCO a toujours rassuré la population. S'agissant de la formation, la MONUSCO a beaucoup appuyé la Police nationale au renforcement des capacités de ses cadres et agents.³⁵⁵ »

Dans le même ordre d'idées, Claudine Bela, directrice du centre d'études et de recherche pour les droits des femmes dans la province orientale déclare que :

« L'appui de la MONUSCO a été très positif que ce soit dans le cadre de l'appui logistique, dans le cadre de la protection des civils ou des différentes formations qu'elle a proposées. Si on s'en tient au seul processus électoral, il y a lieu de reconnaître le travail abattu par la MONUSCO, surtout dans le transport et le déploiement du matériel électoral ainsi que du personnel, dans la formation des acteurs politiques et de ceux de la société civile pour la tenue d'élections apaisées. La MONUSCO s'est distinguée dans ses actions et nous ne pouvons que la féliciter. Sans la MONUSCO, beaucoup de milieux ruraux n'auraient pas pu recevoir les kits électoraux. Et par conséquent les élections n'auraient pas pu avoir lieu.³⁵⁶ »

Il convient de louer les efforts que la mission onusienne a réalisés pour assurer l'organisation du processus démocratique et électoral, car pour l'ONU, ce mécanisme était un garant de la paix civile dans le pays. Ses actions ont conduit exclusivement à la facilitation d'un

³⁵⁵ Maïmouna Traoré, « Appui de la MONUSCO au processus électoral », *Écho de la MONUSCO*, Volume 1, n°5, Décembre 2011 - Janvier 2012, p. 17, 1-24.

³⁵⁶ Maïmouna Traoré, *art cit.*, p. 19.

dialogue entre les parties prenantes nationales et à la formation d'un gouvernement d'union nationale et à la tenue en temps voulu des élections pacifiques et ouvertes à tous, conformément à la constitution et aux normes internationales. On pourrait souligner cependant que la quasi-inaction de l'ONU et des puissances occidentales face à la situation de fraude électorale congolaise est tout à fait décevante.

3.1.2. Effort conséquent pour renforcer la sécurité

Dans son rapport de septembre 2010 sur le renforcement de force onusienne pour la protection des personnes déplacées, HRW a indiqué que la MONUSCO a mis au point des moyens novateurs pour améliorer la protection des populations, notamment une stratégie de protection des civils et des équipes conjointes de protection qui tentent d'anticiper et de répondre aux besoins de protection des civils. Ces initiatives ont eu un impact positif, mais les casques bleus sont répartis sur un terrain vaste et inhospitalier. Ainsi, leur capacité à protéger les civils à l'Est du Congo a été limitée³⁵⁷.

Dans cette optique, il est plus essentiel de noter qu'au cours des enquêtes effectuées par *Oxfam* en 2013, certains groupes de congolais ont évoqué l'influence positive de la MONUSCO sur leur sécurité. Par exemple, la communauté de Walikale a expliqué qu'au cours des réunions, elle signalait à la MONUSCO et aux leaders de la communauté les abus commis par les autorités étatiques, notamment les violences physiques, les arrestations arbitraires et les tortures. Cela a contribué au recul de certaines menaces et aurait aussi réduit la propension des jeunes à fuir les villages. Une autre communauté dans le territoire de Nyiragongo affirme que la MONUSCO effectue des patrouilles régulières, lutte contre les barrages et les arrestations arbitraires. La mission onusienne organise également des réunions mensuelles avec les autres acteurs de la

³⁵⁷ *Human Rights Watch*, « RD Congo : Il faut renforcer la protection des personnes déplacées », *Rapport* du 14 septembre 2010.

protection des civils³⁵⁸. En dépit de ces avancées significatives, l'organisation internationale a connu aussi des ratés dommageables.

3.2. Les faillites de la MONUSCO

Les limites de la mission onusienne en RDC se traduisent par l'inefficacité des casques bleus sur le terrain, l'échec des réformes judiciaire et militaire et l'absence de leadership efficace sur certains leaders et États qui sapent tout processus menant à la sortie de crises.

3.2.1. La passivité d'un engagement réel sur le terrain

Le constat tiré par les ONG et les médias internationaux et africains montre que les actions posées par la MONUSCO sont encore très insuffisantes pour sortir la RDC de sa crise. Tout d'abord, dans sa lettre du 15 juillet 2010 adressée au président Obama, le directeur exécutif de *HRW*, Kenneth Roth, avance que l'ampleur colossale des exactions commises par la LRA, qui équivalent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, méritent de toute urgence l'attention et les actions concrètes de la part de la communauté internationale et des gouvernements de la région. Il déclare également que la LRA a été décrite à maintes reprises par le Conseil de sécurité comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. Pourtant, à ce jour, les mesures prises par les Nations Unies pour mettre fin aux atrocités perpétrées par ce groupe armé sont loin d'être suffisantes³⁵⁹.

Dans la même optique, Kenneth Roth estime dans son rapport émis en décembre 2012 que les diverses initiatives de l'organisation internationale en RDC ont manqué de coordination et d'impact. Il révèle que même si la MONUSCO a tenté de répondre à la menace que constitue la LRA pour les civils, cela a rarement été une priorité pour aucune des opérations et les ressources sont souvent affectées ailleurs. Le directeur exécutif de *HRW* conclut que si l'ONU veut accroître son impact et jouer un rôle plus important et plus efficace pour protéger les civils en RDC, il lui faut plus de casques bleus, davantage de ressources et une coordination améliorée

³⁵⁹ Kenneth Roth, *Lettre au Président Obama au sujet d'une stratégie globale des États-Unis concernant la LRA*, 11 novembre 2010. Consulté le 23 février 2017. <https://www.hrw.org/fr/news/2010/11/11/lettre-au-president-obama-au-sujet-dune-strategie-globale-des-etats-unis-concernant>

entre la mission onusienne et les forces armées nationales sont nécessaires de toute urgence dans les régions affectées par la LRA³⁶⁰.

Dans la même perspective, le directeur de la division Afrique à *HRW*, Daniel Bekele, a souligné que le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution exigeant que le Rwanda cesse tout soutien au M23, un groupe armé responsable de multiples atrocités dans l'Est de la RDC. Il a recommandé également au Conseil d'imposer des sanctions aux dirigeants rwandais de haut rang qui ont orchestré ce soutien. En outre, le directeur a déclaré à l'occasion de la visite des membres du Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs africains que :

« [...] Les civils vivant dans l'est de la RD Congo subissent des atrocités qui ne prennent pas fin, mais il est très rare que les individus responsables soient traduits en justice. Les membres du Conseil de sécurité devraient profiter de leur visite pour presser les gouvernements de la région de cesser d'apporter le moindre soutien aux groupes armés qui commettent des exactions, et d'arrêter les individus soupçonnés de crimes de guerre. [...] ³⁶¹ »

Pour sa part, le responsable d'*Oxfam* à New York, Kirsten Hagon, a estimé dans son rapport de juin 2011 qui met l'accent sur l'amélioration des stratégies de protection des civils avant les scrutins présidentiel et législatif de 2011 que la LRA a tué près de 2 400 civils et plus de 400 000 personnes ont été déplacées à travers les régions du Nord-Est de la RDC. Il souligne aussi que malgré la menace que représente la LRA pour les civils dans ces régions profondes du Congo, moins de 5 pour cent des troupes de la MONUSCO sont déployées dans ces zones affectées par la LRA³⁶². De fait, Kirsten Hagon a relevé le 19 juin 2011 le poids de la déclaration faite par une coalition de 47 organisations internationales et congolaises, qui a avancée unanimement que :

« [...] Le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait faire en sorte que la MONUSCO dispose de ressources suffisantes et appropriées pour protéger les civils contre des attaques conduites par la LRA et prévenir les violences liées aux élections. La mission de l'ONU, dans sa forme actuelle, n'est pas suffisamment préparée pour répondre aux nombreux défis posés par la violence continue perpétrée par

³⁶⁰ *Human Rights Watch*, « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur », *Rapport* du 21 mars 2012.

³⁶¹ *Human Rights Watch*, « Conseil de sécurité de l'ONU : Il faut faire cesser les violations des droits humains en RD Congo », 3 octobre 2013.

³⁶² *Oxfam international*, « RD Congo : Améliorer la protection des civils avant les élections. L'ONU devrait allouer des ressources supplémentaires pour répondre aux attaques de la LRA et à de possibles violences liées aux élections », *Rapport* du 9 juin 2011.

différents groupes, notamment dans les provinces orientales des Kivu, et par les élections à venir. [...] ³⁶³ »

Et, le responsable d'*Oxfam* d'ajouter que :

« [...] C'est le travail du Conseil de sécurité de s'assurer que les ressources déjà insuffisantes de la MONUSCO ne sont pas détournées de la tâche essentielle de protection des civils. La mission a aussi urgemment besoin de ressources additionnelles afin de réduire au maximum de potentielles violences liées aux élections. [...] ³⁶⁴ »

L'analyse du point de vue de cette coalition de 47 organisations internationales et congolaises ainsi que celui du responsable d'*Oxfam* nous pousse à souligner que la mission des Nations Unies en RDC ne manque pas des moyens pour accomplir son double mandat à savoir, la protection des civils et la consolidation de la paix. Comme nous l'avons dit dans le second chapitre, c'est plutôt la volonté politique des leaders nationaux et internationaux de ne pas mettre un terme à ce conflit qu'ils tirent énormément profit. C'est un dilemme qui se pose dans la résolution de cette crise.

Dans la même optique, le coordinateur humanitaire d'*Oxfam* en RDC, Tariq Riebl rapporte en décembre 2012 que plus d'un million de personnes sont menacées par les attaques des rebelles et de l'armée congolaise alors que le gouvernement et la force de maintien de la paix de l'ONU ne leur fournissent que peu, voire aucune protection³⁶⁵. Le coordinateur humanitaire a sans réserve déclaré que :

« [...] Nous ne pouvons pas lancer d'alerte plus forte. Cette violence doit cesser. Elle a causé des décennies de souffrance et une pauvreté extrême. Tous ceux qui participent aux négociations de paix à Kampala doivent tout faire pour mettre fin à cette situation de folie destructrice. Etant donnée l'ampleur de la tragédie humanitaire, ces négociations ne doivent pas être des échanges sans conviction qui n'aboutiraient qu'à un accord qui ne serait pas respecté à l'avenir. L'Union Africaine et l'ONU doivent s'impliquer comme chefs de file des négociations et s'assurer qu'un agenda pour une solution de long terme soit trouvé. [...] ³⁶⁶ »

Ces déclarations du coordinateur humanitaire d'*Oxfam* ont été faites dans le cadre d'une impasse observée dans le dialogue qui a eu lieu en janvier 2013 à Kampala en Ouganda voisin entre le gouvernement congolais et les rebelles du M23. Les points de divergences se rapportent

³⁶³ *Oxfam international, Rapport déjà cité.*

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ *Oxfam International, « Des millions de personnes sous la menace des milices et forces armées dans l'Est de la RDC », Rapport du 18 décembre 2012.*

³⁶⁶ *Idem.*

sur le fait que le gouvernement voulait obtenir la disparition du M23 alors que les rebelles militaient pour leur amnistie et leur intégration dans le gouvernement et le service de sécurité. Ils réclamaient également la décentralisation, les réels résultats des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques. Ce projet d'accord était non recevable pour le gouvernement et chaque partie restait ainsi à sa position initiale. Personne ne se dit prêt à faire une quelconque concession pour faire avancer les négociations. L'impasse que l'on craignait depuis des jours, s'est confirmée finalement.

De plus, l'article de la *Radio France Internationale* publié en novembre 2014 fait remarquer qu'il y a un an, depuis novembre 2013, la MONUSCO et l'armée congolaise mettaient fin à la rébellion du M23 qui avait occupé toute une partie de la province Nord-Kivu pendant dix-huit mois. La *RFI* déplore cependant qu'une année après, le vide laissé par le M23 s'est vite rempli par des dizaines de groupes armés qui exploitent illicitement les ressources naturelles et menacent les populations civiles³⁶⁷. Les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), présent au Nord-est de la RDC depuis plus de vingt ans, restent toujours invincibles malgré les offensives des casques bleus et des FARDC. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui ont proposé de se désarmer volontairement, n'ont pas respecté leur engagement. Par contre, elles se sont associées à d'autres milices notamment NDC Cheka et gagnées du temps pour se préparer aux possibles offensives militaires. Selon la *Radio*, cette persistance de groupes armés s'explique par le fait que la MONUSCO refuse de s'attaquer seule aux rebelles même si son mandat l'autorise³⁶⁸.

De ce qui précède, il s'avère que la situation humanitaire du Nord-Kivu est restée alarmante à la suite d'une forte dégradation de la sécurité pour les populations locales à cause des activités nuisibles de ces groupes armés.

³⁶⁷ SN, « RDC: Un an après le M23, quel bilan? », *Radio France Internationale*, 05 novembre 2014. Consulté le 21 juin 2018. <http://www.rfi.fr/afrique/20141105-rdc-an-apres-le-m23-quel-bilan-nord-kivu-fdlr-monusco-adf>

³⁶⁸ *Ibid.*

En outre, à l'annonce du déploiement des casques bleus afin d'imposer une zone de sécurité à Goma et Sake³⁶⁹, Tariq Riebla a déclaré en août 2013 que :

« [...] Oxfam engage la force de maintien de la paix de l'ONU à procéder avec la plus grande prudence pour imposer le désarmement et à veiller à ce que les populations civiles soient dûment protégées de toute violence qui en découlerait. Le retrait d'un si grand nombre d'armes ayant servi à terroriser les populations civiles de la région devrait contribuer à réduire les souffrances, mais l'ONU doit s'assurer que ses opérations ne contribueront pas à aggraver une situation déjà effroyable. L'escalade du conflit a déjà eu des conséquences humanitaires catastrophiques pour les populations civiles. Les civils qui ont vécu l'enfer et sont revenus au cours de l'année écoulée n'aspirent qu'à la paix et à la stabilité. La MONUSCO doit donner des garanties que ces hommes et ces femmes pris au milieu de la crise seront protégés. [...] ³⁷⁰ »

Dans ce contexte d'« imposition de la paix » dans la région de Goma et de Sake, on comprend clairement que la mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC engage les soldats de la paix à « faire la guerre ». Sous cet angle, ils peuvent être aussi amenés à neutraliser les forces négatives ou à détruire les espaces dans lesquels elles résident.

Dans le même ordre d'idée, *Oxfam International* rapporte que la restauration de l'autorité de l'État dans l'Est de la RDC est très précaire. Dans certaines zones, l'État a été partiellement ou entièrement « restauré » alors qu'à d'autres, il est totalement absent. Dans certains endroits encore, l'État partage parfois son autorité avec des groupes armés! De manière générale, les autorités ne se trouvent que dans les grandes agglomérations telles que Rutshuru, Masisi, Kalehe et Uvira. Souvent, elles ne peuvent ou ne veulent pas imposer leur présence dans des localités plus éloignées où elles risquent de se retrouver confrontées à la force des groupes armés³⁷¹. On peut également noter que le rôle de la MONUSCO dans la protection des civils reste une composante essentielle de son mandat. Ainsi, une excellente coordination et une meilleure cohérence sont nécessaires entre les initiatives politiques et militaires, de même qu'un soutien international efficace pour restaurer effectivement l'autorité de l'État, en particulier dans les zones rurales.

³⁶⁹ La région de Goma-Sake est une zone sur laquelle abrite des dizaines de milliers de Congolais déplacés et c'est dans cette contrée que devrait se concentrer la brigade de MONUSCO pour imposer un désarmement.

³⁷⁰ *Oxfam International*, « Réaction d'Oxfam à l'annonce du déploiement de la mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC afin d'imposer une zone de sécurité à Goma et Sake », *Rapport* du 1 août 2013.

³⁷¹ *Oxfam International*, « L'insécurité sécurisée ». Les atteintes aux droits humains commises contre des civils dans l'est de la RDC perdurent alors que l'état intensifie son contrôle », *Document d'information 202*, 6 mars 2015, p. 17.

Malencontreusement, un article de l'agence de presse *Reuters* note qu'en date du 29 juin 2017, Maman Sidikou, chef de la MONUSCO, a reçu un télégramme dans lequel ses patrons à New York lui demandaient de réduire le budget de 8% soit 93 millions de dollars alors qu'il doit répondre aux exigences grandissantes des crises politiques et humanitaires. Ce resserrement est dû aussi aux menaces des États-Unis, le plus grand contributeur de l'ONU, de couper les budgets et les effectifs de la MONUSCO. En réponse à cette demande, *Reuters* avance que Maman Sidikou a été obligé de réviser les effectifs militaire de 18 %, de réduire les coûts de carburant de 10% et de rationaliser l'utilisation des avions³⁷².

En définitive, Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et spécialiste de la région des Grands Lacs africains, commente à travers la chaîne *France 24* que les stratégies de Maman Sidikou ne changeront pas non plus le constat de faillite qui s'impose à la mission onusienne depuis son premier déploiement en 1999. Le chercheur montre que la MONUSCO n'a que très peu de réussites à son actif pour le maintien de la paix et la transition démocratique dans le pays. Il conclut que la MONUSCO a « *un double échec, politique et militaire, à son actif. On ne sait plus comment la justifier. Cette mission de l'ONU au Congo me semble avoir perdu assez largement sa boussole, en tous cas sa direction politique* »³⁷³.

3.2.2. Théorie de « spoliateurs » de la paix et échec des réformes judiciaire, policière et militaire conduites par la MONUSCO

Comme nous l'avons souligné dans le deuxième chapitre de notre étude, la plus grande source de risque dans la pacification de la guerre civile vient des spoliateurs qui croient que la paix émergente menace leurs visions du monde, leurs intérêts et leur pouvoir³⁷⁴. Sous cet aspect, l'examen approfondi de la *Résolution 1925* nous amène à croire que la thèse développée par

³⁷² Aaron Ross, David Lewis, "U.N. peacekeepers pressed to do more with less as further cuts loom", *Reuters*, September 19, 2017. Voir aussi « RDC: le mandat de la MONUSCO renouvelé, avec une légère réduction des effectifs », *Radio France Internationale*, 01 avril 2017.

³⁷³ Junior D Kannah, « RD Congo : bilan mitigé pour l'ONU, qui réduit le nombre de ses casques bleus », *Agence France Presse*, 31 mars 2017.

³⁷⁴ Stephen John Stedman, *art cit.*, p.178.

Schooyans sur la gouvernementalité³⁷⁵ a eu un écho retentissant et que nous pourrions nous fier à Kaïdar qui soutient que la RDC est sous tutelle internationale³⁷⁶. Du fait de son incapacité à réguler le secteur minier, il ressort sur le terrain que la MONUSCO était alors appelée à effectuer des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés dans les comptoirs pilotes³⁷⁷. Il convient de mentionner avec regret que cette ingérence constitue depuis longtemps une importante fuite de revenus pour le trésor public congolais et un motif de l'enlisement de la MONUSCO mission onusienne qui tire profit en RDC. Les mandats antérieurement fixés ne se font que prolonger d'année en année.

Il est également important de retenir que dans cette crise, le cycle de violence est dû en partie à l'absence de justice quant aux exactions passées et au fait que de nombreux anciens rebelles ont été intégrés dans les forces de sécurité sans formation ni vérifications formelles de leur éventuelle implication dans des violations passées de droits humains. Des membres des forces de sécurité congolaises ont eux aussi été responsables de certaines des pires exactions, notamment de massacres ethniques, d'exécutions sommaires, de viols massifs, d'actes de torture, d'arrestations arbitraires et d'enlèvements. La grande majorité des soldats, des policiers et des officiers qui ont été responsables de graves violations en RDC restent impunis et bon nombre d'entre eux continuent de servir dans les forces de sécurité congolaises³⁷⁸. Il sera difficile de mettre fin à ce cycle de violence tant que les responsables de violations graves n'auront pas été retirés des forces de sécurité et traduits en justice.

En outre, des informations rassemblées en juillet et publiées en novembre 2012 par *Amnesty International* sur l'approvisionnement en armement des groupes armés qui agissent à l'Est de la RDC ont suscités des vifs débats. L'organisme a aussi recensé un très grand nombre

³⁷⁵ Michel, Schooyans, *La face cachée de l'ONU*, Paris, Fayard, 2000, p. 6.

³⁷⁶ Ayoub, Kaïdar, *op. cit.*, p. 47.

³⁷⁷ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 déjà citée*, p. 7.

³⁷⁸ *Human Rights Watch*, « Conseil de sécurité de l'ONU : Il faut faire cesser... », *Rapport déjà cité*. Voir aussi ONU, Haut-commissariat de droit de l'homme, *Lutte contre l'impunité pour des violations ou abus des droits de l'homme en République démocratique du Congo : accomplissements, défis et recommandations (1er janvier 2014 – 31 mars 2016)*, Octobre 2016, p. 5.

de violations du droit international humanitaire et d'atteintes aux droits humains commises par les groupes armés, y compris le recrutement forcé d'enfants. Il indique par exemple que les rebelles de M23 comptaient dans ses rangs des recrues rwandaises et utilisaient des armes fournies par ce pays. Le groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC avait accusé l'Ouganda de soutenir également le M23. De plus, l'organisme a souligné que le Rwanda et l'Ouganda ont tous deux enfreint l'embargo de l'ONU sur les armes. Cependant, le Conseil de sécurité n'a pas encore pris des mesures concrètes pour faire pression sur ces deux pays afin qu'ils cessent de soutenir ce groupe armé et qu'ils respectent les mesures tendant à empêcher la circulation des matériels de guerre. Face à ces accusations, les gouvernements du Rwanda et celui de l'Ouganda ont nié publiquement apporter un soutien au M23³⁷⁹.

En outre, Anneke Van Woudenberg, directrice de plaidoyer au sein de la division Afrique de HRW, a fait remarquer dans son rapport de juillet 2014 que les forces congolaises et celles de la MONUSCO ne sont pas intervenues pour arrêter une attaque qui s'est déroulée aux environs et qui a tué au moins 30 civils. La directrice précise que l'attaque s'est produite le 6 juin, dans la province du Sud-Kivu. Elle a révélé d'abord qu'un officier supérieur de l'armée congolaise en poste à proximité, qui avait été averti à plusieurs reprises et informé de l'attaque menée par des assaillants armés dans le village de Mutarule, n'a pas agi pour arrêter le massacre. Elle a fait connaître ensuite que les membres de la mission de maintien de la paix onusienne basée à 9 kilomètres de là, étaient également au courant de l'attaque, mais ne sont pas intervenus et ne se sont rendus à Mutarule que deux jours après le massacre. Déçue finalement de ces inactions, Anneke Van Woudenberg a déclaré que :

« [...] L'armée congolaise et les forces de maintien de la paix de l'ONU ont laissé les civils de Mutarule se faire massacrer, bien qu'ils aient reçu des appels à l'aide désespérés dès le début de l'attaque. L'armée et la MONUSCO doivent déterminer quels ont été les dysfonctionnements et s'assurer que de telles atrocités ne se reproduisent pas, alors qu'elles sont censées veiller à la sécurité de la population.[...] ³⁸⁰ »

³⁷⁹ *Amnesty International*, « RD Congo. Il faut protéger les civils alors que des dizaines de milliers de personnes fuient les combats », *Rapport* du 19 novembre 2012.

³⁸⁰ *Human Rights Watch*, « RD Congo : L'armée et l'ONU n'ont pas agi pour arrêter un massacre », *Rapport* du 2 juillet 2014.

Bien que les autorités militaires congolaises aient ouvert une enquête sur cette attaque et qu'elles auraient arrêté deux officiers de l'armée ainsi qu'un civil, leur accusation a alors été de plus en plus différée et qu'aucun des assaillants n'a été arrêté !

Dans cet ordre d'idées, *Amnesty International* s'interroge sur la question de savoir si des tentatives visant à rétablir la paix en RDC. L'organisme non gouvernemental avance que les différents accords de paix qui prévoyaient l'intégration des groupes armés dans les forces armées de la RDC n'ont eu qu'une portée limitée. En outre, l'organisme montre que de nombreux groupes armés n'ont jamais pris part à ces processus, certains parmi ceux qui l'ont fait sont restés actifs malgré l'intégration d'une partie de leurs forces. Il a révélé également que les combattants qui ont intégré l'armée congolaise ont développé des chaînes de commandement parallèles, tandis que beaucoup ont déserté peu après leur intégration³⁸¹.

3.2.3. Travail des enfants et atteintes aux droits humains

L'exploitation ininterrompue des enfants dans les mines est encore une des preuves qui remet en cause le succès des actions onusiennes pour la stabilisation en RDC. Tout d'abord, *Amnesty International* rapporte dans son rapport de janvier 2016 que les atteintes aux droits humains en RDC alimentent le commerce mondial du cobalt. L'organisation non gouvernementale révèle d'abord les conditions dangereuses dans lesquelles les mineurs artisanaux, dont des milliers d'enfants, sont utilisés pour exploiter le cobalt. Elle note également qu'à partir d'outils à main rudimentaires, les mineurs artisanaux excavent des pierres de tunnels creusés profondément sous terre et sont souvent victimes d'accident. Malgré les effets potentiellement mortels sur la santé d'une exposition prolongée au cobalt, les mineurs travaillent sans être protégés par des équipements les plus basiques³⁸².

³⁸¹ *Amnesty International*, « Dix faits qu'il importe de connaître à propos de la crise qui sévit en République démocratique du Congo », *Rapport* du 20 mars 2013.

³⁸² *Amnesty International*, « Voilà pourquoi on meurt ». Les atteintes aux droits humains en RDC alimentent le commerce mondial du cobalt », *Rapport* du 19 janvier 2016.

Dans cet ordre d'idées, l'UNICEF estime que 1,7 million d'enfants âgés entre 5 et 17 ans n'étaient pas scolarisés en 2013 au Katanga à cause de leur utilisation dans les mines d'exploitation du cobalt de Kambove. Il s'agit d'une des provinces en RDC qui compte le plus grand nombre d'enfants non scolarisés³⁸³. En 2014, l'UNICEF avance également qu'il y aurait environ 40 000 enfants qui travaillent dans les différentes mines de la province et beaucoup d'entre eux étant impliqués exclusivement dans l'exploitation du cobalt³⁸⁴.

On pourrait se permettre de croire que les responsables des mines profitent de la taille des enfants qui leur facilite l'accès aux profonds tunnels souterrains. Ils tirent aussi parti de cette catégorie de la main d'œuvre facile à accommoder et à exploiter. Selon l'UNICEF, un enfant mineur gagne 1 500 francs congolais par jour (1,50 USD) et l'employeur prélève sur cette somme 200 francs congolais (0,20 USD) pour la ration alimentaire³⁸⁵. La mission onusienne doit renforcer ses programmes qui visent à mettre fin au travail des enfants. Elle doit également veiller à ce que les enfants sortis des mines ou des champs de combat soient réintégrés dans le système scolaire ou bénéficiés d'une formation technique.

Dans la même veine, le 20 octobre 2017, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, *Amnesty International* a présenté une nouvelle synthèse définissant les mesures nécessaires pour rendre l'utilisation et le transfert de drones armés conformes au droit international humanitaire et relatif aux droits humains. Cette synthèse intitulée *Principes de base sur l'utilisation et le transfert des drones armés* a été élaborée en réponse à la prolifération rapide des drones armés et à leur utilisation dans le monde aux fins d'exécutions extrajudiciaires et autres homicides

³⁸³ *Amnesty International*, « Voilà pourquoi on meurt »... *Rapport* déjà cité, p. 32.

³⁸⁴ Il convient de noter cependant que depuis le 20 juin 2001, la RDC est l'un des États signataires de la Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants de l'OIT. Il est alors recommandé dans le n° 190 qu'une attention soit accordée aux travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels. Aux travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés. Aux travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges. Aux travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain etc.

³⁸⁵ *Amnesty International*, *Rapport précédemment cité*.

illégaux³⁸⁶. Sous cet angle, il convient de rappeler que c'est à la MONUSCO que les Nations Unies ont autorisé pour la toute première fois le déploiement de drones afin de mener des opérations de surveillance et de renseignement soutenues, même si l'ONU réfute ces termes. Le professeur Mario Bettati, qui a été consultant auprès de la mission des Nations Unies au Kosovo en 1999, explique ce refus par le fait que l'ONU n'est pas le droit de faire de l'espionnage, de recourir à des informateurs sur les positions, les déplacements et les effectifs de ceux qui s'opposent à elle³⁸⁷. Il est également important de noter que ce système aérien d'investigation procure beaucoup d'avantages aux casques bleus. Cependant, il favorise le problème de mobilité des soldats de la paix qui restent confortablement dans leurs bases et dirigent les drones à 200 km de distance.

Dans le même ordre d'idées, *Oxfam international* reproche dans son rapport d'octobre 2010 l'ONU d'avoir abandonné les populations civiles. L'organisme non gouvernemental avance que des dizaines de milliers de personnes resteront privées d'une aide humanitaire vitale si la MONUSCO n'augmente pas sa présence dans les zones attaquées par la LRA. Ainsi, Marcel Stoessel, directeur d'*Oxfam* en RDC, a déclaré que :

« [...] La responsabilité de la protection des civils incombe tout d'abord au gouvernement congolais, mais les attaques de ces derniers temps démontrent que les efforts nationaux sont, pour l'heure, insuffisants pour sécuriser les populations. Si le renforcement des forces de sécurité congolaises est la solution à long terme, dans l'immédiat il faut que la MONUSCO prenne le relais. Les communautés interrogées au mois de juillet 2010 par *Oxfam* estimaient que la mission était davantage occupée à protéger ses propres bases qu'à maintenir la population en sécurité. Dans d'autres régions du Congo, la MONUSCO a montré qu'elle pouvait faire bien mieux que cela. Afin de mieux répondre aux besoins des populations touchées, il est indispensable que l'ONU assume ses responsabilités et contribue à améliorer la sécurité des zones les plus instables. [...] ³⁸⁸ »

Ce point de vue de Marcel Stoessel mérite d'être souligné, car la population congolaise continue d'être menacée par les attaques des rebelles et celles de l'armée et de la police nationale congolais. Les leaders politiques congolais doivent en toute urgence assumer leurs

³⁸⁶ *Amnesty International*, « Nations unies. Amnesty International demande une action internationale sur la question des drones armés », *Rapport* du 20 octobre 2017.

³⁸⁷ Mario Bettati, « L'usage de la force par l'ONU », *Pouvoirs*, n° 109, (2/2004), p. 116, 111-123.

³⁸⁸ *Oxfam international*, « LRA : les Nations Unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées », *Rapport* du 21 octobre 2010.

responsabilités qui consistent à assurer les services publics de base à sa population, la protection de son territoire, des citoyens et de leurs biens. Ils doivent aussi prendre des mesures efficaces pour que le pays progresse dans la lutte contre l'impunité et la corruption. Ainsi, la mission de l'organisation internationale pourrait être influencée par une telle volonté politique en vue d'améliorer ses actions sur le terrain.

Sous cette optique, le récent rapport du Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a révélé que la RDC a enregistré 644 violations des droits de l'homme en septembre 2017, soit une augmentation de 46% par rapport aux 441 violations documentées au mois d'août. Ce rapport a mis en cause les agents de l'État congolais, à savoir l'ANR, les FARDC, la PNC et les groupes armés. Le directeur intérimaire du BCNUDH, Abdelaziz Thoye, a précisé que les agents de l'État congolais ont commis 58% de ces violations dont l'exécution sommaire de 82 personnes. Les groupes armés ont été responsables de 270 atteintes aux droits de l'homme dont la mort de 134 personnes³⁸⁹.

De tout ce qui précède, il convient de retenir qu'au delà des progrès politiques, militaires et diplomatiques réalisés par la MONUSCO, le cycle de violence est toujours entretenu par des groupes armés congolais et étrangers. L'ONU et le gouvernement congolais ont encore beaucoup à faire pour stabiliser les institutions, pacifier l'ensemble du territoire et sortir les populations congolaises du chaos dont elles sont victimes depuis des décennies.

3.2.4. Perception de la population congolaise à l'égard de la mission onusienne

Au regard de ces images ci-dessous on peut considérer que le bilan des actions onusiennes en RDC est fort mitigé. La population congolaise évalue très négativement les 17 années d'intervention de la MONUSCO, car celle-ci ne parvient pas à mettre définitivement fin à

³⁸⁹ ONU, « RDC : 644 violations des droits de l'homme enregistrées au mois de septembre (BCNUDH) », Conférence de presse, 25 octobre 2017.

la crise congolaise symbolisée par le feu et la dégradation visible de deux pneus représentant la province Orientale et celles des Kivu.

Photo n° 8. Manifestation de la population congolaise contre la MONUSCO



Manifestation des Congolais à Goma le 6 décembre 2012 pour dénoncer l'inaction des Nations Unies et du gouvernement après la prise de la ville par le M23, le 20 novembre.

<http://www.mokengeli.com/assets/img/articles/manifestation-contre-la-monusco-a-goma.jpg>



Soulèvement de la population congolaise pour dénoncer l'inaction de la MONUSCO durant ses 17 années de présence au pays (1999-2017). Source : <http://www.gettyimages.ca/detail/news-photo/people-demonstrate-against-the-un-mission-monusco>

On peut d'ailleurs lire sur le tableau d'un des manifestants que le gouvernement de la RDC a sacrifié sa population et que la mission onusienne se contente à bafouer et banaliser les congolais. Quant aux drapelets blancs brandis aux bouts des bras, la population exprime son plus ardent désir de voir la mission maintenir la paix sur leur territoire.

Notons ici quelques témoignages d'une partie de l'opinion congolaise exaspérée par la présence des casques bleus par laquelle les Congolais espéraient une restauration de la paix. On peut noter l'exemple d'un député national de la mouvance présidentiel, Zacharie Bababaswe, qui est propriétaire d'une chaîne de télévision « Directive », accuse la MONUSCO « de laxisme et de tourisme » à l'occasion de ces soulèvements. Il déclare que :

« [...] La MONUSCO est l'une des plus grandes missions des Nations Unies au monde censée protéger les populations civiles. Une mission qui compte 20.000 hommes avec un budget annuel de 1,5 milliard de dollars par an. Des hommes armés, surarmés avec des hélicoptères et des chars, alors que les populations civiles à l'Est de la RDC continuent d'être à la merci des différents groupes armés et rebelles. Faudra-t-il qu'il y ait toujours des morts des Congolais pour justifier la présence des casques bleus en RDC ? Non ! Nous sommes à peu près à 10 millions de morts depuis 1994 à ce jour. Je me révolte de voir qu'à l'Est il y a des problèmes et que pendant ce temps, quelques éléments de la MONUSCO, pas tous en tout cas, sont entrain de faire du ski nautique dans l'océan atlantique à Muanda et ici à Kinshasa ! [...] ³⁹⁰ »

En dépit de son attitude polémique connue de nombreux Congolais, le député de la circonscription de Lukunga dresse ici un bilan plus que négatif de la MONUSCO sur le terrain. Il convient de souligner cependant que sa déclaration établit des vérités dans la mesure où des viols et massacres sont toujours commis dans les zones des opérations de la mission et celle-ci ne parvient pas à intervenir efficacement alors qu'elle est dotée d'un armement solide et d'un mandat offensif pour la protection des civils.

En outre, Zacharie Bababaswe fait des liens entre la résurgence des combats à l'Est du pays et la passivité des soldats de la paix. Le député national fait remarquer qu' :

« [...] En juin 2004, Jules Mutebusi venait de prendre la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu. Il est passé devant les casques bleus pour entrer dans la ville de Bukavu. En juin 2008, quatre ans après, à la fin du mandat de la MONUC, le général déchu Laurent Nkunda menace d'entrer dans la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Et maintenant en 2012, encore quatre ans après et à la fin du mandat de la MONUSCO, presque à la même période on nous sort le M23.

³⁹⁰ Jacques Matand, « RDC: A quoi servent les Casques bleus? », *Slate Afrique*, 2012. Consulté le 28 décembre 2017. <http://www.slateafrique.com/89699/rdc-a-quoi-servent-les-casques-bleus-monusco>

C'est comme si on provoque une situation d'instabilité pour justifier la continuité du mandat en RDC.
[...] ³⁹¹ »

Dans cet ordre d'idées, l'ancien vice-président et porte-parole de la société civile de la province du Nord-Kivu pendant la rébellion du M23, maître Omar Kavota, était également très monté contre la MONUSCO. Il estime que les casques bleus déployés en RDC ne constituent pas une force appropriée pour mettre fin aux exactions contre les civils dans le territoire de Beni³⁹². Esther Elongama, une journaliste de *l'Agence congolaise de presse* (ACP), établit également un lien entre le mandat de la MONUSCO et ses résultats sur terrain. Elle explique que « le rôle de la mission est de faire renaître le calme, la tranquillité, bref la paix, la stabilité et la sécurité dans notre pays. Mais, hélas, je constate avec beaucoup de regret que la MONUSCO continue à jouer l'observateur »³⁹³. Béatrice Amba, une femme ménagère, rapporte quant à elle qu'elle a eu un enfant avec un agent des Nations Unies de la nationalité belge. Elle déplore cependant les faits que cet agent ne s'occupe plus de son enfant et ne donne aucune nouvelle. Elle ne sait même pas où l'agent vit en ce moment³⁹⁴. Nathalie Banbendja, enseignante à l'école primaire Mbotsi, déplore à son tour qu'« en tout cas, je ne sais pas ce que fait la MONUSCO. Elle est venue au Congo pendant la guerre pour protéger les Congolais, surtout ceux de l'Est. Malgré sa présence sur le terrain, il y a toujours la guerre, le viol continue, les tueries et les déplacements des populations »³⁹⁵.

En considération de ce qui précède, la réaction de la mission onusienne n'a pas tardé. Le porte-parole de la MONUSCO, Madnodje Mounoubai, a fait savoir que les propos de Zacharie Bababaswe constituent une insulte à l'endroit des casques bleus qui se sacrifient pour la stabilisation du pays. En février 2005, 9 casques bleus sont morts en RDC. Janvier 2006, 8 autres

³⁹¹ Jacques Matand, *art. cit.*

³⁹² Trésor Kibangula, RDC - Omar Kavota : « Les Casques bleus ne comprennent pas la nature de la menace à Beni », *Jeune Afrique*, 24 mars 2017.

³⁹³ Jacques Matand, « RDC: A quoi servent les Casques bleus? », *Centre de recherche sur les opérations de maintien de paix*, 2017. Consulté le 17 janvier 2018. <https://coprdc.org/2017/09/11/rdc-a-quoi-servent-les-casques-bleus/>

³⁹⁴ Jacques Matand, *art. cit.*,

³⁹⁵ *Ibid.*

trouvent la mort. Après une période d'accalmie, en août 2010, 3 soldats onusiens meurent dans le Nord-Kivu. Et en mai 2012, 11 autres sont blessés au Sud-Kivu³⁹⁶.

En guise de réponse aux propos du porte-parole de la MONUSCO, le député de la circonscription de Lukunga à Kinshasa demande que :

« [...] Le gouvernement de la République expulse cet agent indiscipliné. Il n'en est pas à son premier coup. Il doit comprendre que les propos d'un député national, représentant du peuple, ne doivent pas faire l'objet d'une polémique de la part d'un fonctionnaire international. J'exige des excuses officielles et publiques de la MONUSCO. Dans notre pays, un député mérite le respect et la dignité. [...] ³⁹⁷ »

Dans la même veine, Léonard She Okitundu, chef de la diplomatie congolaise a dénoncé à New-York que « près de deux décennies de sa présence dans le pays, la MONUSCO n'a pas été en mesure, avec les moyens dont elle dispose, de parvenir à mettre un terme à une situation de crise qui perdure depuis plusieurs années ». Un constat qui pousse les autorités congolaises à exiger un ajustement dans le mandat et l'effectif des troupes onusiennes déployées en RDC³⁹⁸.

Partant du point de vue de cette partie de l'opinion publique congolaise, on pourrait noter en définitive que la MONUSCO a simplement failli à sa mission, car après deux décennies de sa présence sur le terrain, la situation sociopolitique de la RDC est toujours chaotique. Ainsi, bon nombre de congolais expriment le vœu du retrait des casques bleus du Congo. Sous cet aspect, nous nous posons la question de savoir si les forces armées congolaises seront-elles en mesure de contrer les attaques des groupes armés sans l'appui des forces internationales.

³⁹⁶ Jacques Matand, *art. cit.*,

³⁹⁷ Henry Mbuyi, « Député revolte contre les casques bleus Bababaswe demande le départ de la MONUSCO. Il la juge inefficace ». *Conférence de presse* organisée 27 mai 2012. Consulté le 26 janvier 2018. <http://Grandkasai.Canalblog.Com/Archives/2012/05/28/24362907.html>

³⁹⁸ Trésor Kibangula, « RDC : quel bilan pour la MONUSCO, près de 18 ans après son déploiement ? », *Jeune Afrique*, 30 mars 2017.

Conclusion

Depuis près de deux décennies, la MONUSCO, qui est à ce jour la plus grande et la plus coûteuse mission de maintien de la paix dans le monde³⁹⁹, intervient dans la crise congolaise en vertu de la *Résolution 1925*⁴⁰⁰ dont le but est de protéger des civils et de stabiliser le pays. Dans cette implication, la mission onusienne a réalisé des progrès, notamment dans ses efforts pour le retour de la paix, la protection des civils, l'organisation des pourparlers, la réforme de la police et de l'armée et la tenue des élections présidentielles et législatives.

En dépit de ces avancées, la MONUSCO montre cependant ses limites dans son incapacité d'offrir une protection totale à la population du Nord-est de la RDC, d'éliminer définitivement les groupes armés actifs dans les provinces du Kivu et de consolider la paix dans l'ensemble du territoire congolais. Il est essentiel de retenir également que dans ses actions médiatrices, la MONUSCO se positionne relativement du côté du gouvernement alors que celui-ci est décrié par la majorité des Congolais, des médias et des organismes non gouvernementaux. Cette position que l'on reproche à l'ONU pourrait alors s'expliquer par le fait qu'au sortir des urnes, la légalité est toujours du côté du gouvernement.

En définitive, même si la gestion de la crise congolaise par l'ONU offre un bilan contrasté au regard des critères décrits précédemment, l'évaluation de l'interminable opération de maintien de la paix en RDC se solde globalement par un échec. L'insécurité persiste. Ainsi, la MONUSCO devrait avoir plus de volonté à réadapter son mandat et à repositionner son leadership afin d'aider le gouvernement congolais à désarmer par la force les groupes armés congolais et étrangers pour la sécurisation complète de la province-Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu.

³⁹⁹ C'est à la lumière de son effectif de 22 196 et de son budget annuel d'environ 1,14 billion. Voir MONUSCO, *Faits et chiffres*. Consulté le 25 juillet 2018. <https://monusco.unmissions.org/faits-et-chiffres>

⁴⁰⁰ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 déjà citée*.

Conclusion générale

La question relative à l'évaluation des interventions de l'ONU dans la gestion des conflits congolais de 1960 à nos jours présente des réalités polymorphes et complexes. Ainsi, au cours de cette étude, il a été important de déterminer d'abord les objectifs que les Nations Unies se sont assignées afin de résoudre les crises politiques et de maintenir la paix au Congo. Il a été essentiel d'analyser ensuite les actions politiques, les pourparlers diplomatiques et les stratégies militaires par lesquelles l'organisation internationale a tenté de rétablir la paix dans ce pays. Il a été finalement important d'établir un bilan issu d'une appréciation des réussites et des limites des actions onusiennes dans la liquidation de ces conflits qui ont violemment secoué la RDC. Pour ce faire, nous avons eu recours aux articles de la presse internationale et africaine et des rapports des ONG tels qu'*Amnesty International*, *Human Rights Watch* et *Oxfam*. Nous nous sommes également référés aux critères d'évaluation des missions onusiennes développés par certains chercheurs, à savoir Jacob Steve, Ronald Hatto, Lise Morje Howard, Paul F. Diehl et Daniel Druckman⁴⁰¹.

Pendant la première Opération des Nations Unies au Congo (ONUC), qui a été établie par la *Résolution 143*, le Conseil de sécurité a déployé environ 20 000 personnes pour maintenir la paix et procurer une assistance aux services publics⁴⁰². Le bilan qui sous-tend cette opération est fort mitigé. D'une part, l'analyse des actions politiques, diplomatiques et militaires menées par l'ONUC de 1960 à 1964 montre que la mission a théoriquement réussi à préserver le pays contre l'ingérence étrangère et à réintégrer la province sécessionniste du Katanga dans le giron du gouvernement de Léopoldville. De plus, il convient de souligner que l'appui apporté par la mission onusienne sur les réformes du système de sécurité congolais a eu un impact positif dans la reconstruction du pays et dans la surveillance du retrait des troupes belges.

⁴⁰¹ Ces critères sont bien soulignés dans la méthodologie et les sections qui portent sur le bilan des actions onusiennes au Congo.

⁴⁰² ONU, Conseil de sécurité, *Résolution déjà citée*.

D'autre part, les défaillances de l'ONUC sont manifestes dans l'irréalisation du projet visant à apporter l'aide technique et économique aux services publics du pays. Cet échec peut s'expliquer par le fait que les pays sollicités pour appuyer le projet n'ont pas voulu participer du fait de leur attitude anti-onusienne⁴⁰³. En outre, l'idée de « maintien de la paix » telle que conçue par l'ONU s'était transformée en opération d'« imposition de la paix » à la suite de la résistance de l'armée katangaise menée par Moïse Tshombe, qui fait sécession avec le soutien du gouvernement belge. Les soldats de la paix sont alors autorisés, pour la première fois, à recourir à la force en vue de mettre fin à la guerre civile. Comme nous l'avons démontré dans le premier chapitre, les opérations « Rumpunch », « Morthor » « Grand Chelem » qui ont été lancées dans but d'écraser totalement l'armée katangaise et les autorités sécessionnistes, ont jeté le discrédit sur l'image pacificatrice de l'ONU. Il est important de noter finalement que le budget fonctionnel de cette première OMP au Congo a coûté 400, 1 millions de dollars et la vie à 250 membres de l'organisation internationale dont son Secrétaire général, le suédois Dag Hammarskjöld.

Quant à la seconde intervention, qui a été établie par la *Résolution 1279* du Conseil de sécurité, l'organisation internationale s'est engagée à nouveau à travers la Mission de l'Observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)⁴⁰⁴. Cette dernière intervient alors pour faire observer l'accord de cessez-le-feu signé à Lusaka entre les chefs d'État de la RDC, de la Namibie, du Rwanda, de l'Ouganda et du Zimbabwe et le ministre de la Défense de l'Angola⁴⁰⁵. Le bilan des actions diplomatiques, militaires et politiques entreprises par l'ONU depuis novembre 1999 jusqu'en juin 2010 afin de liquider la crise congolaise se solde également par des succès, mais aussi des échecs.

Dans un premier temps, on peut considérer que la MONUC a réussi à sécuriser plusieurs zones d'instabilité et à expulser les troupes rwandaise, burundaise et ougandaise du territoire

⁴⁰³ SN, « Les événements de l'ex-Congo belge », *art. cit.*, p. 2.

⁴⁰⁴ ONU, Secrétaire général, *Rapport S/1999/7790 déjà cité*, p. 5.

⁴⁰⁵ ONU, *Rapport déjà cité*, p.1.

congolais. La mission onusienne a été également capable de convaincre les responsables politiques et les chefs rebelles à se réunir afin d'aboutir à la formation d'un gouvernement de transition. En effet, la MONUC a favorisé la démocratisation et la réconciliation nationale à travers l'accord global et inclusif signé en avril 2003 à Sun City en Afrique du Sud. Cet accord marque un point important dans l'évaluation de la seconde intervention de l'ONU en RDC, car il a empêché le retour au maquis des ex-rebelles. La mission a été aussi capable de servir de médiatrice pour la tenue des élections présidentielles et locales libres et apaisées. Les scrutins de 2006 sont alors comptés parmi les mérites de l'organisation internationale puisqu'ils ont été un facteur de paix à long terme, qui a légitimé un nouveau gouvernement. Par contre, il convient de noter que ces élections n'ont pas suffi pour maintenir la paix au pays à cause de leurs irrégularités.

Dans un second temps, on peut noter que les écueils de la MONUC se montrent dans les trafics d'armes, de diamants, d'or et les scandales sexuels causés par certains casques bleus. Le bilan de l'action de l'organisation internationale peut aussi être jugée d'insuffisante du fait de sa passivité face aux graves violations des droits humains dans la province Orientale et celles du Nord et du Sud-Kivu. La MONUC montre aussi ses limites sur le fait que plusieurs responsables des groupes armés congolais et étrangers ne sont jamais poursuivis, malgré leurs crimes. Les faillites de la mission sont encore visibles dans son manque de leadership réel sur les protagonistes qui violent continuellement les règles établies du droit international, et qui trouvent toujours des prétextes pour ne pas respecter les accords de paix. À certains égards, le gouvernement congolais, qui est le premier responsable de la protection de ses citoyens, doit montrer une ferme volonté politique par laquelle l'ONU serait influencée afin de se reprendre et d'apporter un appui total en faveur de la paix en RDC.

Ainsi, la deuxième intervention s'est prolongée par la *Résolution 1925* (2010), sous l'appellation de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la

République démocratique du Congo (MONUSCO)⁴⁰⁶. Il a été ainsi décidé afin de relever les défis en matière de paix dans la province Orientale et celles de deux Kivu qui sont en proie à des groupes armés et d'établir la gouvernance démocratique dans l'ensemble du pays. Dans cet ordre d'idée, l'ONU a mis sur pied des outils militaires, politiques et diplomatiques afin de restaurer et de maintenir la paix congolaise alors perturbée par l'agression des États voisins.

Pour ce faire, comme détaillé dans le troisième chapitre, le Conseil de sécurité a déployé une équipe de plus de 23 438 personnes sur le sol congolais⁴⁰⁷. La mission onusienne s'est étendue, sur le plan militaire, dans les provinces vulnérables pour éliminer la menace constituée par les groupes armés. Toutefois, le résultat de ce déploiement sur le terrain reste insignifiant du fait de l'implication en toute impunité de certains agents onusiens, notamment les casques bleus bangladais, pakistanais, ukrainiens et uruguayens dans les contrebandes minières, les trafics des armes et les abus sexuels sur des filles qu'ils sont censés protéger⁴⁰⁸.

Il convient de mentionner aussi l'incapacité flagrante de la MONUSCO à mettre fin à la guerre et à protéger la population congolaise éprise de paix, de démocratie et de respect des droits de la personne. Ces situations de trafic illicite et de passivité que l'on reproche au personnel de l'ONU représentent une problématique importante dans leurs opérations de maintien de la paix. En effet, lorsque les casques bleus se rendent coupables de tels actes inappropriés, c'est la légitimité même de la mission de paix à laquelle ils participent qui est remise en cause.

Sous cet aspect négatif du bilan de la MONUSCO, il sied de souligner que le caractère très hétérogène des troupes envoyées par les pays contributeurs nuit à l'efficacité militaire de la mission. Par exemple, plus de 63 pays ont fourni des contingents de niveaux de développement différents, de cultures militaires disparates, d'équipements défensifs variés, de niveaux

⁴⁰⁶ ONU, Conseil de sécurité, *Résolution 1925 déjà citée*, p. 3.

⁴⁰⁷ MONUC, *Faits et chiffres, déjà cité*.

⁴⁰⁸ Human Rights Watch. *The War Within The War... déjà cite*. Voir aussi *Le Monde*, article du 28 avril 2008, *déjà cité*.

techniques composites et de langues parlées hétéroclites. Le commandement et les opérations mixtes d'une telle équipe deviennent aléatoires et le temps de poser des actions militaires sur le terrain devient allongé. Ainsi, les motivations de certains casques bleus sont davantage tournées vers la recherche du profit au lieu d'accomplir les objectifs qui leurs sont assignés⁴⁰⁹.

De plus, nous pouvons dire que la MONUSCO ne manque pas de moyens pour accomplir son double mandat à savoir, la protection des civils et la consolidation de la paix. Il s'agit plutôt de la volonté politique des leaders nationaux et internationaux et du financement direct des sociétés multinationales qui visent à ne pas mettre un terme à ce conflit qu'ils tirent énormément profit. À la suite de ces turpitudes, il est dommageable de constater que la communauté internationale, qui a une responsabilité dans la promotion de la paix et de la sécurité, est restée divisée et peu disposée à s'impliquer davantage.

Par contre, le soutien que la MONUSCO a apporté en vue de l'arrestation et du jugement des personnes responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays à l'exemple de Ntabo Ntaberi Sheka, chef du groupe rebelle Nduma défense du Congo (NDC), est un succès dans le bilan de la mission. Un autre aspect positif de l'action onnusienne est porté sur le plan politique, car elle a initié un dialogue politique « transparent et sans exclusive » entre toutes les parties prenantes congolaises afin de favoriser la réconciliation, la démocratisation et d'éviter le retour des anciennes factions rebelles au maquis.

Il est important de souligner cependant que les élections présidentielles et locales encadrées par la MONUSCO en 2011 ont été entachées de beaucoup d'irrégularités tout en engendrant des guerres, des arrestations de nombreux leaders de l'opposition et de leurs militants. L'installation du régime issu de ces élections n'a pas alors permis un retour réel de la paix au Congo dans la mesure où des groupes armés ont ressurgi dans les régions de l'Est du pays. En dépit de cette faillite, nous nous permettons de croire que ces élections étaient

⁴⁰⁹ Mario Betti, *art cit.*, p. 115.

également des ultimes stratégies pour passer d'une situation de sortie de conflit à celle d'un État véritablement démocratique, unifié et stable. Nous souhaitons en définitive que l'organisation internationale appui le processus démocratique sans pour autant prendre de position afin d'offrir l'occasion aux peuples congolais de choisir leurs leaders légitimes au lieu de subir chaque fois le poids des gouvernements issus des armes ou des manipulations des puissances étrangères.

Enfin, entre les avis partagés des chercheurs qui soulignent le succès des opérations onusiennes et ceux qui dressent un bilan négatif de celles-ci, notre recherche nous amène à opter pour un juste milieu. L'organisation internationale a pu, par ses deux interventions, sauvegarder l'intégrité territoriale du Congo. Elle a aussi freiné les ingérences militaires belges et celles de Burundais, d'Ougandais et de Rwandais. Toutefois, la paix et la sécurité sont loin d'être pérennes sur toute l'étendue de la RDC. Il est donc nécessaire que l'organisation internationale réfléchisse sur d'autres pistes d'action en vue de rendre ses interventions plus efficaces. Nous considérons alors qu'elle devrait impliquer davantage l'Union Africaine (UA) dans la recherche de solutions à la crise congolaise. En outre, elle devrait exclusivement engager les contingents provenant des États d'Afrique subsaharienne pour leur excellente connaissance du terrain. En définitive, l'ONU devrait tirer des leçons de ses échecs au Congo afin qu'elle ne soit pas prise au dépourvu quand viendra l'heure du bilan des opérations de maintien de paix en cours, notamment au Darfour, au Libéria, au Mali, au Soudan, au Sahara occidental et en République centrafricaine.

Sources et bibliographie

I. Sources

I.1. Documents officiels de l'ONU

Charte des Nations Unies et statue de la cour internationale de justice. San Francisco, 26 juin 1945.

I.1.1. Résolutions du Conseil de sécurité

Résolution S/RES/637 du 16 décembre 1952.

Résolution 143 S/4387/ du 14 juillet 1960.

Résolution 145, S/4405 du 22 juillet 1960.

Résolution 146, S/4426 du 9 août 1960.

Résolution S/RES/4382, Supplément de juillet, août et septembre 1960.

Conseil de sécurité, P.V/913, 7 décembre 1960.

Résolution S/RES/1514 du 14 décembre 1960.

Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples, 14 December 1960.

Résolution 161 S/4741 du 21 février 1961.

Résolution 169 S/5002 du 24 novembre 1961.

Résolution S/RES/1654 du 27 novembre 1961.

Résolution S/RES/199 du 30 décembre 1964.

Résolution S/RES/1234 du 9 avril 1999.

Résolution S/RES/1258 du 6 août 1999.

Résolution S/RES/1279 du 30 novembre 1999.

Résolution S/RES/1304 du 16 juin 2000.

Résolution S/RES/1341 du 22 février 2001.

Résolution S/RES/1493 du 28 juillet 2003.

Résolution S/RES/1533 du 12 mars 2004.

Résolution S/RES/1654 du 31 janvier 2006.

Résolution S/RES/ 1671 du 25 avril 2006.

Résolution S/RES/1756 du 15 mai 2007.

Résolution S/RES/1797 du 30 janvier 2008.

Résolution S/RES/1906 du 23 décembre 2009.

Conseil de sécurité, *États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Ouganda et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution*, 27 mai 2010.

Résolution S/RES/1925 du 28 mai 2010.

Résolution A/RES/64/275 du 24 juin 2010.

Résolution S/RES/1991 du 28 juin 2011.

Résolution S/2011/298 14 novembre 2011.

Résolution S/RES/2098 du 28 mars 2013.

Résolution S/RES/2147 du 28 mars 2014.

Résolution S/RES/2198 du 29 janvier 2015.

Résolution S/RES/2277 du 30 mars 2016.

1.1.2. Rapports des secrétaires généraux

Premiers rapport sur la mise en application de la Résolution S/4387 du Conseil de sécurité, S/4389 du 18 juillet 1960.

Rapport sur le déploiement des troupes onusiennes au Congo S/4389 du 18 juillet 1960.

Premier rapport sur la mise en application de la Résolution S/4387 du Conseil de sécurité, en date du 14 juillet 1960, S/4389/Add. I, 19 juillet 1960.

Deuxième rapport du Secrétaire général sur la mise en application des résolutions du 14 et 22 juillet 1960, S/4417, 6 août 1960.

Déclaration de Dag Hammarskjöld au Conseil de sécurité le 21 août 1960, 887^e Session, S/P.V/887.

Rapport concernant la mise en application du paragraphe A-2 de la Résolution du Conseil de sécurité du 21 février 1961, S/4940/Add. 7 du 20 septembre 1961.

Rapport concernant la mise en application du Protocol d'accord entre les autorités katangaises et l'ONUC, S/4940/Add. 12 du 2 novembre 1961.

Rapport du fonctionnaire chargé de l'opération des Nations Unies Congo concernant la situation à Élisabethville (troisième partie) S/4940/Add.18 du 20 décembre 1961.

Rapport concernant la situation à Élisabethville, S/4940/Add.19 du 22 décembre 1961

Rapport du fonctionnaire chargé de l'ONUC sur les faits nouveaux relatifs à l'application des résolutions du Conseil de sécurité des 21 février et 24 novembre 1961, S/5053/Add. 14 du 11 janvier 1963.

Rapport présenté par le Secrétaire général Boutros Boutros Ghali, le 30 juin 1992.

Conseil Économique et Social, Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, présenté par M. Roberto Garretón, rapporteur spécial, E/CN.4/1995/67 du 19 décembre 1994.

Conseil Économique et Social, Rapport sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo, E/CN.4/1999/31 du 8 février 1999.

Rapport du secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/1999/790 du 15 juillet 1999.

Deuxième rapport du Secrétaire général sur le déploiement préliminaire des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/1999/1166 du 1^{er} novembre 1999.

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2000/30 du 17 janvier 2000.

Troisième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2000/566 du 12 juin 2000.

Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2000/888 du 21 septembre 2000

Dixième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2002/169 du 21 février 2002.

Onzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2002/621 du 5 juin 2002.

Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2002/1005 du 10 septembre 2002.

Treizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2003/211 du 21 février 2003.

Quatorzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2003/1098 du 17 novembre 2003.

Quinzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2004/251 du 25 mars 2004.

Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2004/1034 du 31 décembre 2004.

Dix-septième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2005/167 du 15 mars 2005.

Rapport spécial du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les élections en République démocratique du Congo, S/2005/320 du 26 mai 2005.

« Kofi Annan se réjouit de la décision de l'Union européenne de lancer la planification et les préparatifs d'un éventuel soutien à la MONUC », *Déclaration SG/SM/10388-AFR/1350* du 27 mars 2006.

Vingt-troisième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2007/156 du 15 mai 2007.

« "Colonialism has no place in today's world," says Secretary General in message to Decolonization Seminar in Indonesia [archive] », 14 may 2008.

Quatrième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2008/728 du 21 novembre 2008.

Vingt-cinquième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, S/2009/160 du 27 mars 2009.

PNUD, « Pauvreté et Conditions de vie des Ménages en RDC », mars 2009.

Trente et unième rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, 30 mars 2010.

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, S/2010/512 du 28 mai 2010.

Lettre datée du 7 juin 2010, adressée au président du Conseil de sécurité par le secrétaire général.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 8 octobre 2010.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 17 janvier 2011.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 12 mai 2011.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 24 octobre 2011.

Porte-parole du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Point de presse, 16 avril 2013.

Porte-parole du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Point de presse, 05 juin 2013.

Lettre datée du 6 juin 2013, adressée au président du Conseil de sécurité, 10 juin 2013.

Porte-parole du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Point de presse, 26 juin 2013.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 28 juin 2013.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 5 mars 2014.

Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Conférence de presse, 25 juin 2014.

Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Conférence de presse, 23 juillet 2014.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 30 décembre 2014.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 10 mars 2015.

Rapport sur la mise en œuvre de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, 13 mars 2015.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 26 juin 2015.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 28 septembre 2015.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 24 décembre 2015.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 9 mars 2016.

Rapport sur la mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 3 octobre 2016.

Haut-commissariat de droit de l'homme, *Lutte contre l'impunité pour des violations ou abus des droits de l'homme en République démocratique du Congo : accomplissements, défis et recommandations (1er janvier 2014 – 31 mars 2016)*, Octobre 2016

Rapport sur la mise en œuvre de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, 10 mars 2017.

Porte-parole du secrétaire général des Nations Unies en RDC, « RDC : 644 violations des droits de l'homme enregistrées au mois de septembre (BCNUDH) », *Conférence de presse*, 25 octobre 2017.

Rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 29 décembre 2017.

I.2. Rapports des organisations non gouvernementales

I.2.1. Rapports d'Amnesty International

AMNESTY International. « République démocratique du Congo. La dignité humaine déduite à néant ». *Rapport* de mai 2000.

AMNESTY International. « Conflit armé : En République démocratique du Congo il faut des actes, pas des paroles ». *Rapport* du 2 décembre 2008.

AMNESTY International. « Amnesty International rappel à l'ONU de la nécessité d'une prise en compte des droits humains dans le futur traité sur le commerce des armes ». *Rapport* du 8 octobre 2009.

AMNESTY International. « Il faut enquêter sur les crimes commis pendant une décennie en République démocratique du Congo ». *Communiqué de presse*, 1 octobre 2010.

AMNESTY International. « RD Congo. Il faut protéger les civils alors que des dizaines de milliers de personnes fuient les combats ». *Rapport* du 19 novembre 2012.

AMNESTY International. « Dix faits qu'il importe de connaître à propos de la crise qui sévit en République démocratique du Congo ». *Rapport* du 20 mars 2013.

AMNESTY international. *Comment nous fonctionnons ?* Consulté le 13 décembre 2015, <https://www.amnesty.org/fr/who-we-are>.

AMNESTY International. *Rapport du annuels 2007 : RDC*. Consulté le 13 décembre 2015 <https://www.amnesty.org>

AMNESTY International. *Comment nous fonctionnons ?* Consulté le 3 décembre 2015. <https://www.amnesty.org/fr/who-we-are>.

AMNESTY international. *République démocratique du Congo. Rapports annuels sur la situation des droits humains*, consulté le 12 janvier 2016. <http://www.amnesty.org/fr/region/democraticrepublic-congo/repport>.

AMNESTY International. « Voilà pourquoi on meurt ». Les atteintes aux droits humains en RDC alimentent le commerce mondial du cobalt ». *Rapport* du 19 janvier 2016.

AMNESTY International. « Exigez la justice pour les victimes des massacres de Beni en RDC ». *Rapport* du 19 octobre 2016.

AMNESTY International. « Nations unies. Amnesty International demande une action internationale sur la question des drones armés ». *Rapport* du 20 octobre 2017.

1.2.2. Rapports de Human Rights Watch

HUMAN Rights Watch, « RDC: l'Exploitation des ressources accroît les souffrances de la population. Le Conseil de Sécurité doit agir de façon décisive pour arrêter les carnages », *Rapport* du 20 avril 2001.

HUMAN Rights Watch. "The war within the war. Sexual violence against women and girls in eastern Congo". June, 2002.

HUMAN Rights Watch. « La guerre est internationale, pas locale. Un nouveau rapport apporte des informations sur les rôles joués par chacun au-delà des conflits ethniques ». *Rapport* du 8 juillet 2003.

HUMAN Rights Watch. Ituri: "Covered in blood. Ethnically Targeted Violence in Northeast DR Congo". vol. 15, n°11 (A) - July 2003.

HUMAN Rights Watch. « Congo : L'ONU doit aborder l'implication des entreprises dans le conflit ». *Rapport* du 26 octobre 2003.

HUMAN Rights Watch. « ONU : Les casques bleus impliqués dans la contrebande au Congo (RDC) doivent être tenus responsables ». *Lettre de Kenneth Roth, Directeur exécutif à M. Jean-Marie Guéhenno secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix*, 23 juillet 2007.

HUMAN Rights Watch, « Human Rights Watch is an independent, nongovernmental organization, supported by contributions from private individuals and foundations worldwide. It accepts no government funds, directly or indirectly. », 22 septembre 2008.

HUMAN Rights Watch. « La crise humanitaire s'aggrave tandis que le processus de paix chancelle. La reprise des combats déplace à nouveau 100 000 civils dans l'est du Congo », 25 septembre 2008.

HUMAN Rights Watch. « RD Congo: La CPI recherche un quatrième suspect. La Cour Pénale Internationale a levé les scellés pour un mandat d'arrêt contre Bosco Ntaganda ». *Rapport* du 29 avril 2008.

HUMAN Rights Watch. "The Christmas Massacres. LRA attacks on Civilians in Northern Congo ". *Report* of February 16, 2009.

HUMAN Rights Watch. « ONU: L'intervention des forces de maintien de la paix au Congo doit être axée sur la protection des civils. Le Secrétaire général doit empêcher toute implication des casques bleus dans des crimes de guerre ». *Rapport* du 23 décembre 2009.

HUMAN Rights Watch. « Le chemin de la mort. Atrocités commises par la LRA dans le Nord-Est du Congo ». 28 mars 2010.

HUMAN Rights Watch. « RDC : la LRA a lancé une nouvelle vague de massacres. Les États-Unis doivent de toute urgence mettre en œuvre la nouvelle législation afin de contribuer à faire cesser ces attaques ». *Rapport* du 21 mai 2010.

HUMAN Rights Watch. « RCA/RD Congo : La LRA mène une campagne massive d'enlèvements ». *Rapport* du 11 août 2010.

HUMAN Rights Watch, « RD Congo : Il faut renforcer la protection des personnes déplacées », *Rapport* du 14 septembre 2010.

Kenneth, Roth. *Lettre au Président Obama au sujet d'une stratégie globale des États-Unis concernant la LRA*. 11 novembre 2010.

HUMAN Rights Watch. « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur ». *Rapport* du 21 mars 2012.

HUMAN Rights Watch. *Lettre ouverte au Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les violations des droits humains en RD Congo*. 2 octobre 2013.

HUMAN Rights Watch. « Conseil de sécurité de l'ONU : Il faut faire cesser les violations des droits humains en RD Congo ». 3 octobre 2013.

HUMAN Rights Watch. « La violence ininterrompue en RD Congo ». *Rapport* du 22 novembre 2013.

HUMAN Rights Watch. « RD Congo : Création d'un mécanisme de vérification des antécédents (« vetting ») pour les forces de sécurité ». *Rapport* du 7 avril 2014.

HUMAN Rights Watch. « RD Congo : L'armée et l'ONU n'ont pas agi pour arrêter un massacre ». *Rapport* du 2 juillet 2014.

HUMAN Rihts Watch. *Protéger les droits, sauver des vies*. Consulté le 3 décembre 2015, <https://www.hrw.org>.

HUMAN Rights Watch. *Violations et répressions en RDC*. Consulté le 11 janvier 2016. <https://www.hrw.org/fr/news/2014/01/21/rapport-mondial-2014/2015>.

HUMAN Rihts Watch. *République démocratique du Congo. Rapports*. Consulté le 12 janvier 2016. <https://www.hrw.org/fr/africa/democratic-republic-congo>.

HUMAN Rihts Watch, *Rapport mondial 2015: RD Congo*, Consulté le 08 avril 2016. <https://www.hrw.org>

1.2.3. Rapports d'Oxfam International

OXFAM International. « Without Strong UN Peacekeeping Presence, Congo Stands to Lose ». *Report* of February 21, 2007.

OXFAM International. « RD Congo : Le processus de paix fragile, des civils en danger. Plus de 200 morts et 150 000 déplacés depuis la signature de l'accord de paix en janvier ». *Rapport* du 28 août 2008.

OXFAM International. « Oxfam calls for urgent appointment of special envoy and more peacekeepers for Congo ». *Report* of October 31, 2008.

OXFAM International. “Now, the World Is Without Me”: An Investigation of Sexual Violence in Eastern Democratic Republic Of Congo. A Report by the Harvard Humanitarian Initiative with Support from Oxfam America”. *Report* of April 2010.

OXFAM international. « LRA : les Nations Unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées ». *Rapport* du 21 octobre 2010.

OXFAM international. « RD Congo : Améliorer la protection des civils avant les élections. L’ONU devrait allouer des ressources supplémentaires pour répondre aux attaques de la LRA et à de possibles violences liées aux élections ». *Rapport* du 9 juin 2011.

OXFAM International. « Des millions de personnes sous la menace des milices et forces armées dans l’Est de la RDC ». *Rapport* du 18 décembre 2012.

OXFAM International. « Réaction d'Oxfam à l’annonce du déploiement de la mission de l’ONU pour la stabilisation en RDC afin d’imposer une zone de sécurité à Goma et Sake ». *Rapport* du 1 août 2013.

OXFAM International. « Un difficile équilibre. En quête de protection dans l'Est de la RDC ». 179 documents d'information d'Oxfam, 27 janvier 2014.

OXFAM International. « L’insécurité sécurisée ». Les atteintes aux droits humains commises contre des civils dans l'est de la RDC perdurent alors que l'état intensifie son contrôle ». *Document d'information* 202, 6 mars 2015.

OXFAM International. *Qui sommes-nous ?* Consulté le 3 décembre 2015, <https://www.oxfam.org/fr>.

OXFAM International. *Interventions d'urgence en RDC*. <https://www.oxfam.org/fr/pays/republique-democratique-du-congo>. Consultée le 11 janvier 2016.

OXFAM International. *LRA : les Nations unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées*. Consulté le 09 avril 2016. <https://www.oxfam.org/fr>

I.3. Archives de presse

I.3.1. The Globe and Mail

HAMILTON J. Thomas. “Hammaraskjold calls on 9 States: UN Seeks African Team to End Congo Rioting Lumumba Asks Help in Crisis”, *The Globe and Mail*, Toronto, 12 July 1960.

LOWENTHAL Richard. “The Cold War in Africa”, *The Globe and Mail*, Toronto, 20 Sep 1960, p.6. See also “The Congo And Cold War”, *The New York Times*, New York, 26 Dec 1962.

NL. “UN calls for Belgium to leave Congo”. *The Globe and Mail*, July 22, 1960.

NL. “UN-Congo tension Increases”. *The Globe and Mail*, October 13, 1960.

NL. “UN Financial Crisis”. *The Globe and Mail*, May 20, 1963.

Philip Deane. “Dealing with Congo Politicians”. *The Globe and Mail*, Apr 08, 1961.

1.3.2. The New York Times

GILROY Harry. "Belgians' Exodus Led To Violence: Review of Crisis Indicates Congo Events of June Set Stage for July Terror". *The New York Times*, July 21, 1960.

HAMILTON J. Thomas. "The United Nations in '63: Organization Will Face Major Tests On Cold War and Internal Problems Serious Problems Congo Prospects Good Tshombe's Threat". *The New York Times*, January 7, 1963.

HAMILTON J. Thomas. "Thant is Gloomy On Congo Future: Voices Fears as U.N. Force Leaves After 4 Years - Adoula Quits as Premier Thant Is Gloomy On Congo Future". *The New York Times*, July 1, 1964.

HAMILTON J. Thomas. "Hammaraskjold calls on 9 States: UN Seeks African Team to End Congo Rioting Lumumba Asks Help in Crisis". *The New York Times*, July 12, 1960.

LOWENTHAL, Richard. "The Cold War in Africa". *The New York Times*, September 20, 1960.

NL. "Lumumba moved: reported beaten (red-aides forces stir Congo fears)". *The New York Times*, January 19, 1961.

NL. "Congo Violence Seeps to Angola: Outbreak in the Portuguese Area Linked to Riots in Belgian Region". *The New York Times*, February 15, 1959.

NL. "Hammaraskjold's Statement on the Congo and Remarks in Security Council Debate: Congolese and Soviet Delegates Criticize U.N. Chiefs Policies on Katanga Issue". *The New York Times*, August 22, 1960.

NL. "Lumumba Gains Pledge From U.N. On Security Help: Hammaraskjold Agrees to Send Experts to Guide Government Functions". *The New York Times*, July 21, 1960.

NL. "The UN and the use of force". *The New York Times*, January 8, 1962.

NL. "The Congo and Cold War". *The New York Times*, December 26, 1962.

NL. "Fighting erupts between Un and Katangese forces, Elisabethville". *The New York Times*, December 6, 1961.

NL. "Hammaraskjold's Statement on the Congo and Remarks in Security Council Debate: Congolese and Soviet Delegates Criticize U.N. Chiefs Policies on Katanga Issue", *The New York Times*, 22 Aug 1960.

PARROTT, Lindesay. "U.N. Chief Warns He May Suggest Congo Pull-Out: Hammaraskjold Hints Plea To The Security Council If Bickering Continues Assembly Is Cautioned Political Committee Urges Accord On Atom Tests And A Delay Of Arms Talks U.N. Chief Hints A Congo Pull-Out". *The New York Times*, December 20, 1960.

KENNETT, Love. "Mercenary Plan Seen In Katanga: U.N. Source Says Ex-French Officers Mapped Defense Of Congolese Province Mercenary Plan Seen In Katanga". *The New York Times*, December 11, 1961.

KRISTOL D. Nicholas. "The World Capital of Killing". *The New York Times*, February 6, 2010.

TRAUB, De James. « The Congo Case Correction Appended », *The New York Times*, New York, July 3, 2005.

1.3.3. Le Monde

DE VOS, Pierre. « La situation au Congo belge ». *Le Monde*, 8 juillet 1960.

SN. « Les réfugiés belges racontent les scènes de violence qu'ils ont vécues ». *Le Monde*, 9 juillet 1960.

SN. « Deux tendances au sein du gouvernement ». *Le Monde*, 14 juillet 1960.

SN. « M. Tshombe refuse de laisser entrer au Katanga les troupes de l'ONU ». *Le Monde*, 15 juillet 1960.

SN. « Les événements de l'ex-Congo belge ». *Le Monde*, 3 août 1960.

SCHWOEBEL, Jean. « L'avenir des Nations Unies : où sont les chances de progrès ? ». *Le Monde*, 1^{er} septembre 1961.

SN. « La crise congolaise : M. Than invite plusieurs puissances à exercer des mesures de pression économique sur le Katanga ». *Le Monde*, 15 décembre 1962.

S.N. « L'ONU suspend un contingent en Côte d'Ivoire après des accusations d'abus sexuels », *Le Monde*, 21 juillet 2007.

SN. « Congo: une « guerre mondiale africaine », *Le Monde*, 6 Avril 2000.

SN. « Le Vatican appelle à ne plus financer Amnesty International, accusée de promouvoir l'avortement », *Le Monde*, 14 juin 2007.

JACOB, A. « Le Congo après le départ de l'ONU. Les principaux acteurs ». *Le Monde*, 1^e juillet 1964.

JACOB A. « Un bilan de la situation au Congo. Le Congo après le départ de l'ONU ». *Le Monde*, 1^e juillet 1964.

DE VOS, Pierre. « Le nouveau gouvernement congolais est beaucoup moins largement représentatif que ne l'espérait M. Tshombe ». *Le Monde*, 11 juillet 1964.

I.3.4 Jeune Afrique

DEVEY Muriel. « Paix sur les ondes », *Jeune Afrique*, 25 avril 2006.

KIBANGULA Trésor. RDC - Omar Kavota : « Les Casques bleus ne comprennent pas la nature de la menace à Beni », *Jeune Afrique*, 24 mars 2017.

KPATINDE Francis. « Scandale à la MONUC », *Jeune Afrique*, 01 juin 2004.

SN. « RDC : Kinshasa appelle au « retrait définitif » de la MONUSCO en 2020 », *Jeune Afrique*, 4 avril 2018.

I.3.5 Autres journaux

Gédeon Richard, « La MONUC manque cruellement de forces spéciales » *L'Express*, 10 novembre 2008.

EKAMBO Jean-Christien. 1959 Message de «bonne année » du Général Janssens à la Radio. *Le Phare*, 24 décembre 2009.

ETCHEVERRY, Marc. « Nord-Kivu : On peut se poser des questions sur le rôle de la MONUC », *L'Express*, 11 février 2009.

KANNAH, D Junior. « RD Congo : bilan mitigé pour l'ONU, qui réduit le nombre de ses casques bleus », *Agence France Presse*, 31 mars 2017.

LEVESQUE Claude. « Cette guerre qui n'en finit plus », *Le Devoir*, 01 novembre 2007.

MATAND, Jacques. « RDC: A quoi servent les Casques bleus? », *Slate Afrique*, 2012.

MAS, Monique. « République démocratique du Congo : la MONUC impuissante au Kivu », *Radio France Internationale*, 12 juillet 2005.

MWALUKE, Philomène. « Congo-Kinshasa: Daniel Ngoy Mulunda met le cap sur le Grand Nord », *Prospérité*, 15 avril 2010.

McConnel, Tristan. « Portrait. Laurent Nkunda, le boucher du Kivu », *The Times*, 12 novembre 2008.

ROSS Aaron, LEWIS David. "U.N. peacekeepers pressed to do more with less as further cuts loom", *Reuters*, September 19, 2017.

SN, « RDC: le mandat de la MONUSCO renouvelé, avec une légère réduction des effectifs », *Radio France Internationale*, 01 avril 2017.

SN, « Pourquoi asphyxier le Katanga pour la simple plaisir d'avoir raison ? », *La Libre Belgique*, Bruxelles, 16 juillet, 1962.

SN. « Congo-Kinshasa: PAREC, Daniel Ngoy Mulunda lance l'opération "arme à feu contre 50 USD" à l'Est », *Prospérité*, 19 janvier 2010.

SN. « RDC: 11 000 armes de guerre récupérées », *AFP/Figaro*, 19 mai 2009.

SN. « Ils sont devenus indépendants en 1960 », *Radio France 24*, 02 février 2010.

SN. « La sécession katangaise, vue de l'intérieur », *La Libre Belgique*, 28 novembre 2016.

SN. « Congo-Kinshasa : quel destin dans les urnes ? », *RFI*, 05 décembre 2006.

SN. « L'affaire katangaise : Tu saignes ... ou tu passes à la baignoire ! », *La Libre Belgique*, 14 août 1962.

SN. « La MONUC sévèrement critiquée par le gouvernement », *AFP*, 11 avril 2010.

SN. « Army Sets Terms for Pulling out of DRC », *The Monitor*, April 11, 2003.

SN. « RDC : deux jeunes tués dans une manifestation contre la MONUSCO dans l'Est », *Jeune Afrique*, 22 octobre 2014.

SN. « RDC: Un an après le M23, quel bilan? », *Radio France Internationale*, 05 novembre 2014.

II. Bibliographie

II.1. Ouvrages généraux

AUBERT, François. « La politique étrangère de la Belgique de 1954 à 1958 vue par les diplomates français », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1973, 28/2007.

- BERCOVITCH, Jacob. « Mediation in International Conflict: An Overview of Theory, A Review of Practice », in W. ZARTMANN et J.L. RASMUSSEN (dir.) *Peacemaking in International Conflict*. Washington, United States Institute of Press, 1997.
- BIPOUN WOUM, Joseph-Marie. *Centenaire de la Conférence de Berlin 1884-1885 : Actes du colloque international*, (Brazzaville, avril 1985). Paris, Présence africaine, 1987.
- BOUSSAGUET Laurie, JACQUOT Sophie et RAVINET Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- BRAECKMAN Colette. *Rwanda, histoire d'un génocide*. Paris, Fayard, 1994.
- BRASSINNE DE LA BUISSIERE, Jacques et Georges-Henri DUMONT. « Les autorités belges et la décolonisation du Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2063-2064, 18/2010.
- BRESSON, Delphine. *Le « Peacebuilding » : concept, mise en œuvre, débats : le point sur les péripéties complexes d'un outil de paix en construction*. Paris, L'Harmattan, 2012.
- BRESSON, Delphine. *Le « Peacebuilding » : concept, mise en œuvre, débats : le point sur les péripéties complexes d'un outil de paix en construction*. Paris, L'Harmattan, 2012.
- CALVEZ, Jean-Yves. « Peut-on réformer l'ONU ? ». *Études*, n°406, 4/2007.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *L'Afrique et les Africains au XIX^e siècle, mutations, révolutions, crises*. Paris, Armand Colin, 1999.
- COT, Jean-Pierre, Alain PELLET, Mathias FORTEAU. *La Charte des Nations Unies : commentaire article par article*. Paris, Economica, 2005.
- DIEHL Paul F. and DRUCKMAN Daniel., *Evaluating Peace Operations*, Boulder, Lynne Rienner, 2010.
- DORIGNY, Marcel et Bernard GAINOT. *Atlas des esclaves : Traites, sociétés coloniales, abolitions de l'Antiquité à nos jours*. Paris, Autrement, 2006.
- DRUCKMAN, Daniel. « Negotiating in the International Context ». in W. ZARTMANN et J.L. RASMUSSEN (dir.) *Peacemaking in International Conflict*. Washington, United States Institute of Press, 1997.
- ELIKIA, M'bokolo. *Médiations africaines - Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*. Paris, L'Archipel, 2009.
- ELIKIA, M'bokolo. *L'Afrique entre l'Europe et l'Amérique : le rôle de l'Afrique dans la rencontre de deux mondes. 1492-1992*, Paris, Unesco, 1995.
- FETHERSON, A. B. « Towards a Theory of United Nations Peacekeeping ». *International affairs*, vol. 71, n°2, 4/1995.
- FRANÇOIS Frédéric et al., « Tshisekedi et Mobutu justifiant la pendaison publique de 3 ministres et d'un sénateur », [document audiovisuel].SD.
- GERARD-LIBOIS, Jules. « Avant le voyage royal dix ans de relations Belgique-Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 483, 18/1970.
- GERARD-LIBOIS, Jules et Benoît VERHAEGEN. « Le Congo : Du domaine de Léopold II à l'indépendance », *Courrier hebdomadaire du CRIP*, n° 1077, 1985.

GERARD-LIBOIS Jules et José GOTOVITCH. « Le Congo dans la guerre. Les accords tripartites belgique-grande-bretagne-états-unis ». *Courrier hebdomadaire*, Bruxelles, CRISP, n° 781-782, 35/1977.

HATTO, Ronald. *Le maintien de la paix, l'ONU en action*, Paris, Armand colin, 2015.

HEURTEAUX, Michel. *Quel avenir pour l'organisation internationale ?* Milan, Les Essentiels, 2004.

HOCHSCHILD, Adam. *Les fantômes du roi Léopold II, la terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1918*. Paris, Tallandier, 2007.

ISARD, Walter. *Understanding conflict & the science of peace*. Massachusetts, Blackwell, 1992.

INDAR Rikhye Jit, *The Theory and Practice of Peacekeeping*, London, C. Hurst and Company, 1984.

LEWIN, André. « Les Africains à l'ONU ». *Relations internationales*, n°128, 4/2006.

MACLEOD, Alex, DUFAULT, F. Evelyne, DUFOUR Guillaume et David MORIN. *Relations Internationales. Théories et concepts*. Outremont, Athéna, 2008.

MERRILL, C John. « Les quotidiens de référence dans le monde », *Cahiersdujournalismes.net*, 2000.

NDAYWEL E NZIEM, Isidore. « Aux origines de l'éveil politique au Congo belge : Une lecture du manifeste *Conscience africaine* (1956) cinquante ans après ». *Présence Africaine*, n° 173, 1/2006.

NDAYWEL E NZIEM Isidore. « Du Congo des rébellions au Zaïre des pillages », *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150, 1998.

NDAYWEL E NZIEM, Isidore. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République démocratique du Congo*. Bruxelles, Duculot, 1998.

NINAN, KOSHY. « Sidelining the United Nations », *Economic and Political Weekly*. vol. 35, n° 15, 4/2000.

OBENGA, Théophile. *Histoire générale du Congo des origines à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 2010.

RUSSBACH, Olivier *ONU contre ONU : Le droit international confisqué*, Paris, La Découverte, 1994.

SIBEUD Emmanuelle « Entre geste impériale et cause internationale : défendre les indigènes à Genève dans les années 1920 », *Monde(s)*, n° 6, 2014.

SN. « Situation économique du Congo belge », *Rapport sur l'administration de la colonie pendant l'année 1948, Études et conjoncture -Économie mondiale*, vol. 5, n° 2, 1950.

SN. « La Conférence de la Table ronde belgo-congolaise (20 janvier - 20 février 1960) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 58, 12/1960.

SN. «Un des moments les plus beau de l'histoire de la République », *Zaire-Afrique*, no 244-245, avril-mai 1990.

STEPHEN John Stedman, "Spoiler Problems in Peace Processes", *International Conflict*

Resolution after the Cold War (2000), The National Academies Press, 2018.

UNITED NATIONS. Basic facts about the United Nations. New York, Reproduction Section, 1998.

VANDEWILLE, Frédéric. « Journal des événements décembre 1962- février 1963 ». *Archives diplomatiques de Belgique*, 18 882/IX, Ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines.

WELLS N. Robert Jr. *Peace by pieces – United nations Agencies and Their Roles*. London, Scarecrow Press, 1991.

WESSELING, Henri. *Le partage de l'Afrique, 1880-1914*. Paris, Denoël, 1991.

WHITE W. Bob. « L'incroyable machine d'authenticité. L'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu ». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, n° 2, 2006.

II.2. Études spécifiques

ALBARET, M. et al. *Les grandes résolutions du conseil de sécurité des Nations unies*. Paris, Dalloz, 2012.

AUBERT, François. « La politique étrangère de la Belgique de 1954 à 1958 vue par les diplomates français ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1973, 28/2007.

ALDEN, Chris et Garth Le Père. « Du paria au partenaire : changement de politique étrangère en Afrique du Sud ». *Les Temps Modernes*, vol. 623, n° 2, 2003.

AUTESSERRE, Séverine. "D. R. Congo: Explaining Peace Building Failures, 2003-2006." *Review of African Political Economy* 34.113, 2007.

BANGALA, Charles. *L'ONU et la crise des Grands Lacs en République démocratique du Congo (1997-2007)*, Paris, L'Harmattan, 2009.

BENGT, Rosio. "The Ndola Crash and the Death of Dag Hammarskjöld". *The Journal of Modern African Studies*, Cambridge University Press, vol.31, n°4, 12/ 1993.

BETTATI, Mario. « L'usage de la force par l'ONU », *Pouvoirs*, n° 109, 2/2004.

BRAECKMAN, Colette. « La RDC dépecée par ses voisins », *Le Monde diplomatique*, n° 93, (10/1999).

BRAECKMAN, Colette et al. *Congo 1960-Échec d'une décolonisation*. Bruxelles, GRIP, 2010.

BRASSINNE DE LA BUISSIÈRE, Jacques. *La Sécession du Katanga : témoignage (juillet 1960-janvier 1963)*, Bruxelles, 2016.

BRUYERE-OSTELLS, Walter. « L'influence française dans la sécession katangaise : naissance d'un système mercenaire ». *Relations internationales*, n° 162, 2/2015.

BIGSHARE, Jonas. *Avant l'indépendance égale après l'indépendance, Procès de l'essence raciale des politiques anti-congolaise*, Bruxelles, Edilivre, 2014.

Centre d'actualités de l'ONU. « RDC/Ouganda : Kofi Annan condamne les incursions de la LRA ». *Les dépêches du Service de l'Information de l'ONU*. 05 octobre 2005.

Cour Internationale de Justice, *Affaire relative aux activités armées sur le territoire du Congo (Tomes I et II) Annexes à la requête introductive d'instance du Gouvernement de la République démocratique du Congo*, enregistré au Greffe de la Cour le 23 juin 1999.

- DE VILLERS, Gauthier et OMASOMBO, Jean. « La bataille de Kinshasa », *Politique africaine*, n°84, 4/ 2001.
- DE VILLERS, Gauthier et OMASOMBO, Jean. « Quand le peuple kinois envahit les rues... ». T. Tréfon (dir.), *Ordres et désordres à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'État*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- DEVLIN, Larry. *CIA : mémoire d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, Paris, Jourdan, 2009.
- DIEHL Paul F. and DRUCKMAN Daniel., *Evaluating Peace Operations*, Boulder, Lynne Rienner, 2010.
- DORN, A. Walter and David J.H. BELL. "Intelligence and peacekeeping: The UN Operation in the Congo 1960–1964". *International Peacekeeping*. vol. 2, n° 1, 1995.
- DUKE, Lynne. «The scramble for Congo», *Mandela, Mobutu and Me a newswoman's African journey*. New York, Doubleday, 2003.
- DUMOULIN Miche, GIJS Anne-Sophie, PLASMAN Pierre-Luc et Christian VAN DE VELDE (dir). *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*. Bruxelles, Outre-Mers, 2012.
- DURAND, Pierre-Michel. « Leçons congolaises. L'ONUC (1960-1964) ou « La plus grande des opérations » : un contre-modèle ? ». *Relations internationales*. n° 127, 3/ 2006.
- EMIZET KISANGANI, François. *Guerres civiles dans la République démocratique du Congo 1960-2010*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- FOFACK, Eric Wilson. « L'ONU face aux conflits en Afrique centrale post-guerre froide, 1990-2004 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 248, 4/ 2012.
- GERARD-LIBOIS, Jules. « L'intervention de l'ONU dans l'imbroglio congolais et international », dans. 93.
- GERARD-LIBOIS, Jules. *Le rôle de la Belgique dans l'Opération des Nations Unies au Congo (1960-1964)*. Bruxelles, CRISP, 1977.
- GERARD-LIBOIS, Jules. *Sécession au Katanga*. Bruxelles, CRISP, 1963.
- GOUVERNEMENT du Canada. *Passerelle pour l'histoire militaire canadienne* [archive]. Consultée le 02 mai 2017. <http://www.cmhg-phmc.gc.ca>
- GIBBS, D.N. "The United Nations, International Peacekeeping, and the Question of "Impartiality": Revisiting the Congo Operation of 1960". *The journal of Modern African Studies*, vol. 38, n° 3, 9/2000.
- GIBBS, David N. « Dag Hammarskjöld, the United Nations, and the Congo Crisis of 1960-1 », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 31, n°1, 3/1993.
- GUIA, MIGANI. « Sékou Touré et la contestation de l'ordre colonial en Afrique sub-saharienne, 1958-1963 ». *Le Monde(s)*, N° 2, 2/2012.
- HERREWEGHE, Jean. « L'historique de la sécession Katangaïse ». *Congolâtres, Bulletin philatélique*, Bruxelles, n° 22, 2016.
- HUGO, Jean-François. *La République démocratique du Congo : une guerre inconnue*. Paris, Michalon, 2006.

- INTERNATIONAL MONETARY FUND. *Report for Selected Countries and Subjects*. April 2015.
- ILINCA, Mathieu. « La contre-insurrection en République démocratique du Congo : le défi des « Forces négatives ». *Sécurité globale*, n° 14, 4/2010.
- JACQUEMOT, Pierre. « Le Rwanda et la République démocratique du Congo. David et Goliath dans les Grands- Lacs ». *Revue internationale et stratégique*, n° 95, 3/2014.
- KABUYA-KALA et TSHUINZA-MBIYE. « La politique économique revisitée en RDC : pesanteur d'hier et perspectives ». *Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2005-2006.
- KAIÐAR, Ayoub. *L'ONU face à l'irrationnel en RDC*. Paris, L'Harmattan, 2011.
- KARAOSMANOGLU, ALi. *Les actions militaires coercitives et non coercitives des Nations Unies*. Genève, Droz, 1970.
- KALUMVUEZIKO, Ngibi. *Congo-Zaïre. Le destin tragique d'une nation*. L'Harmattan, 2013.
- KESTERGAT, Jean. « ONU : Le grand enlèvement », dans Collette Braeckman et al., *Congo 1960 Échec d'une décolonisation*. Bruxelles, GRIP, 2010.
- KIBANGULA, Trésor. « RDC : quel bilan pour la MONUSCO, près de 18 ans après son déploiement ? ». *Jeune Afrique*, 30 mars 2017.
- KIND, Gordon. *The United nations in the Congo a question for peace*. Carnegie Endowment for International Peace. Washington, 1962.
- KIONI KIABANTU, Augustin-Romain. *La République démocratique du Congo face aux défis du 21^e siècle*. Bruylant, 1998.
- LECLERCQ, Claude. *L'ONU et l'affaire du Congo*, Paris, Payot, 1964.
- LEFEVER W. Ernest. *Crisis in the Congo. A United Nations Force in Action*. Washington, Brookings, 1965.
- LIBATU LA MBONGA, Ephrem. *Quelle diplomatie pour la République démocratique du Congo ?* Paris, L'Harmattan, 2008.
- LIEGEOIS, Michel. *Maintien de la paix et diplomatie coercitive les nations Unies : L'organisation des Nations Unies à l'épreuve des conflits de l'après-guerre froide*. Bruxelles, Bruylant, 2003.
- MABILLE Xavier et al. « La force publique et le maintien de l'ordre à la veille de l'indépendance congolaise ». *Courier hebdomadaire du CRIP*, n° 486, 21/1970.
- MACLEOD Alex, DUFAULT Evelyne, DUFOUR F. Guillaume et MORIN David. *Relations Internationales. Théories et concepts*. Outremont, Athéna, 2008.
- MATAND, Jacques. « RDC: A quoi servent les Casques bleus? ». *Slate Afrique*, 2012.
- MATAND, Jacques. « RDC: A quoi servent les Casques bleus? ». *Centre de recherche sur les opérations de maintien de paix*, 2017.
- MBAVU MUHINDO, Vincent. *Le Congo-zaïre d'une guerre à une autre, de Libération en Occupation*. Paris, L'Harmattan, 2003.
- MBUYI, Henry. « Député révolte contre les casques bleus Bababaswe demande le départ de la MONUSCO. Il la juge inefficace ». *Conférence de presse organisée 27 mai 2012*.

- MICHEL, Marc. *Décolonisations et émergence du tiers monde*. Paris, Hachette, 1993.
- MONGA NGONDA MAINDO. *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale*. Paris, L'Harmattan, 2001.
- MORJE HOWARD Lise, *UN Peacekeeping in Civil Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- MUKANYA, Jean-Bruno et SAMIR, Saul. « Cavalier seul : la France contre les interventions multilatérales durant la crise congolaise, 1960-1963 ». *Relations Internationales*, n° 124, 2/2010.
- N'DIMINA MOUGALA, Antoine-Denis. « Les conflits africains au XXe siècle ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 225, 1/2007.
- N'DIMINA-MOUGALA, Antoine-Denis. « Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique centrale, 1960-2000 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 236, 4/2009.
- N'DIMINA-MOUGALA, Antoine-Denis. « Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961-1989). *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 233, 1/2009.
- NISSE NZEREKA MUGHENDI. *Guerres récurrentes en RDC entre fatalité et responsabilité*. Paris, L'Harmattan, 2010.
- NZANDA-BUANA et Ndele-Bamu. « Les grandes leçons de l'histoire monétaire, financière et économique du Congo-Zaïre ». *Zaïre - Afrique*, n°267, 1992.
- NZONGOLA ANTALAJA, G. *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*. London, Zed book, 2002.
- OWONO MFEGUE KOURA, Félicité. *Les ressources naturelles dans les conflits armés en République démocratique du Congo*. Paris, L'Harmattan, 2012.
- PASCAL, Valérie. « Les Nations Unies et la sécurité en Afrique : jusqu'où ira le désengagement ? ». *La revue internationale et stratégique*, n°33, 1999.
- PASCAL, Valérie. « Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique ». *Relations internationales et stratégiques*, n° 23, 1996.
- PNUD. « Pauvreté et Conditions de vie des Ménages en RDC ». *Rapport* du mars 2009.
- POULIN, Thomas. « Historique de l'opération MONUSCO ». *Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP)*, Université de Montréal, avril 2013.
- PRUNIER, Gérard. « L'Ouganda et les guerres congolaises ». *Politique africaine*, n° 75, 3/1999.
- PRUNIER, Gérard. *Africa's World War: Congo, the Rwanda Genocide, and the Making of a Continent Catastrophe*. Oxford, Oxford University Press, 2009.
- PRUNIER, Gérard. « Paradoxes de la démocratie sur le continent noir : le Somaliland, une exception africaine ». *Le Monde (s)*, Octobre 2010.
- REMY, Jean-Philippe. « Les martyrs de Léopoldville : Les députés belges adoptent la déclaration gouvernementale annonçant la prochaine indépendance du Congo ». *Le Monde (s)*, 29 juillet 2009.
- ROTH, Kenneth. *Lettre au Président Obama au sujet d'une stratégie globale des États-Unis*

concernant la LRA, 11 novembre 2010.

SCHOOYANS, Michel. *La face cachée de l'ONU*. Paris, Fayard, 2000.

SIBEUD, Emmanuelle. « Entre geste impériale et cause internationale : défendre les indigènes à Genève dans les années 1920 ». *Le Monde(s)*, n° 6, 2/2014.

SIMMONS IG. *The Ecology of Natural Resources*. London, Edward Arnold, 1974.

SMIS Stefaan et WAMU OYATAMBWE, "Complex Political Emergencies, the International Community & the Congo Conflict." *Review of African Political Economy* 29.93/94, 2002.

SN. « La tentative de réintégration du Katanga dans la République du Congo ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 165, 31/1962.

SN. « Congo: une « guerre mondiale africaine ». *Le Monde*, 6 Avril 2000.

SN. « L'ONU suspend un contingent en Côte d'Ivoire après des accusations d'abus sexuels ». *Le Monde(s)*, 21 juillet 2007.

SPOONER, Kevin. *Canada, the Congo Crisis and UN Peacekeeping 1960-64*. Vancouver, UBC Press, 2009.

TSHIBAND, Steam. "The United Nations' use of force in peace support operations: The question of civilian and military insubordination in ONUC'S operation in Katanga". *Politics and International Relations*, Lancaster University. June 19, 2009.

TRAORE, Maïmouna. « Appui de la MONUSCO au processus électoral », *Écho de la MONUSCO*, volume 1, n°5, Décembre 2011-janvier 2012.

UN. Department of Economic and Social Affairs. *World Population prospects, the 2015 Revision*.

VALERIE, Pascal. « Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique ». *Relations internationales et stratégiques*, n° 23, 1996.

VAN DE VELDE, Christian (dir.) et al., *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*, Bruxelles, Outre-Mers, 2012.

VANDERLINDEN, J. *La crise congolaise : 1959-1960 la mémoire du siècle*. Bruxelles, Complexe, 1985.

VILLIERS de G. et OMASOMBO J. « Quand le peuple kinois envahit les rues... », T. Tréfon (dir.), *Ordres et désordres à Kinshasa : Réponses populaires à la faillite de l'État*, Paris, L'Harmattan, 2004.

VIRCOULON, Thierry. « Ambiguïtés de l'intervention internationale en République démocratique du Congo ». *Politique africaine*, n° 98, 2/2005.

VIRCOULON, Thierry. « L'État internationalisé : Nouvelle figure de la mondialisation en Afrique ». *Études*, Tome 406, 1/2007.

STEPHER R Weissman. *American Foreign Policy in the Congo 1960-1964*, Cornell University, Press, 1974, p.113.

STEVE, Jacob. « Évaluation », dans Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie et Ravinet Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

SN. « La tentative de réintégration du Katanga dans la République du Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 165, 31/1962.

WILLAME, Jean-Claude. « Zaïre des années 90 (vers la Troisième République). De la démocratie "octroyée" à la démocratie enrayée (22 avril 1990 - 22 septembre). *Les cahiers du Cedaf-Asdoc*, no 5/6, 1991.

WILLAME, Jean-Claude. *Patrice Lumumba: la crise congolaise revisitée*. Paris, Karthala, 1990.

WILTZER, Pierre-André. « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa ». *Afrique contemporaine*, n° 215, 3/2005.

WILSON FOFACK, Eric. « L'ONU face aux conflits en Afrique centrale post-guerre froide, 1990-2004 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 248, 4/ 2012.

WUTIBAAL KUMABA MBUTA. *L'ONU et la diplomatie des conflits, le cas de la République démocratique du Congo*. Paris, L'harmattan, 2012.

ZORGBIBE, Charles. *La France, l'ONU et le maintien de la paix*. Paris, PUF, 1996.